

Mémoire de Bachelor

Analyse du discours des attentats

9/11



Paris 2015



Dans quelle mesure les couvertures médiatiques des attentats du 9/11 et des attentats à Paris en 2015 dans des journaux et magazines français et américains sont-elles comparables ?

Dirk Roodzant

S4359879

B3 Franse Taal en Cultuur

Radboud Universiteit Nijmegen

Dr. Jacobs

15-08-2016

Table des matières

Introduction	page 4-5
Chapitre I : Le cadre théorique	page 6-11
1.1 Les attentats du 9/11 et les attentats à Paris de 2015	page 6-7
1.2 Les journaux et les magazines français et américains	page 7-8
1.3 L'analyse du discours	page 8-10
1.4 <i>Framing</i> et l'émotion dans la langue	page 10-12
Chapitre II : La méthodologie	page 13-15
2.1 Le corpus	page 13-14
2.2 La méthode	page 14-15
Chapitre III : L'orientation politique	page 16-26
3.1 Tendances dans les journaux et magazines de gauche	page 16-20
3.1.1 Un vocabulaire équilibré	page 16-17
3.1.2 Le discours sur les terroristes et la stratégie adéquate	page 18-19
3.1.3 Une attitude autocritique et consciente des conséquences pour les enfants	page 19-20
3.2 Tendances dans les journaux et magazines de droite	page 21-26
3.2.1 Des titres et un vocabulaire belliqueux	page 21-22
3.2.2 La question des réfugiés	page 23-24
3.2.3 L'islamisme	page 24-25
3.2.4 L'idéal d'un seul leader solide	page 25-26
Chapitre IV : La presse des deux pays différents	page 27-33
4.1 Les journaux et magazines français	page 27-30
4.1.1 Solidarité et collaboration	page 27-28
4.1.2 Une stratégie réfléchie	page 28-29
4.1.3 Le chauvinisme français	page 29-30
4.2 Les journaux et magazines américains	page 31-34
4.2.1 Des opinions divergentes quant à la menace terroriste	page 31-32
4.2.2 Un appel unanime au changement	page 32-33

4.2.3 Le patriotisme américain	page 33-35
Conclusion	page 36-37
Bibliographie	page 38-39
Appendix I : Références bibliographiques du corpus	page 40-44
Appendix II : Corpus intégral	page 45-99

Introduction

Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, mieux connus comme les attentats du 9/11, et les attentats du 13 novembre 2015 à Paris ont été des catastrophes énormes. Comme il est souvent le cas avec les catastrophes majeures, les médias avaient hâte de décrire tout ce qui s'était passé ces jours-là et de donner leur interprétation des événements.

Notre fascination pour 9/11 a existé depuis longtemps, bien que nous n'ayons pas vécu consciemment les attentats nous-mêmes : il ne nous reste que quelques souvenirs lointains. Cependant, notre fascination pour ce sujet n'a jamais disparu. Or, il se fait que nous nous trouvons au cœur d'une ville qui était la cible d'un autre attentat terroriste massif en 2015. Le 13 novembre, Paris était ébranlé par un carnage qui coûtait la vie à 130 personnes. Après ces événements horribles, nous avons rapidement établi un lien entre les deux attentats. Une comparaison entre ces deux événements tragiques nous paraissait un sujet très intéressant. Afin d'insérer les recherches dans une approche linguistique, nous avons choisi de faire une analyse des éditoriaux des journaux et des magazines français et américains.

Le but de nos recherches est d'étudier les différences et les correspondances entre les journaux américains et français et de pouvoir mettre en contexte les réactions semblables ou différentes dans les journaux. La question centrale est la suivante :

- Dans quelle mesure les couvertures médiatiques des attentats du 9/11 et des attentats à Paris en 2015 dans des journaux et magazines français et américains sont-elles comparables ?

Nous espérons pouvoir répondre à cette question générale et englobante à l'aide des deux sous-questions suivantes :

- Quelles sont les différences et ressemblances entre les journaux et magazines de gauche et de droite ?
- Quelles sont les différences et ressemblances entre les journaux et magazines français et américains ?

Ces questions constituent aussi plus ou moins les chapitres différents de notre mémoire, précédés par deux chapitres introductifs, l'un consacré au cadre théorique, l'autre consacré à la méthodologie. Le cadre théorique sera composé de quatre sous-chapitres, en commençant par un cadre historique comprenant des informations élémentaires sur les attentats terroristes du 9/11 aux Etats-Unis et les attentats à Paris de 2015. Une connaissance de base de ces

événements est essentielle afin de comprendre le contenu des éditoriaux. Ensuite, nous allons traiter brièvement les informations générales des journaux et des magazines français et américains, dont les éditoriaux font partie de notre corpus. Puis, la troisième sous-partie est consacrée à la définition du terme « l'analyse du discours » et le quatrième et dernier paragraphe portera sur le concept linguistique *framing* et sur l'émotion dans la langue. Un éclaircissement de la définition de ces termes linguistiques est indispensable, parce que nous utiliserons ces mêmes théories dans notre recherche.

Une explication élaborée de notre méthodologie est disponible au chapitre II, mais en bref, nous allons examiner notre corpus, qui est composé de 60 éditoriaux parus dans des journaux et magazines français et américains dans les deux semaines suivant aux deux attentats. En analysant le ton, le vocabulaire et le message des éditoriaux, nous espérons trouver des tendances qui sont spécifiques pour certains groupes. Tout d'abord, nous essayerons de déceler des généralités dans les éditoriaux qui sont en rapport avec leur orientation politique. Qu'est-ce qui distingue les journaux et magazines de gauche de ceux de droite et vice versa ? Ensuite, nous répéterons cette méthode afin de découvrir des tendances qui sont dues au pays d'origine d'un journal ou magazine. Dans cette partie, nous ne faisons une distinction qu'entre la presse française et américaine. Quelles particularités et quelles idées sont caractéristiques pour les éditoriaux français et quelles pour les éditoriaux américains ? L'objectif des parties traitées ci-dessus n'est pas seulement de découvrir des tendances spécifiques pour une seule catégorie, mais aussi de les comparer avec celles qui sont spécifiques de l'autre groupe.

Concernant ce qui était déjà écrit à propos de ce sujet, il y a de nombreuses collections des unes des journaux internationaux. Pourtant, grâce à l'actualité de ce thème, il n'existe pas de recherches qui traitent des articles ou des éditoriaux en détail, encore moins des recherches qui les comparent. Comme l'on vient de voir, il s'agit d'un travail sans précédent. Nous vous souhaitons bonne lecture.

Chapitre I:

Le cadre théorique

1.1 Les attentats du 9/11 et les attentats à Paris de 2015

Les attentats du 11 septembre 2001, ou 9/11, est le nom collectif de quatre attentats terroristes aux Etats-Unis, dans lesquels des avions de ligne ont été utilisés en tant que projectiles afin de frapper des cibles américaines. Oussama ben Laden, le chef de l'organisation terroriste islamiste Al-Qaïda de l'époque, a été tenu responsable des attaques massives, qui ont coûté la vie à presque 3000 personnes. Mardi matin 11 septembre 2001, 8 h 46 heure locale, le vol 11 American Airlines s'est percé dans la tour nord du World Trade Center à New York. Le choc était énorme et une grande boule de feu et de fumée sortit aussitôt de la zone d'impact. Les sapeurs-pompiers du New York City Fire Department se sont précipités immédiatement vers les lieux et ont mis une opération d'évacuation sur pied. Un quart d'heure plus tard, le vol 175 United Airlines s'est percé dans l'autre tour du World Trade Center, la tour sud. Maintenant, il ne faisait aucun doute : les Etats-Unis faisaient l'objet d'attentats terroristes. Tous les services de secours présents à New York étaient appelés à contribuer à l'une des plus grandes opérations de secours de l'histoire, tandis que les feux ne cessaient de brûler dans les tours jumelles. Les feux ont fait tellement rage à cause de la grande réserve de kérosène présente dans les avions. Les gens qui se trouvaient au-dessus de la zone d'impact, étaient emprisonnés dans les tours. Les ascenseurs ne marchaient plus à cause du choc et la plupart des gens ne savaient pas qu'une cage d'escalier était encore accessible. Par conséquent, des centaines de gens étaient piégés par les flammes et la fumée et ils ont trouvé la mort en sautant des tours. La tour sud était la première à s'effondrer à 9 h 59, et 102 minutes après le premier crash, à 10 h 28, la tour nord s'est effondrée aussi. Comme elles représentaient le pouvoir financier de Etats-Unis, les terroristes avaient visé les tours jumelles du WTC,. En même temps que la ville de New York était attaquée par des terroristes, un autre avion détourné, le vol 77 American Airlines, s'est écrasé dans le Pentagone, siège du Département de la Défense, à Washington. Grâce à l'intervention des passagers qui étaient mis au courant de la situation ailleurs dans le pays et qui se sont révoltés contre les terroristes à bord de l'avion, un quatrième avion s'est écrasé dans un champ près de Shanksville, Pennsylvanie. Ces actions terroristes étaient conçues longtemps à l'avance et étaient minutieusement préparées ; c'était le plus grand attentat sur le sol américain depuis Pearl Harbor. Ce jour historique a laissé les

Etats-Unis confus et anxieux. Les attentats du 9/11 ont été caractérisés par de nombreuses tragédies personnelles, mais ils ont aussi bouleversé le monde entier.

Les attentats du 13 novembre 2015 en France comprennent une série de six attaques terroristes qui ont eu lieu à Paris le soir et la nuit du 13 novembre. Les attentats sanglants, qui ont été revendiqués par l'organisation terroriste Etat Islamique ou Daech, ont provoqué la mort de 130 personnes et il y avait également quelques centaines de blessés. Le vendredi 13 novembre 2015, à 21 h 20, le premier attentat-suicide à la bombe a eu lieu à l'extérieur du Stade de France à Saint-Denis. Un peu plus tard, deux autres kamikazes se sont faits exploser aux alentours du Stade de France, où entre autres le président François Hollande assistait au match de football amical France – Allemagne. Heureusement, leur plan initial d'entrer dans le stade et d'y faire exploser leurs bombes a pu être déjoué. Vers 21 h 30, le centre de Paris était la cible des attaques aveugles. Dans les 10^{ième} et 11^{ième} arrondissements, des terroristes ont tiré des coups de feu sur des gens dans des restaurants, des bars et des cafés. Cependant, le pire s'est passé au théâtre du Bataclan, où les spectateurs d'un concert étaient pris en otage, puis tués un par un. La prise d'otage n'avait fini qu'après minuit, après que la police avait pris d'assaut le théâtre. La même nuit, le président Hollande a déclaré l'état d'urgence. 1500 militaires ont été mobilisés à Paris pour garantir la sécurité, on a fermé les frontières et tous les événements étaient annulés. Tout comme les attentats du 9/11, les attentats à Paris ont bouleversé le pays attaqué, mais ils ont également touché le monde entier.

1.2 Les journaux et les magazines français et américains

Pour obtenir un corpus équilibré nous avons choisi d'utiliser plusieurs journaux et magazines de différentes orientations politiques et de deux pays différents. Il est important de connaître l'histoire et l'orientation politique d'un journal ainsi que son rôle dans la société, afin de comprendre et de pouvoir mettre en contexte ses articles.

Le Monde est un quotidien français, dont la diffusion payée en France s'élève à presque 275.000 exemplaires chaque jour (site web 1). *Le Monde* est à beaucoup d'égards le journal le plus respecté de la France et est aussi vue comme le représentant de la presse française à l'étranger. Le premier numéro a paru en 1944, pendant la Seconde Guerre mondiale, à la demande du général Charles de Gaulle. *Le Monde* est généralement considéré comme un journal orienté vers le centre gauche.

En revanche, *Le Figaro* est un journal conservateur orienté vers la droite. C'est le plus vieux journal français qui existe encore aujourd'hui, et il a été fondé en 1826, pendant la Restauration. *Le Figaro* doit son nom à un barbier, l'un des personnages dans une pièce de théâtre de Beaumarchais, parce que c'était là où les gens obtenaient d'habitude des nouvelles. Le journal dépassé les 300.000 exemplaires distribués quotidiennement (site web 1) et constitue le premier journal français après *Le Parisien*.

The New York Times est l'un des plus grands et plus prestigieux journaux américains, qui, tout comme *Le Monde*, joue aussi un rôle sur le plan international. Ce journal, qui porte le slogan « Toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées », a été fondé à la moitié du 19^e siècle. *The New York Times* n'est ni un journal conservateur ni un journal libéral, et a une circulation moyenne d'environ deux millions d'exemplaires (site web 2).

The New York Post est l'un des plus vieux journaux des Etats-Unis, étant fondé en 1801. Initialement, c'était un journal libéral, mais après l'acquisition du quotidien par Murdoch en 1976, s'est tourné vers une attitude très droite et populiste. *The New York Post*, qui atteint un tirage d'un demi-million (site web 2), a souvent fait l'objet de vives critiques de la part des intellectuels de gauche pour son discours haineux et ses articles à sensation.

L'Express est un magazine hebdomadaire français, dont le siège se trouve à Paris. Le magazine a été fondé en 1953 et est orienté politiquement vers la droite. Sa diffusion payée totale s'élève à plus de 400.000 exemplaires (site web 3). *Time Magazine*, out tout simplement *Time*, est un hebdomadaire américain qui exerce une influence mondiale et qui est connu pour décerner annuellement le prix de « Personne de l'année ». Le magazine, ayant un tirage de plus de 3 millions d'exemplaires (site web 4), a été fondé en 1923 et est caractérisé par une perspective équilibrée sur la plupart des questions. ‘

1.3 L'analyse du discours

Avant de commencer l'analyse des éditoriaux, il est important de traiter et de clarifier certains concepts et théories qui sont étroitement liés à notre propre recherche. Comme déjà mentionné très brièvement dans l'introduction, on se trouve en termes linguistiques entre autres au niveau de l'analyse du discours. Le linguistique américain Zellig Harris a utilisé le terme « *Discourse analysis* » pour la première fois en 1952 dans l'article *Discourse analysis*. Un an auparavant, il avait déjà traité ce sujet dans son œuvre *Methods in Structural*

Linguistics : « The universe of discourse for each statement in the descriptive analysis is a single whole utterance in the language in question ».¹

Au cours des années, d'autres définitions de l'analyse du discours ont été introduites. Evidemment, il y avait de nouveaux linguistes qui avaient de nouvelles idées et théories. En outre, ce terme a été utilisé dans de différents contextes et disciplines, ce qui a compliqué la fixation d'une définition universelle. Tout comme la langue en soi, l'analyse du discours est un procès dynamique, qui est en évolution constante et dans laquelle aucune définition n'est « correcte ». Même au niveau linguistique, il existe plusieurs définitions. Cependant, on fait souvent une distinction entre trois critères principaux, comme l'a fait le scientifique Michael Stubbs : « Any study which is not dealing with (a) single sentences, (b) contrived by the linguist, (c) out of context, may be called discourse analysis ».² Sa première sous-catégorie concerne les études qui dépassent le niveau des phrases. Cette définition a été inventée par des linguistes et veut simplement dire que, dans l'analyse du discours, il existe une structure englobante entre les phrases ; les phrases, c'est-à-dire le discours, se rapportent l'une à l'autre. Le deuxième critère affirme que le discours ne peut pas être inventé par un linguiste. Il faut que le discours ne soit pas artificiel. Troisièmement, Stubbs mentionne l'usage de la langue, ce qui revient dans de nombreuses études concernant le discours, y compris celle de Fasold : « The study of discourse is the study of language use ».³ En parlant de l'usage de la langue, le contexte joue un rôle clé dans l'analyse, comme le dit Paltridge : « discourse analysis considers the relationship between language and the contexts in which it is used ».⁴ Par contre, la définition qu'a donnée Brown souligne surtout que l'analyste du discours se demande à quoi sert le langage :

The analysis of discourse is, necessarily, the analysis of language in use. As such, it cannot be restricted to the description of linguistic forms independent of the purposes or functions which these forms are designed to serve in human affairs. While some linguists may concentrate on determining the formal properties of a language, the discourse analyst is committed to an investigation of what the language is used for.⁵ (Brown, 1983, page 1)

¹ HARRIS, Zellig, *Methods in Structural Linguistics*, page 11

² STUBBS, Michael, *Discourse Analysis: The Sociolinguistic Analysis of Natural Language*, page 131

³ FASOLD, Ralph, *The Sociolinguistics of Language*, page 65

⁴ PALTRIDGE, Brian, *Discourse Analysis: An Introduction*, page 3

⁵ BROWN, Gillian, YULE, George, *Discourse Analysis*, page 1

Les définitions qui ont déjà passé en revue ne constituent qu'une minuscule sélection de toutes les définitions qui existent de l'analyse du discours, même uniquement dans le domaine de la linguistique. En ce qui concerne les trois critères généraux d'une analyse du discours, notre recherche satisfait à toutes les exigences. Tout d'abord, notre corpus est composé d'éditoriaux qui comptent forcément plusieurs phrases. En revanche, les titres sont d'habitude longs d'une seule phrase, mais ils sont toujours en rapport avec l'article qui suit. Ensuite, le discours que nous analyserons vient des journaux et magazines, ce qui n'est pas le travail des linguistes. En fait, les quotidiens sont l'exemple par excellence d'un discours ordinaire. Finalement, comme nous allons analyser des éditoriaux, notre recherche portera sur l'usage de la langue dans la presse. Dans notre étude, le contexte est extrêmement important, parce que le contexte comprend entre autres l'époque et le lieu des deux attentats ainsi que les deux pays d'origine des journaux.

Pour rendre les choses plus concrètes, prenons l'exemple d'une interview avec le président Mitterand. L'interviewer a dit : « on dit que vous êtes chébran », ce à quoi Mitterand a répondu : « mais on ne dit plus chébran on dit câblé ou même bléca ». A première vue et sans connaissance du contexte de l'interview, ces déclarations sont peu logiques et pour certains même incompréhensibles. Cependant, l'utilisation du verlan, une forme d'argot français utilisée par des jeunes dans les banlieues, prend son sens si l'on est au courant de la situation. A l'époque, on reprochait aux hommes politiques importants qu'ils étaient trop aliénés des jeunes. En imitant les jeunes par l'usage du verlan, Mitterand tend à prouver le contraire. De plus, le fait que le président parlait le verlan avait un effet drôle. Afin de comprendre ce discours, une connaissance de la signification sémantique ou grammaticale ne suffit pas : la connaissance du contexte est essentielle.

En conclusion, nous pouvons constater qu'il existe de nombreuses définitions de l'analyse du discours. En bref, ce terme désigne, au milieu linguistique, les études qui analysent un discours original composé de plusieurs phrases dans son contexte. La définition de Brown, qui se concentre sur le but et l'objectif d'un discours, s'applique également à notre recherche, parce que nous nous pencherons entre autres sur le message que veulent transmettre les journaux et magazines.

1.4 *Framing* et l'émotion dans la langue

A part l'analyse du discours, *framing* est une autre théorie linguistique qui s'applique à notre recherche. Tout comme l'analyse du discours, le mot « framing » connaît plusieurs

définitions. D'abord, il est important de faire une distinction claire entre *framing* et la sémantique des frames. Ce dernier terme est employé afin de décrire une théorie linguistique dont l'idée principale est qu'on ne peut comprendre la signification d'un mot qu'avec la connaissance encyclopédique liée à ce mot. En revanche, le mot *framing*, qu'on utilise souvent au milieu politique, désigne l'influence de la perspective d'une affaire. Le scientifique néerlandais Arno Korsten a donné la définition suivante : « 'Framing' impliceert een perspectiefkeuze, die uitmondt in een bondig geformuleerde, aansprekende kijk op de zaak ('een verhaal') die zo scherp en tegelijk zo warm is dat die bij een publiek blijft hangen » [*Framing* implique un choix de perspective, qui résulte en une vision de l'affaire (« un discours ») brièvement décrite et intéressante, qui est si sévère et en même temps si chaud qu'il trouve un écho chez le public].⁶ L'exemple le plus simple d'un tel choix de perspective est la question si le verre est à moitié vide ou à moitié plein. Il y a deux façons d'analyser la situation, ce qui est aussi souvent le cas dans de plus grandes affaires, par exemple dans le débat public suivant aux attentats terroristes.

Les personnes qui utilisent la méthode de *framing*, le font délibérément et ont toujours un public cible. Le linguiste George Lakoff a constaté que *framing* s'agit principalement des idées qu'évoque la langue : « Framing is about getting language that fits your worldview. It is not just language. The ideas are primary-. and the language carries those ideas, evokes those ideas ». ⁷ Lakoff donne un exemple de *framing* dans la politique en parlant du président américain George W. Bush qui avait employé le terme « tax relief » dans un de ses discours, ce qui n'était pas un hasard : « Think of the *framing* for relief. For there to be relief there must be an affliction, an afflicted party, and a reliever who removes the affliction and is therefore a hero ». ⁸ En utilisant certains mots spécifiques, le discours de Bush évoque une image positive de lui-même. Par contre, on pourrait également traiter le même sujet d'un ton négatif et critique. Ce choix de perspective délibéré constitue la base de l'idée de *framing*. Dans notre analyse des éditoriaux des journaux français et américains, *framing* joue aussi un rôle clé. En abordant certains thèmes et en ignorant d'autres, les éditoriaux mettent l'accent sur leurs sujets préférés. Encore plus important que les thèmes qu'ils traitent, la manière dont les éditoriaux parlent de ces sujets montre leur perception des affaires. En employant un

⁶ KORSTEN, Arno, 'Framing' in de politiek, page 4

⁷ LAKOFF, George, *Don't think of an elephant*, page 4

⁸ LAKOFF, George, *Don't think of an elephant*, page 3

vocabulaire péjoratif ou plutôt appréciatif, les auteurs peuvent transmettre leur interprétation désirée.

Le dernier domaine qui est d'importance pour notre recherche est l'émotion dans la langue, ce qui concerne, peu surprenant, l'émotion dans les discours. A première vue, cela pourrait sembler une combinaison inhabituelle, parce que l'émotion est souvent associée aux expressions faciales et aux sentiments. Cependant, l'émotion est également présente dans chaque aspect de la langue selon Asifa Majid : « emotion is, indeed relevant to every dimension of language – from phonology to lexicon, grammar and discourse – emotional expression is finely tuned to language-specific structures ».⁹ Dans notre analyse, nous nous concentrerons surtout sur l'émotion dans la langue qui se reflète dans des cris de cœur et dans le vocabulaire des éditoriaux.

⁹ MAJID, Asifa, *Current Emotion Research in the Language Sciences*, page 10

Chapitre II:

La méthodologie

2.1 Le corpus

Maintenant que nous avons traité notre cadre théorique, il faut préciser notre méthodologie. D'abord nous commenterons la composition du corpus, puis nous passons à la méthode d'analyse. Pour limiter le sujet et le corpus, nous avons pris quelques décisions essentielles. Le corpus ne consiste que des articles parus dans les quinze jours suivant aux attentats, c'est-à-dire la période du 12 jusqu'au 25 septembre 2001 et du 14 au 27 novembre 2015. Il s'agit d'une période relativement courte, mais suffisamment longue pour faire une distinction entre la réaction primaire et la deuxième réaction deux semaines plus tard. La période de deux semaines assure également que les informations sont pertinentes et, à cause du caractère récent des attaques, assure qu'il s'agit des réactions et interprétations des journaux directement après que les attentats ont eu lieu. De cette façon, les émotions des journalistes sont encore plus présentes dans les éditoriaux concernés. Une seule exception a été faite en ce qui concerne la période prévue de deux semaines. Comme *Time Magazine* a fait paraître une édition spéciale entièrement consacrée aux attentats à Paris le 30 novembre 2015, nous avons décidé de l'utiliser aussi.

Le corpus est composé de deux journaux français, *Le Monde* et *Le Figaro*, et de deux journaux américains, *The New York Times* et *The New York Post*. Il est important à noter dans cette sélection que *Le Figaro* et *The New York Post* sont des journaux avec des convictions de droite, tandis que *Le Monde* et *The New York Times* sont généralement classifiés comme des journaux de gauche. De plus, un magazine français, *L'Express*, et un magazine américain, *Time Magazine*, ont été inclus dans le corpus. Nous avons choisi d'analyser seulement un magazine des deux pays afin que l'accent soit mis sur les journaux. Nous considérons *L'Express* comme un magazine de droite et *Time Magazine* comme un magazine de gauche. Comme déjà brièvement discuté dans la partie consacrée aux informations générales des journaux et magazines, l'orientation politique d'un journal ou magazine n'est pas fixe. A part le fait que de différentes personnes peuvent avoir de différentes opinions sur l'orientation politique exacte d'un journal, les notions de gauche politique et de droite politique en France et aux Etats-Unis sont également différentes. De plus, il est important à noter que les auteurs eux-mêmes peuvent tous avoir leurs propres idées politiques, qui ne doivent pas forcément correspondre à l'orientation politique de leur journal ou magazine. Toutefois, afin de faire une

distinction claire entre les deux, nous avons décidé de classer *Le Monde*, *The New York Times* et *Time Magazine* comme des journaux et des magazines de gauche. Bien qu'on puisse argumenter qu'ils appartiennent plutôt au centre de l'échiquier politique, nous les appelons dès maintenant des journaux de gauche. En revanche, nous avons classé *Le Figaro*, *The New York Post* et *L'Express* comme des journaux de droite.

De chaque journal et magazine, nous avons sélectionné dix éditoriaux, qui sont numérotés dans le corpus. Cinq d'eux sont parus au lendemain des attentats du 9/11 et cinq après les attentats à Paris de 2015, ce qui donne un total de 60 éditoriaux. Evidemment, il était pratiquement impossible d'analyser des milliers d'éditoriaux, mais en utilisant des journaux et magazines ayant de différentes opinions, nous avons cru avoir créé un corpus représentatif et équilibré. L'équilibre se trouve dans le fait que le corpus compte autant d'éditoriaux français que d'éditoriaux américains et autant de gauche que de droite. Nous avons décidé d'utiliser des éditoriaux plutôt que des articles ordinaires, parce qu'ils font d'habitude preuve d'une opinion personnelle plutôt que de tout simplement rapporter les faits. De cette façon, les éditoriaux se prêtent mieux aux recherches consacrées à l'émotion dans la langue, au *framing* et à l'analyse du discours. Nous avons fait une sélection au hasard des éditoriaux de ces journaux et de cette période, en gardant une longueur moyenne de 700 mots par éditorial à titre indicatif.

2.2 La méthode d'analyse

Après avoir commenté la composition du corpus, passons à la méthode d'analyse de notre recherche. Evidemment, la première étape consiste à lire attentivement les éditoriaux qui font partie du corpus. Puis, il convient de les résumer et d'établir un tableau dans lequel ils sont groupés en différentes catégories thématiques. Les catégories thématiques peuvent être choisies à base des sujets et affaires qui étaient souvent abordés dans les éditoriaux du corpus ou qui étaient remarquables. Dans notre recherche, nous avons sélectionné les thèmes suivants : la guerre, l'islam, le message, un ton unificateur ou polarisateur, un regard critique, le président et le leadership, le discours sur les terroristes, la solidarité, l'idéologie, l'impact sur les enfants et une dernière catégorie d'autres faits remarquables. Chaque groupe contient toutes les expressions des éditoriaux du corpus qui sont en rapport avec le thème concerné. De cette façon, il est plus facile d'organiser les éditoriaux en fonction des thèmes spécifiques. De plus, il est plus facile de conserver une vue d'ensemble et de comparer ce que les journaux différents disent à propos d'une certaine question.

La prochaine étape consiste à déceler des tendances liées à certains groupes, à l'aide des thèmes mentionnés ci-dessus. Ces groupes sont la politique de gauche, la politique de droite, les éditoriaux français et les éditoriaux américains. Ils constituent également la base des chapitres de ce recherche, qui sont puis subdivisés en fonction des tendances. En analysant les tendances liées à l'orientation politique des éditoriaux, nous ignorons complètement si les éditoriaux viennent d'un journal français ou américain et vice versa. En parlant des tendances, il s'agit des choses qu'un groupe a en commun, des phénomènes généraux qui caractérisent les éditoriaux appartenant à tel ou tel groupe. On les trouve en se demandant entre autres quels sujets sont souvent abordés dans certains journaux et quels thèmes sont plutôt ignorés. Cependant, on ne se penche seulement sur les thèmes dont parlent les éditoriaux, mais aussi sur la manière dont ils le font et de quel point de vue. Quel est le but des textes : qu'est-ce qu'ils veulent transmettre, et, de quelle façon ? Est-ce que les éditoriaux ont pour but principal de polariser ou bien d'unifier les gens ? Est-ce qu'ils se caractérisent par la rancune ou par l'indulgence ? Ces aspects constituent un élément essentiel de l'analyse et sont en rapport étroit avec l'analyse du discours, *framing* et l'émotion dans la langue.

Les observations et tendances découvertes sont soutenues et illustrées par des citations provenant des éditoriaux et par des chiffres concernant le vocabulaire. On obtient ces chiffres en comptant la fréquence d'apparition de certains mots spécifiques. Cette analyse quantitative constitue une méthode objective qui pourraient souligner ou nuancer les tendances principales.

Après avoir vu les faits historiques liés aux attentats et les caractéristiques principales des journaux et magazines de notre corpus, ainsi que les concepts clés linguistiques et notre méthodologie, commençons maintenant l'analyse de leurs éditoriaux. Un aperçu des éditoriaux que nous avons sélectionnés se trouve dans les annexes. Nous référons aux différents éditoriaux en indiquant le numéro du texte, dont le lecteur peut alors retrouver la référence complète dans l'annexe. Les citations des éditoriaux sont mises entre guillemets, éventuellement suivies d'une traduction française entre crochets quand il s'agit d'une citation anglaise.

Chapitre III:

L'orientation politique

3.1 Tendances dans les journaux et magazines de gauche

Les journaux et magazines qui ont une orientation plutôt de gauche sont *Le Monde*, *The New York Times* et *Time Magazine*. Il existe certaines tendances intéressantes dans les éditoriaux de ces journaux et magazines qui sont liées à leur orientation politique. Dans un premier temps, nous analyserons le vocabulaire en mettant l'accent sur les titres et le thème de l'islamisme, puis on étudiera le discours sur les terroristes et la stratégie appropriée selon la presse de gauche et dans un dernier temps nous nous pencherons sur la mesure d'autocritique et sur l'importance accordée à l'influence des attentats sur les enfants.

3.1.1 Un vocabulaire équilibré

La première chose qui saute aux yeux quand on lit un article, c'est le titre. Les titres des éditoriaux provenant des journaux et magazines de gauche sont en général plutôt équilibrés et rationnels. Certains expriment explicitement un sentiment de deuil ou de solidarité, par exemple les éditoriaux français « C'est la nuit à Manhattan, au pied des tours devenues cimetières » (source 1) et « Nous sommes tous Américains » (source 2), et les éditoriaux américains « Mourning In America » [Le deuil en Amérique] (source 27) et « Shoulder to Shoulder » [Côte à côte] (source 30). De plus, il existe une nette différence entre la fréquence d'apparition du mot « guerre » dans les titres des journaux de gauche et de droite. Sur un total de 40 titres, équitablement répartis entre ceux de gauche et de droite, le mot « guerre », ou en anglais « war », figure deux fois dans les titres des journaux de gauche et cinq fois dans ceux de droite. En d'autres termes, 10 pour cent des titres de gauche emploient ce mot, tandis que ce nombre s'élève à un quart quant aux titres des journaux de droite. En fait, dans les deux cas où un journal de gauche a utilisé ce mot, ils ont souligné qu'il s'agit d'une guerre idéologique (source 32) ou d'une guerre juste contre le terrorisme (source 3). A part les cinq références directes à la guerre dans les titres des journaux de droite, l'esprit de guerre se reflète également dans d'autres titres qui contiennent des mots comme « gagner », « victory », « contre-attaquer », « combattre », « retribution » et « sang-froid ». Cette différence concernant l'utilisation du mot « guerre » dans les titres montre que le concept de guerre n'occupe pas un poste clé dans les journaux de gauche et qu'ils ne pensent pas en termes de revanche et de violence, du moins pas autant que ceux de droite. Il y a un titre d'un

journal de gauche qui détonne vraiment par rapport aux autres et c'est celui de l'éditorial « The Case for Rage and Retribution » [Le cas de rage et représailles] (source 26), qui incite à la haine et à la vengeance, sans mâcher ses mots.

En ce qui concerne l'émotion dans la langue, les émotions principales présentes dans la presse de gauche sont le deuil et le chagrin. Des cris racistes, un appel à la vengeance et un langage agressif sont plutôt rares. Au contraire, le langage et le vocabulaire des éditoriaux de gauche ont, en général, l'air tout à fait raisonnables et semblent viser le long terme. Prenons par exemple la manière dont les médias de gauche abordent l'islamisme. Comme les attentats terroristes ont tous les deux été revendiqués par des organisations terroristes islamistes, on pourrait s'attendre à ce que l'islam en tant que religion et les musulmans soient la cible de sévères critiques ou qu'ils soient considérés avec méfiance et hostilité. Cependant, les journaux et magazines de gauche ne le font pas et prêtent remarquablement peu d'attention au rôle de la foi. Clairement, la gauche politique plaide en général en faveur de l'égalité et de la tolérance, non seulement sur le plan socio-économique, mais aussi sur les plans culturel et religieux. Les auteurs des éditoriaux trouvaient que les terroristes ne représentent pas une religion entière et ils n'étaient donc pas tentés de déroger à ce principe, même pas dans le contexte de l'époque : « La majorité des musulmans de France, qui rejette l'idéologie radicale et l'appel à la violence » (source 34). Lorsque le thème de l'islam était effectivement abordé, il s'agissait des musulmans eux-mêmes qui appelaient les autres musulmans à se distancier des attentats, comme c'était le cas dans la source 33 : « Nous sommes responsables. La situation actuelle nous oblige. Il faut agir, agir, agir. Pour que l'islam de France fabrique une vision et des pratiques de l'islam compatibles avec la vie en France », et la source 34 : « La résistance est en marche contre les infidèles à la République, voleurs de notre identité », ou bien de désapprouver la rhétorique islamophobe, ce qui est traitée dans la source 42.

En bref, il paraît que les titres des journaux de gauche étaient plutôt équilibrés. Cette tendance s'applique également au vocabulaire de la presse de gauche en général. Même pendant les deux semaines suivant aux attentats meurtriers, la raison l'a emporté sur l'émotion.

L'approche de l'islamisme, qui était loin d'être hostile ou accusatrice, témoigne du caractère raisonnable et de la nuance de la part des journaux et magazines de gauche de notre corpus. On pouvait déjà s'y attendre, parce que la tolérance et l'égalité correspondent aux idéaux de la politique de gauche en général.

3.1.2 Le discours sur les terroristes et la stratégie adéquate

Lorsqu'on est attaqué, c'est une réaction naturelle de l'homme de vouloir tracer l'agresseur. Toutefois, les avis diffèrent quant à la manière dont on devrait s'occuper du parti opposé. Certains pensent qu'il faut toujours mener l'offensive, tandis que d'autres préfèrent étudier les sources du mal et préfèrent trouver une solution non violente. Cette dernière attitude est plus ou moins la philosophie qu'on retrouve dans les journaux et magazines de gauche. Les terroristes, qui sont décrits comme déterminés « The terrorists are in the fight for the long haul » [Les terroristes se sont engagés à long terme dans cette lutte] (source 13), sont considérés comme une menace sérieuse, qui a réussi à exposer la vulnérabilité de l'Occident (source 11). En outre, la presse de gauche ne croit pas non plus que les terroristes puissent ultimement sortir vainqueur (source 41). Les médias de gauche ont donc reconnu le danger, mais ils estiment que l'éclatement d'une véritable guerre est fortement improbable. Certains éditoriaux critiquent même le vocabulaire lié à la guerre. Ils trouvent qu'il s'agit du terrorisme, qui ne mérite pas le nom de guerre (source 41).

Quant à la stratégie appropriée contre les terroristes, les journaux de gauche sont d'avis que la lutte contre le terrorisme est une affaire de la police, plutôt que celle de l'armée (source 32) et ils trouvent que des bombardements ne sont pas la solution (source 28). Cette vision non violente correspond à l'attitude prudente à l'égard de qu'on a vue chez les titres et le vocabulaire. Toutefois, quelques éditoriaux sont d'avis qu'il s'agit bien d'une vraie guerre, mais même dans ces articles on insiste sur la grande importance de ne pas tuer des innocents (source 29). Dans la plupart des éditoriaux de gauche qui parlent d'une guerre, il s'agit d'un autre type de guerre, qui se déroule au niveau mental. Ce type de guerre est appelé une « guerre métaphorique » (source 14), « asymmetric warfare » [une guerre asymétrique] (source 28) ou une « guerre idéologique » (source 32). Ce genre de guerre qui est typique de la gauche politique, est également discuté dans l'éditorial « Mourning in America » de Nancy Gibbs : « for the rest of us who are not soldiers and have no cruise missiles, we had candles, and we lit them on Friday night in an act of mourning, and an act of war » [pour le reste d'entre nous qui ne sont pas de soldats et qui n'ont pas de missiles de croisière, nous avons des bougies et nous les avons allumées comme un acte de deuil et un acte de guerre] (source 27). Allumer des bougies comme réponse à la violence est caractéristique de l'attitude équilibrée et pacifique des éditoriaux de gauche. Les éditoriaux expliquent qu'il s'agit d'une guerre tellement étrange, vu qu'on ne connaît ni l'ennemi : « we are fighting an enemy we have never met » [nous luttons contre un ennemi que nous n'avons jamais rencontré] (source

15) ni le champ de bataille : « There is, right now, no enemy state, no obvious battlefield » [Maintenant, il n'y a pas d'Etat ennemi, pas de champ de bataille] (source 14), ce qui est contraire à une guerre traditionnelle.

On peut constater que la presse de gauche plaide généralement en faveur d'une guerre psychologique plutôt qu'une guerre physique. Elle trouve que la réponse de notre société doit également être de nature psychologique, comme le montre par exemple l'éditorial de Paul Krugman, qui affirme qu'il faut résister au terrorisme en ne cédant pas à la peur (source 41).

3.1.3 Une attitude autocritique et consciente des conséquences pour les enfants

Comme l'on a déjà vu, les journaux de gauche visent souvent le long terme, mais ils manifestent également un intérêt pour l'histoire, en cherchant les racines profondes du mal et des problèmes liés au terrorisme. Selon un éditorial de *The New York Times*, les causes profondes de la violence, et donc aussi des attentats, résident dans le milieu social des jeunes : « We learned that violence originates in suffering -- in poverty and disorder that bows to fanaticism when the world turns its back » [nous avons appris que la violence trouve son origine dans la souffrance -- la pauvreté et le désordre qui change en fanatisme quand le monde tourne le dos] (source 11). Il y a plusieurs éditoriaux qui parlent de cette situation problématique et délicate. Ils trouvent qu'une guerre, même si l'Occident en sort vainqueur, ne résoudra pas le véritable problème : « Rien n'a été fait en continuité et profondeur pour une véritable intégration dans la nation par une école enseignant la nature historique de la France qui est multiculturelle, et dans la société par la lutte contre les discriminations » (source 35). Cet éditorial d'Edgar Morin traite également de l'histoire encore plus profonde derrière la problématique, en soulignant l'importance essentielle de gagner la paix au Moyen-Orient. Les journaux et magazines de gauche n'agissent généralement pas sur base des émotions instinctives, mais ils cherchent les causes profondes et essaient de s'attaquer aux racines du problème.

De plus, Edgar Morin ne passe pas sous silence le rôle de l'Occident dans cette question : « Ajoutons que si nous sommes dans le droit, cessons de nous sanctifier. Continuons à dénoncer leurs monstruosité ici et là-bas, mais ne soyons pas aveugles sur les nôtres, là-bas. Car nous utilisons aussi, à notre monde occidental, tueries et terreur » (source 35). Cette attitude critique à l'égard de l'Occident ne constitue pas une exception dans les journaux de gauche. Par exemple, un éditorial de *Le Monde* affirme qu'il faut aussi reconnaître les erreurs

des guerres de l'Occident à l'étranger (source 32). Cette attitude autocritique s'oppose nettement à l'esprit plus nationaliste qui caractérise les journaux et magazines de droite.

Un autre élément qui caractérise les journaux et magazines de gauche est l'importance accordée à l'influence des attentats sur les enfants. Deux éditoriaux sont même complètement consacrés à la perception des attentats par les enfants. L'éditorial intitulé « Le quotidien des enfants » décrit la peur dans laquelle la jeune génération d'aujourd'hui grandit : « l'immense travail pédagogique qu'il va falloir faire, pas seulement aux Etats-Unis, pour leur ôter de la tête l'idée familière désormais qu'ils vivent dans un monde de mort, de peur et de terreur comme tombées du ciel » (source 5). L'éditorial avec le titre « The hardest question : explaining the Paris attacks to my child » [La question la plus difficile : expliquer les attentats à Paris à mon enfant] montre que les enfants ont aussi compris que leur sécurité ne peut pas être assurée : « it suggests, at least to children, that such violence can happen at any time in any place, and that the adults have not sorted out the problem at all » [cela suggère, du moins pour les enfants, que ce type de violence peut se produire à tout moment et en tout lieu, et que les adultes n'ont pas réglé le problème du tout] (source 57). Apparemment, les auteurs de ces éditoriaux se soucient du monde dans lequel leurs enfants doivent grandir. L'intention de vouloir créer un meilleur monde pour la génération suivante correspond aux idées progressistes de gauche. Ce n'est pas un hasard que cet aspect soit absent dans les éditoriaux de droite, qui sont généralement qualifiés comme plus conservateurs.

En bref, on peut constater que les journaux et magazines de gauche sont en général plutôt raisonnables et prudents et qu'ils refusent de se laisser entraîner dans un langage émotif, hostile et exagéré. Ils refusent également de se laisser entraîner dans une vraie guerre, ce qui ressort des titres et de la stratégie adéquate discutée dans la presse de gauche. Ils essaient de découvrir les racines du mal et ils essaient de trouver des solutions non violentes. Cette attitude est caractéristique de la politique de gauche dans son ensemble et prévaut aussi dans les journaux et magazines du corpus. Le dernier sous-paragraphe nous a montré dans quelle mesure la presse de gauche a fait preuve d'autocritique et d'intérêt pour l'impact des attentats sur les enfants. Dans la section suivante, nous allons voir comment les journaux et magazines de droite diffèrent de ceux de gauche.

3.2 Tendances dans les journaux et magazines de droite

Les journaux et magazines qui appartiennent à cette catégorie sont *Le Figaro*, *The New York Post* et *L'Express*. Il n'existe aucun doute quant à l'orientation politique de ces journaux et magazines : ce sont des exemples classiques des médias de droite. Quels sont les éléments qui caractérisent ces éditoriaux et comment diffèrent-ils des éditoriaux de gauche ? Après avoir analysé les titres et le vocabulaire, nous nous attacherons à étudier la question des réfugiés et de l'islamisme dans la presse de droite. Enfin, nous examinerons quelques caractéristiques de la politique de droite.

3.2.1 Des titres et un vocabulaire belliqueux

En ce qui concerne les titres des éditoriaux de droite, il en y a plusieurs qui contiennent une référence à la guerre. Cela ne surprendra personne, c'était le cas dans tous les journaux, nationaux et internationaux. Toutefois, les journaux de gauche soulignaient à plusieurs reprises qu'il s'agit d'une guerre mentale, alors que ceux de droite se préparent à une véritable guerre, ce qui ressort par exemple des mots : « Nous sommes donc à la veille d'une nouvelle guerre mondiale qui connaîtra bien des péripéties » (source 8). Certains titres anticipent déjà sur le résultat de cette guerre, par exemple les éditoriaux « To total victory » [Vers une victoire totale] (source 18) et « L'Amérique va gagner » (source 7), ce qui caractérise la détermination et la confiance des journaux de droite. D'ailleurs, il paraît que la détermination, la confiance en soi et la conviction d'avoir raison sont des caractéristiques typiques de la presse de droite. L'éditorial intitulé « The right, alas, was right » [Malheureusement, la droite avait raison] (source 19) attribue tout le mérite à la droite politique tout en étant un journal avec des convictions de droite. De plus, contrairement à quelques éditoriaux de gauche, aucun des titres des éditoriaux de droite, n'exprime un sentiment de deuil ou prête la moindre attention à la catastrophe humanitaire. Le manque ou l'ignorance de commisération est très remarquable après des attentats qui ont fauché la vie à tant d'innocents et qui ont eu un si grand impact sur toute la société. Il apparaît que les éditoriaux de droite préfèrent parler des conséquences des attentats que du désastre lui-même.

Comme l'ont montré les titres des éditoriaux, le concept de « guerre » est fréquemment abordé et constitue un élément important pour les journaux de droite. Dans chaque guerre, il y a toujours au moins deux parties, deux camps opposés. Après les attentats du 9/11, le président des Etats-Unis de l'époque, George W. Bush, a exprimé cette idée en disant au monde : « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous ». Il a divisé le monde entre des

terroristes et ceux qui les combattent, sans qu'il existe une zone grise. Plusieurs journaux et magazines de droite ont partagé ce point de vue rigoureux et ont créé une véritable dichotomie, ce qui était également le cas après les attentats à Paris de 2015. Certains éditoriaux ont ouvertement déclaré la guerre et ont par conséquent aussi désigné un ennemi. Il est plutôt remarquable que les éditoriaux parus pendant les deux semaines suivant aux attentats avaient déjà désigné un ennemi, parce que les attentats du 9/11 n'avaient même pas encore été revendiqués à l'époque où les éditoriaux étaient publiés. Cette attitude belliqueuse se reflète également dans le vocabulaire employé par les journaux de droite. Par exemple, quand on compte l'utilisation du mot « ennemi », ou « enemy » en anglais, dans les éditoriaux intégraux des journaux de gauche et de droite, les chiffres présentent un résultat significatif. En prenant en considération la longueur des éditoriaux, il paraît que le mot « ennemi » ou « enemy » constitue 0,1 pour cent des mots des éditoriaux des journaux de gauche, tandis que cela représente un quart de pour cent des mots dans ceux de droite. En d'autres mots, ce terme figure en moyenne une fois tous les 1000 mots dans la presse de gauche, contre une fois tous les 443 mots dans la presse de droite. En termes relatifs, la droite parle plus de deux fois autant d'un ennemi que la gauche. Qu'est-ce que cela signifie ? Cette différence montre que la presse de droite se concentre dans une large mesure sur le rôle de l'ennemi. A première vue, le mot « ennemi » pourrait s'appliquer à n'importe qui, mais avec la connaissance du contexte de l'époque il n'y a aucune ambiguïté quant à cet ennemi. Après les attentats du 9/11 et les attentats à Paris, les Occidentaux considéraient des organisations terroristes islamistes, respectivement Al-Qaïda et Daech, comme coupables et comme l'ennemi. C'était à eux qu'on a déclaré une guerre, dont le Moyen-Orient constituerait le champ de bataille. Ils ont adopté une attitude polarisatrice et ils ont voulu créer deux camps plutôt qu'unifier le monde, ce qui caractérise les journaux et magazines de droite.

En bref, on a vu que plusieurs titres des journaux et magazines de droite contiennent une référence à la guerre. Ce ton belliqueux s'étend également au vocabulaire, comme en témoigne la fréquence d'utilisation du mot « ennemi ». L'attitude ne tombe pas du ciel, vu qu'elle correspond à diverses valeurs essentielles de la droite politique. Elle attribue traditionnellement beaucoup plus d'attention à la sécurité que la gauche politique et elle a considéré les attentats comme une violation rigoureuse de cette sécurité. La réaction de la presse de droite était aussi rigoureuse.

3.2.2 La question des réfugiés

Parmi les thèmes qui sont régulièrement abordés dans les éditoriaux dans *Le Figaro*, *The New York Times* et *L'Express*, figurent entre autres la question des réfugiés et de l'islamisme. Ces deux thèmes sont étroitement liés à la politique de droite, comme la droite s'oppose traditionnellement à une implantation excessive de ces deux phénomènes dans leur pays. Dans les éditoriaux qui font partie du corpus, cet ancien point de vue de droite prédomine aussi. C'est un phénomène commun qu'après des incidents ou des attentats, la haine contre certains groupes de la population augmente et les opinions politiques deviennent plus extrêmes. En ce qui concerne la problématique des réfugiés, les éditoriaux de droite veulent en général refuser l'accès à leur pays au flux d'immigrants. Un éditorial de *Le Figaro* affirme qu'il faut arrêter l'arrivée des migrants : « Il faut aussi arrêter à nos frontières l'arrivée des migrants, car l'État islamique a infiltré parmi eux des agents dormants » (source 36), tandis que plusieurs éditoriaux provenant du journal *The New York Post*, fustigent la politique de l'administration Obama, qui avait accepté d'accueillir des réfugiés syriens aux Etats-Unis : « Obama's eagerness to take in refugees that Islamic State vows to infiltrate stands in shocking contrast to the State Department's worldwide travel alert for all Americans » [L'empressement d'Obama d'accueillir des réfugiés que Daecha a promis d'infiltrer, s'oppose nettement à l'alerte de voyage mondial pour tous les Américains, promulguée par le Département d'Etat] (source 46), « President Obama wants the United States to take in 10,000 refugees fleeing Syria's civil war. But who are these people? » [Le président Obama est prêt à accueillir aux Etats-Unis 10.000 réfugiés qui se sont enfuis pendant la guerre civile en Syrie. Mais qui sont ces gens ?] (source 50).

Un autre éditorial trouve même que les principes élémentaires des états occidentaux sont incompatibles avec l'aide des réfugiés, comme ils seraient en rapport étroit avec le terrorisme « Il n'est plus supportable de voir des Etats se réclamer des grands principes de cette charte tout en accordant asile physique ou refuge financier au terrorisme international » (source 24). En faisant un amalgame entre l'asile pour des réfugiés et le terrorisme, il met tout le monde dans le même panier, ce qui témoigne d'un manque de nuance. Cependant, les journaux et magazines de droite ne portent pas tous un jugement négatif quant à l'arrivée des réfugiés. Un éditorial de Jacques Attali, publié dans *L'Express*, déclare qu'il faut toujours être prêt à accueillir des gens qui sont opprimés dans leur propre pays : « Que nous continuerons, contre vents et marées, à accueillir le mieux possible ceux qui sont victimes de la barbarie dans leurs pays » (source 55).

Le souhait de refuser l'aide aux immigrants s'inscrit parfaitement dans les anciens principes de la politique de droite. Généralement, la droite est connue comme conservatrice, tandis que la gauche est plutôt progressive. Le conservatisme est une façon de penser qui tient aux valeurs traditionnelles et qui souhaite préserver la situation actuelle. En conséquence, la droite se montre réticente à l'égard des changements majeurs, tel qu'un soudain afflux de réfugiés. La presse de droite essaie d'ériger l'opinion publique contre l'entrée des réfugiés, en les associant au terrorisme plutôt qu'aux pauvres victimes d'une guerre. De plus, il est remarquable que la droite plaide en général en faveur d'une guerre et s'oppose au flot des réfugiés, tandis que le flux de réfugiés est étroitement lié aux guerres antérieures au Moyen-Orient.

3.2.3 L'islamisme

En ce qui concerne le thème de l'islamisme, les éditoriaux de droite présentent également une attitude hostile et anxieuse. Il règne une atmosphère de méfiance et de conflit, ce qui ressort des mots : « menace islamique » (source 6), « Il est inadmissible qu'on laisse librement se répandre en France la propagande islamiste » (source 8), « une guerre à mort avec l'islamisme » (source 37), « la surveillance de l'islamisme » (source 37) et « un choc frontal entre l'islam et l'Occident » (source 23). Il y a aussi des articles qui reconnaissent les problèmes existants liés à l'islamisme, sans pour autant s'en prendre à tous les musulmans ou à l'islam en tant que religion. Un éditorial de *The New York Post* insiste qu'il ne s'agit pas d'un problème de l'Islam, mais seulement de radicalisme et de fondamentalisme (source 17). En plus, un éditorial de *Le Figaro* partage l'avis que ce n'est pas un problème de l'islam dans son ensemble, mais il remarque aussi qu'il ferait chaud au cœur de voir des musulmans dire en masse : « not in my name » [pas en mon nom] (source 40). En outre, la source 47 constate qu'on ne peut pas nier que les organisations terroristes islamistes considèrent les jeunes musulmans comme des partisans potentiels : « the city's Muslim community is a potentially rich fishing ground for Islamist recruiters » [La communauté musulmane de la ville constitue une zone potentiellement intéressante pour des recruteurs islamistes] (source 47).

En conclusion, on peut dire que l'attitude des éditoriaux de droite quant à l'islamisme est en nette opposition avec celle des éditoriaux de gauche. La presse de gauche argumente en faveur de la tolérance à l'égard de l'Islam et fait une distinction claire entre des terroristes d'une part et des Musulmans d'autre part. Au contraire, les éditoriaux de droite qui font partie

du corpus associent l'islam à plusieurs reprises au terrorisme. Tout comme c'était le cas avec les réfugiés, ils ont peur d'une trop grande influence de l'islam dans leur propre pays. La France et les Etats-Unis sont deux pays d'origine chrétienne, et la droite souhaite qu'il reste ainsi.

3.3.4 L'idéal d'un seul leader solide

Un autre aspect qui se manifeste dans les éditoriaux de droite, est leur conviction qu'ils ont besoin d'un seul dirigeant, qui représente le pays. Les Etats-Unis et la France sont tous les deux des pays qui ont un système politique dans lequel le président possède un grand pouvoir exécutif et cette structure leur permet de prendre rapidement des décisions importantes. Les journaux et magazines de droite du corpus réclament que le président (et parfois le maire de New York) entraîne dans son sillage le pays entier et qu'il soit un symbole de résistance. Ce point de vue est surtout présent dans le journal américain *The New York Post* : « He will be our leader. He will come up with a plan » [Il sera notre leader. Il établira un plan] (source 20) et « New York needs a proven leader » [New York a besoin d'un leader reconnu] (source 16). Un autre éditorial du même journal américain accuse le président Obama de ne pas prendre le leadership quand c'était le plus nécessaire (source 46). Tout compte fait, il paraît que l'idéal d'avoir d'un seul leader fort est caractéristique des médias de droite. L'esprit de résistance est également clairement présent dans de nombreux journaux et magazines de droite, par exemple dans le titre de l'éditorial « Ce que résister veut dire » (source 53).

Comme nous avons vu dans les journaux et magazines de gauche, plusieurs d'entre eux écrivaient sur l'impact des attentats aux enfants. Ce sujet n'est qu'une seule fois abordé dans les journaux et magazines de droite, mais dans un contexte complètement différent. Tandis que quelques éditoriaux de gauche ont traité les conséquences négatives des événements sur le développement des enfants, l'éditorial de *Le Figaro* ayant le titre « Du sang-froid et une nouvelle stratégie » souligne l'importance d'enraciner l'amour de la patrie dans le système éducatif en France plutôt que de se soucier de l'impact des attentats sur les enfants (source 36). La volonté d'enraciner l'amour de la patrie chez les enfants et de renforcer les sentiments de nationalisme correspond à l'idéal conservateur de droite et explique également leur attitude de réticence à l'égard des réfugiés et de l'islamisme. Cette différence majeure entre les deux manières de considérer la question des enfants, caractérise les deux orientations politiques et donc aussi les différences essentielles entre elles.

En bref, on peut constater qu'il existe des tendances plutôt différentes et opposées en ce qui concerne les journaux et magazines appartenant à la gauche politique et ceux appartenant à la droite politique. En ce qui concerne la notion de guerre, la gauche semble dans la plupart des cas nier ou désapprouver une guerre physique, tandis que la droite semble déjà se préparer à une guerre réelle. C'est exactement pour cela que les journaux de droite ont en général un langage et des titres plutôt agressifs et exagérés, ce qui est par exemple bien illustré par le terme « guerre planétaire » (source 39). En outre, la question des réfugiés et l'islamisme constituent deux des thèmes préférés parmi les journaux et magazines de droite, tandis que ces sujets sont abordés moins fréquemment par les journaux de gauche, et lorsqu'ils les traitaient, c'était d'une toute autre manière. La droite s'oppose au flux de réfugiés et à l'influence de l'Islam, tandis que la gauche fait un appel à la tolérance et à la compassion. Les différences entre la gauche et la droite ont toujours existé, mais dans le contexte des attentats, ces différences s'accroissent.

Chapitre IV:

La presse des deux pays différents

4.1 Les journaux et magazines français

A part les différences principalement liées à l'orientation politique des médias, il existe également des variations typiques qui sont en rapport étroit avec les deux pays d'origine des journaux et magazines, c'est-à-dire la France et les Etats-Unis. Les journaux français qui sont pris en considération sont *Le Monde* et *Le Figaro* ainsi que le magazine français *L'Express*. Dans un premier temps, nous analyserons la mesure de solidarité qu'expriment les journaux et magazines français. Ensuite, nous nous pencherons sur la réponse appropriée aux attentats selon les journalistes français. Dans un dernier temps, nous jetterons un regard sur le rôle du chauvinisme qui caractérise les Français.

4.1.1 Solidarité et collaboration

La France et les Etats-Unis sont deux pays qui considèrent leur propre pays généralement comme le pays le plus important du monde. Les relations entre la France et les Etats-Unis sont du point de vue historique plutôt paisibles et elles n'avaient rien d'extraordinaire. Les deux attentats ont donné l'occasion aux deux pays de se rapprocher et de serrer les liens. Cependant, de telles situations de chaos, qui constituent toujours une source de tension au niveau politique et social, pouvaient aussi semer la discorde au sein des relations franco-américaines.

La presse française se montrait en général plutôt solidaire avec les Etats-Unis après les attentats du 9/11 et elle était également passablement positive quant à une collaboration internationale plus étroite. Tout d'abord, le sentiment d'unité et de compassion est clairement visible dans les mots « Nous sommes tous Américains » (source 2) et « Pour nous, Américains, c'est comme si nous étions en France, les Français ne sont pas des étrangers » (source 32). Ce dernier éditorial, qui a paru dans *Le Monde*, a été écrit par un journaliste américain et montre l'esprit de solidarité réciproque. De plus, les journaux et magazines français semblent être unanimes dans le besoin d'une coopération mondiale plus intense : « Les Etats-Unis ont raison de tout faire pour rallier la plus large coalition possible afin de mener le combat contre le terrorisme. Cela doit être la priorité numéro un » (source 9) et « il va falloir engager nos services de renseignements dans une traque mondiale » (source 39).

Il y a également plusieurs exemples qui soulignent surtout l'importance d'une collaboration au niveau européen. Un éditorial de *L'Express* affirme que les Européens sont en guerre et que l'Europe doit s'unir rapidement : « Si l'Europe, enfin, veut contribuer à ce ressaisissement, elle doit s'unir, s'unir vraiment et vite » (source 23), et un autre éditorial déclare que la France doit s'allier avec d'autres pays européens pour créer une défense commune (source 55).

En conclusion, on peut constater que les journaux et magazines français ont fait preuve de solidarité envers les Etats-Unis après les attentats en 2001. Les attentats du 9/11, mais surtout ceux à Paris de 2015 leur ont également fait réaliser la nécessité de renforcer les liens de coopération. Les deux attentats ont mis en lumière la vulnérabilité et les lacunes dans la sécurité de l'Occident. Evidemment, il restera toujours difficile d'empêcher de telles attaques terroristes, mais s'il il y a une chose qui pourrait contribuer à une amélioration de la sécurité mondiale selon les éditoriaux français, c'est une collaboration internationale plus étroite au niveau de la police et des renseignements. Chercher à s'unifier et à unir les forces procure un sentiment de collectivité, et l'idée qu'on est tous dans le même bateau.

4.1.2 Une stratégie réfléchie

En ce qui concerne la manière dont les éditoriaux français se sont exprimés à propos des terroristes et du terrorisme, leur message global est qu'il faut combattre cette nouvelle menace d'une façon mûrement réfléchie. Divers articles indiquent qu'il s'agit d'un nouveau type de danger, même d'un nouveau type de terrorisme, comme le fait par exemple l'éditorial de Xavier Crettiez, selon qui les attentats à Paris de 2015 représentent un exemple de terrorisme apocalyptique : « Pas de message affirmé, pas de revendication claire, pas de négociations envisagées. L'objectif semblait être de tuer et uniquement de tuer » (source 31). Un éditorial de *Le Monde* constate même qu'il n'existe pas une définition universelle du terme « terrorisme » : « Comment combattre ensemble un fléau si l'on n'est pas d'accord sur sa définition ? » (source 4). Les éditoriaux français se rendent quand même compte du danger réel, en remarquant que le terrorisme est une arme plutôt qu'un ennemi (source 36) et que le seul but des terroristes est de nous détruire : « Ceux-là ne veulent pas d'un monde meilleur, plus juste. Ils veulent simplement rayer le nôtre de la carte » (source 2). Selon la source 38, un autre but est d'embrigader le maximum de jeunes musulmans au moyen d'une identité fantasmée, argumente le directeur du département et de provoquer ainsi un choc entre les civilisations de l'Occident et de l'Islam (source 38).

Quant à la réponse aux attentats, les journaux et magazines français avertissent qu'il ne faut pas se laisser entraîner dans une offensive aveugle ou dans une guerre d'usure à cause des attentats. Par contre, il faut « éviter le piège » (source 9) et faire preuve de bon sens : « Si les Occidentaux sont décidés à éliminer le terrorisme, ils doivent le faire de manière intelligente » (source 10). Un éditorial de *L'Express*, paru après les attentats à Paris, affirme qu'il faut également poser des questions critiques ; elles n'affaiblissent pas la France, mais garantissent que la France agira en connaissance de cause : « Malgré l'état d'urgence, il faut poser les questions qui fâchent » (source 51). Selon un autre éditorial de *L'Express*, toute la stratégie du terrorisme moderne vise à retourner la force du maître contre lui (source 22), donc on a intérêt à agir avec bon sens.

En conclusion, il paraît que la presse française, les éditoriaux de gauche ainsi que ceux de droite, souhaite attirer l'attention des Français sur le fait qu'il ne faut pas tomber dans le piège tendu par les terroristes et qu'il faut les combattre d'une manière intelligente. Cependant, il existe de grandes différences en ce qui concerne les manières que la droite et la gauche considèrent comme intelligentes, comme expliqué dans le chapitre 3.

4.1.3 Le chauvinisme français

Comme la France est un pays connu pour sa fierté nationale et son chauvinisme, on s'attendrait à ce qu'elle s'en prenne aux autres pays, tandis que la France elle-même soit préservée des critiques. En effet, il apparaît que la presse française se montrait assez critique à l'égard des Etats-Unis en n'avait pas peur de dénoncer les erreurs commises par les Américains. En revanche, des notes critiques concernant les actions et l'attitude de la France sont plus rares, bien que sa politique intérieure quant à l'intégration des jeunes dans la société soit ouvertement mise en doute dans la source 35 : « Rien n'a été fait en continuité et profondeur pour une véritable intégration dans la nation par une école enseignant la nature historique de la France qui est multiculturelle, et dans la société par la lutte contre les discriminations ». Cet éditorial d'Edgar Morin constitue une rare exception parmi la presse française en critiquant ouvertement les actions et les déclarations de la France. On trouve d'autres exemples du chauvinisme qui caractérise les Français par exemple dans l'éditorial intitulé « Le nouvel emprunt russe », qui affirme que « la Russie compte beaucoup sur la France » (source 52).

En effet, la presse française fait parfois même l'éloge du pays. Après les attentats du 9/11, un éditorial de Jacques Attali dans *L'express* déclare que la France dispose d'un meilleur système

de protection que les autres pays : « la France est mieux protégée que la plupart des grands pays contre cette évolution » (source 21). Après les attentats à Paris de 2015, on peut constater qu'il avait tort et que la France est aussi vulnérable face à des attentats-suicides que n'importe quel autre pays. Il paraît que l'auteur de cet article était tombé dans un faux sentiment de sécurité et qu'il avait l'illusion que de telles choses ne pouvaient pas se produire dans son propre pays. Un autre éditorial du même auteur, portant le titre « Le plus beau pays du monde » a paru 14 ans plus tard, et témoigne d'une fierté nationale encore plus prononcée. Il est d'avis que les terroristes ont voulu atteindre le plus beau pays du monde : « Un pays si sublime, par ses paysages, ses monuments, son niveau de vie, son système de santé, sa cuisine, sa littérature, sa liberté de penser, de prier, d'écrire, de circuler, de s'habiller, de parler, d'apprendre, que chacun dans le monde le sait, l'admire, et le jalouse » (source 55). Ces déclarations font de toute manière preuve d'une glorification de la patrie, directement après que la France a été touchée dans son cœur, bien qu'on puisse aussi argumenter qu'il s'agit d'une figure de style qui aggrave l'image des attentats.

En résumé, on a vu qu'après les attentats du 9/11 les éditoriaux français s'en prenaient aux Etats-Unis et leurs défauts de sécurité. En revanche, on passe en général sous silence le rôle que la France a joué dans les problèmes, à l'exception de l'éditorial écrit par Edgar Morin. En fait, malgré le contexte, certains éditoriaux ont même trouvé l'occasion de faire les louanges de leur patrie. Ce point de vue correspond à l'esprit chauviniste qui caractérise les Français. Cependant, malgré cette attitude chauviniste, les journaux et magazines français ont reconnu la nécessité de se rapprocher des autres pays et de collaborer avec eux. De plus, en dépit des reproches adressés aux Etats-Unis, les éditoriaux français se montraient également solidaires avec les Etats-Unis après qu'ils étaient frappés par un attentat terroriste. Comme on l'a dit précédemment, la France est connue comme un pays principalement concentré sur lui-même, ce qui se reflète effectivement dans l'attitude chauviniste de certains éditoriaux français. En revanche, ce préjugé doit être nuancé, parce que la presse française a également fait preuve de la compassion pour le pays attaqué et parce qu'elle a souligné à plusieurs reprises la nécessité de collaborer plus étroitement avec d'autres pays.

4.2 Les journaux et magazines américains

Comme nous avons vu ci-dessus, l'idée que la France est un pays chauviniste s'est révélée en partie vraie, mais aussi un peu trop simpliste, au moins sur la base de notre corpus. Aux Américains, l'on fait souvent le même reproche. Ils sont connus pour leurs penchants nationalistes et leur amour et fierté de leur patrie. Comment les journaux américains *The New York Times* et *The New York Post* et le magazine américain *Time Magazine*, ont-ils réagi aux attentats et quelles sont les différences et ressemblances par rapport à la couverture médiatique des attentats par la presse française ? On commence par une partie consacrée à la manière dont la presse américaine traite le thème de terrorisme, ensuite on parlera de l'idée de changement dans les éditoriaux américains et on finira avec un regard sur le patriotisme américain.

4.2.1 Des opinions divergentes quant à la menace terroriste

La presse américaine se montre bien divisée en ce qui concerne le langage sur les terroristes et la manière dont il faut les combattre. Certains éditoriaux utilisent un vocabulaire péjoratif et dédaigneux « They are, at their core, cowards and bullies » [Ils sont fondamentalement des lâches et des tyrans] (source 20), tandis que d'autres prennent la menace très au sérieux « but also to force us to take them seriously » [mais aussi nous forcent de les prendre au sérieux] (source 11) et « these questions pose a greater threat to the broader European project than anything we've seen in decades » [Ces questions représentent la plus grande menace pour le grand projet européen qu'on a vue depuis des décennies] (source 44). Selon la source 13, les terroristes sont déterminés et ils vont continuer la lutte : « The terrorists are in the fight for the long haul » [Les terroristes se sont engagés dans cette lutte à long terme]. Cet éditorial trouve également qu'il faut que le Pentagone fasse autant pour éradiquer le terrorisme (source 13). En revanche, l'éditorial d'Abdellah Taïa met en garde contre l'extrémisme de la part de l'Occident, comme les terroristes sont plus doués pour cela (source 43). Certains éditoriaux semblent désapprouver toute forme de violence en tant que réponse aux attentats : « the only long-term resolution is the affirming altruism of the international community » [La seule solution à long terme est l'altruisme de la communauté internationale] (source 11), tandis que d'autres semblent déjà se préparer à une guerre : « To war » [Au combat] (source 18), « War is, as we see, blood and death » [La guerre c'est, comme nous la voyons, du sang et de la mort] (source 26) et « What It Will Take to Fight ISIS » [Ce qui est nécessaire pour combattre Daech] (source 45).

En conclusion, les nombreuses citations ont montré la division de la presse américaine en ce qui concerne la menace terroriste et la réponse adéquate. Certains éditoriaux plaident en faveur d'une approche offensive, d'autres préfèrent une attitude pacifique. Il paraît que cet aspect est lié à l'orientation politique d'un journal plutôt que à son pays d'origine.

4.2.2 Un appel unanime au changement

Quoi qu'il en soit, il y a une chose sur laquelle les journaux et magazines américains s'entendent, à savoir la nécessité d'un changement de stratégie. Certains éditoriaux ne mâchent pas leurs mots en disant qu'on a besoin d'une transformation complète à plusieurs niveaux : « It requires a fresh strategy, enhanced forces, new weapons and a changed attitude » [Cela demande une stratégie originale, des forces renforcées, de nouvelles armes et une attitude différente] (source 29). D'autres s'expriment de manière plus délicate, en déclarant que la guerre qui s'annonce sera différente (source 18) ou que notre stratégie actuelle contre Daech n'est pas effective (source 58).

L'incitation au changement ressort aussi des chiffres. Si l'on compte le nombre d'apparitions du mot « change » ou « changed », on constate qu'il figure 11 fois dans les 30 articles américains du corpus, en d'autres termes dans plus d'un tiers des éditoriaux en moyenne. Cependant, ces chiffres isolés ne prouvent rien, sauf que les éditoriaux parlent régulièrement d'un changement, dans quelque domaine que ce soit. Dans le contexte de l'époque, ces références à un changement sont souvent liées à une nouvelle approche à adopter pour faire face au terrorisme. En outre, il y a également de nombreux éditoriaux qui parlent d'un changement de stratégie sans utiliser ce mot spécifique et qui expriment la même idée d'une autre façon, par exemple « But the most important transformation may be one of attitude » [Mais la transformation la plus importante est celle qui concerne l'attitude](source 29). Les mots « changement », « changé » ou « changer » figure également 7 sept fois dans les éditoriaux français, ce qui ne constitue qu'une petite différence avec les résultats de la presse américaine. Pourtant, en analysant le contexte dans lequel ce mot a été utilisé, il paraît qu'il s'agit dans ces cas-là souvent d'une constatation d'un changement plutôt que d'un appel au changement. Les deux citations suivantes, l'une venant d'un éditorial français, l'autre d'un éditorial américaine, illustrent cette notion « La France a changé » (source 54) et « This needs to change » [Cela doit changer] (source 16).

En somme, on peut conclure qu'il y a de nombreux exemples des éditoriaux qui montrent que la presse américaine partage l'idée qu'ils ont besoin d'un changement de stratégie. Le fait que

le mot « change » apparaît régulièrement dans les éditoriaux américains n'est qu'une confirmation que ce thème est effectivement abordé régulièrement. Ensuite, la question suivante se pose : pourquoi les Américains, plus que les Français, soulignent-ils à maintes reprises la nécessité de changer quelque chose ? Les Etats-Unis sont souvent considérés comme la plus grande puissance mondiale, également par eux-mêmes, et lorsque des terroristes défient ou sapent cette autorité, les Américains exigent qu'on agisse. Ils aiment avoir les choses en main et si leur position de contrôle est affectée, ils veulent ramener la situation comme avant. De plus, ils voulaient prendre revanche et ils voulaient boucher les trous dans le système de sécurité. D'ailleurs, un appel au changement était l'un des slogans principaux de la campagne électorale du président Barack Obama, qui s'est révélé efficace. Finalement, l'idée de changement dans les éditoriaux parus au lendemain des attentats à Paris de 2015 se rapporte parfois également aux réformes quant aux moyens de guerre, comme la guerre contre le terrorisme après les attentats du 9/11 n'avait pas apporté les résultats escomptés.

4.2.3 Le patriotisme américain

Tout comme les journaux et magazines français, la presse américaine a reconnu la nécessité d'une collaboration étroite et bien organisée afin de combattre le terrorisme. Plusieurs sources préconisent que cette alliance doit être bien structurée (source 14), que la coalition doit agir au niveau mondial et local (source 15) et que les nations doivent collaborer de manière plus intensive (source 28). En plus, il paraît que les éditoriaux américains ont compris que les deux attentats ont dépassé le cadre national et affectaient le monde entier. Un éditorial de *The New York Post* a écrit après 9/11 que les Etats-Unis, l'Israël et les autres démocraties sont tous concernés (source 17) et ces mots sont répétés presque littéralement dans un éditorial provenant de *Time Magazine* qui dit : « We are in this together » [Nous sommes tous concernés] (source 30).

Bien que les images horribles de New York après 9/11 soient décrites à plusieurs reprises dans les éditoriaux américains, par exemple : « In downtown Manhattan, where the music of sorrow is as much a part of the air as the lingering smoke and ash from the vanished towers, workers continue their search of the ruins, collecting the dead and hoping for a miracle of survival » [Au centre-ville de Manhattan, où la musique de la douleur règne dans l'air tout comme la fumée et les cendres persistantes des tours disparues, les travailleurs continuent à fouiller les ruines, ramassant les morts, dans l'attente d'un miracle de survie] (source 15), ils

ne prêtent guère attention au désastre humanitaire à Paris. Les éditoriaux discutent les conséquences des attentats et de temps en temps même d'une guerre éventuelle, mais les massacres dans la capitale française en soi sont souvent relégués au second plan dans les journaux et magazines américains. On peut considérer cette attitude comme égocentrique, vu que la douleur et le deuil de Paris n'affectent pas directement les Etats-Unis et qu'uniquement les conséquences militaires, politiques et sociales leur touchent.

D'autre part, tout comme la presse française, celle des Etats-Unis a tendance à porter aux nues leur propre pays, bien qu'elle avoue également à maintes reprises ses erreurs commises dans le passé. Les éditoriaux américains font l'éloge de leur patrie en l'appelant une superpuissance : « the world's only superpower » [la seule superpuissance mondiale] (source 12) et « the world's military and economic superpower » [la superpuissance militaire et économique mondiale] (source 46). Selon un éditorial de *The New York Times*, les Etats-Unis sont un pays plus sûr que les pays européens, parce que les Etats-Unis ont un contrôle beaucoup plus strict des passeports (source 44). De plus, la source 49 estime que le service de renseignements des Etats-Unis est bien meilleur que celui de la France en ce qui concerne la prévention des attentats terroristes comme ceux à Paris. Un dernier exemple d'autosatisfaction de la part des journaux américains, se présente dans un éditorial du journal de droite *The New York Post*, qui prétend que la droite avait raison depuis le début et que le reste de l'Amérique a regrettamment ignoré la droite : « This time, America failed to heed those on the right. This time, it would have been better if the right were wrong » [Cette fois-ci, l'Amérique a ignoré d'écouter la droite. Cette fois-ci, ça aurait été mieux si la droite avait eu tort] (source 19).

En conclusion, on peut constater qu'il existe certains points communs et certaines divergences entre les journaux et magazines français et américains. Un aspect sur lequel les journalistes de la France et des Etats-Unis se sont mis d'accord est qu'ils militent en général en faveur d'une collaboration internationale plus étroite. En plus, la presse française a souligné qu'il faut combattre les terroristes et le terrorisme de manière intelligente, tandis que la presse américaine est plus divisée quant à l'approche adéquate. Certains éditoriaux américains prennent la menace terroriste très au sérieux, tandis que d'autres ne le font pas du tout. Les avis de la presse américaine en ce qui concerne la réaction politique et militaire des Américains aux attentats sont également plutôt partagés. Il y a des éditoriaux qui plaident en faveur d'une détermination et d'une dureté semblables à celles des terroristes, mais d'autres désapprouvent la violence et l'extrémisme de la part des Américains. En revanche, les éditoriaux américains s'entendent largement sur la nécessité absolue de changer de stratégie.

Une autre ressemblance entre la presse française et la presse américaine est qu'elles font toutes les deux preuve d'une certaine forme de chauvinisme. Ce stéréotype classique des Français et des Américains s'est donc révélé vrai, quant à notre corpus.

Conclusion

Comme nous venons de voir, l'analyse d'un corpus composé de 60 éditoriaux des journaux et magazines français et américains parus après deux attentats terroristes, constitue un sujet qui contient plusieurs dimensions. Evidemment, notre corpus compte un nombre limité d'éditoriaux et un nombre limité de journaux et magazines. Il s'agit donc d'une sélection et les conclusions tirées ne se rapportent qu'à notre corpus, bien qu'on puisse parler d'un corpus représentatif, grâce à sa diversité et son équilibre, qui présente de différentes tendances.

Après avoir brièvement traité les attentats du 9/11 et les attentats à Paris de 2015, ainsi que les informations générales sur les journaux *Le Monde*, *Le Figaro*, *The New York Times* et *The New York Post* et les magazines *L'Express* et *Time Magazine*, nous nous sommes premièrement penchés sur les différences et ressemblances entre les journaux et magazines de gauche et ceux de droite. Nous avons pu constater que les médias de gauche sont généralement plutôt raisonnables et équilibrés, ce qui ressort surtout des titres et du vocabulaire. De plus, ils font souvent preuve d'une attitude autocritique, responsable et non-violente et ils expriment une idéologie progressiste, qui vise à créer un meilleur monde pour les générations suivantes. Les journaux et magazines de droite, au contraire, sont plus directs et semblent déjà se préparer à une guerre. L'islamisme et la question des réfugiés sont deux thèmes qui sont régulièrement abordés dans les journaux de droite, dans la plupart des cas d'un ton hostile et menaçant. Ces sujets sont plus rarement traités dans les journaux de gauche, et lorsqu'ils le font, c'était avec un langage beaucoup moins agressif et rigoureux, parfois même accueillant. L'attitude anxieuse et hostile des journaux de droite à l'égard des réfugiés et de l'islamisme s'explique par la démarche conservatrice de droite. De plus, l'importance que la droite adhère traditionnellement à la sécurité explique leur réaction belliqueuse quand cette sécurité était mise à l'épreuve.

Pour répondre à la sous-question posée dans l'introduction, « Quelles sont les différences et ressemblances entre les journaux de gauche et de droite ? », la principale différence liée à l'orientation politique des journaux et magazines du corpus est la différence de ton et de stratégie proposée. En ce qui concerne le ton, la raison et la compassion de gauche s'opposent nettement à l'agressivité de droite. Cette séparation s'applique également à la stratégie, où les journaux de droite ont en général tendance à mener l'offensive, tandis que ceux de gauche adoptent une attitude plus pacifique.

Ensuite, nous avons traité les différences et ressemblances entre les journaux et magazines français et américains. La presse française préconise à plusieurs reprises qu'il faut combattre le terrorisme d'une manière intelligente et qu'il faut éviter de tomber dans le piège tendu par les terroristes. En outre, elle plaide en faveur d'une collaboration internationale plus étroite et d'une coalition qui est basée sur un large consensus. Ce dernier aspect, l'idée d'une alliance bien structurée et durable, est également l'un des fers de lance de la presse américaine. En revanche, elle se montre plutôt divisée à l'égard des terroristes et du terrorisme ; il existe une distinction claire entre la presse américaine de droite et de gauche. Un autre élément qui caractérise ces journaux et magazines, est qu'ils reconnaissent en masse la nécessité absolue d'introduire des changements. Les éditoriaux français et américains contiennent également un caractère nationaliste, ce qui correspond à l'image chauviniste et patriotique qu'ont les deux pays en général.

A l'aide des sous-questions traitées ci-dessus, nous arrivons à la question centrale de ce mémoire : « Dans quelle mesure les couvertures médiatiques des attentats du 9/11 et des attentats à Paris en 2015 dans des journaux et magazines français et américains sont-elles comparables ? ». Evidemment, il s'agit d'une question sans réponse brève et directe. Cependant, en résumé nous pouvons conclure qu'il existe de nombreuses ressemblances, mais aussi des différences claires et frappantes, qu'on ne remarquerait pas à première vue. Nous avons constaté de grandes divergences liées à l'orientation politique des journaux et magazines. En plus, les presses françaises et américaines ont montré des particularités et caractéristiques typiques pour la France et les Etats-Unis. Par conséquent, on peut parler d'une couverture médiatique française et américaine séparée des attentats du 9/11 et des attentats à Paris de 2015 qui sont, les deux à leur façon, caractérisées par des tendances différentes.

De plus, il serait également intéressant de répéter cette méthode d'étude avec d'autres journaux et les mêmes événements ou avec les mêmes journaux et d'autres événements, comme par exemple les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles et la fusillade du 12 juin 2016 à Orlando. Une étude plus détaillée et plus vaste avec un corpus plus large devrait montrer si les tendances que nous avons observées dans ce travail peuvent être confirmées davantage.

Bibliographie

BROWN, Gillian, YULE, George, *Discourse Analysis*, Cambridge: Cambridge University Press., 1983

ENSINK, Titus, SAUER, Christoph, *Framing and Perspectivising in Discourse*, Amsterdam, John Benjamins Publishing Company, 2013

FASOLD, Ralph, *The Sociolinguistics of Language*, Hoboken, Blackwell, 1990

HARRIS, Zellig, *Methods in Structural Linguistics*, Chicago, The University of Chicago Press, 1951

KORSTEN, Arno, 'Framing' in *de politiek*, 23 mars 2013, page 4

LAKOFF, George, *Don't think of an elephant*, White River Junction, Chelsea Green Publishing, 1990

MAJID, Asifa, « Current Emotion Research in the Language Sciences », *Emotion Review*, volume 4, numéro 4, 2012, page 10

PALTRIDGE, Brian, *Discourse Analysis: An Introduction*, London, A&C Black, 2007

STUBBS, Michael, *Discourse Analysis: The Sociolinguistic Analysis of Natural Language*, Chicago, The University of Chicago Press, 1983

Sites web:

- 1) Auteur inconnu, « CLASSEMENT PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE 2015 », <http://www.acpm.fr/Chiffres/Diffusion/La-Press-Payante/Presse-Quotidienne-Nationale>, (consulté le 23 mai)
- 2) Auteur inconnu, « Leading daily newspapers in the United States from April to September 2014, by circulation (in thousands) », <http://www.statista.com/statistics/184682/us-daily-newspapers-by-circulation/>, (consulté le 23 mai)
- 3) Auteur inconnu, « L'EXPRESS », <http://www.acpm.fr/Support/l-express>, (consulté le 23 mai)

- 4) SASSEEN, Jane, Katerina-Eva, MATSA, MITCHELL, Amy, « News Magazines: By the Numbers», <http://www.stateofthedia.org/2013/news-magazines-embracing-their-digital-future/news-magazines-by-the-numbers/>, (consulté le 23 mai)

Corpus :

- 1) LESER, Eric, « C'est la nuit à Manhattan, au pied des tours devenues cimetières », *Le Monde*, 13 septembre 2001, pages inconnues
- 2) COLOMBANI, Jean-Marie, « Nous sommes tous Américains », *Le Monde*, 13 septembre 2001, pages inconnues
- 3) FERENCZI, Thomas, « La guerre juste contre le terrorisme », *Le Monde*, 20 septembre 2001, pages inconnues
- 4) Auteur inconnu, « Repenser le terrorisme », *Le Monde*, 14 septembre 2001, pages inconnues
- 5) GEORGES, Pierre, « Le quotidien des enfants », *Le Monde*, 14 septembre 2001, pages inconnues
- 6) BELOT, Jean de, « Nouvelle Guerre », *Le Figaro*, 12 septembre 2001, pages inconnues
- 7) SORMAN, Guy, « TERRORISME Après le quadruple attentat aux Etats-Unis; L'Amérique va gagner », *Le Figaro*, 13 septembre 2001, pages inconnues
- 8) GIRARD, Renaud, « Islamisme : contre-attaquer en profondeur », *Le Figaro*, 22 septembre 2001, pages inconnues
- 9) ROUSSELIN, Pierre, « Eviter le piège », *Le Figaro*, 17 septembre 2001, pages inconnues
- 10) Auteur inconnu, « Combattre le terrorisme avec intelligence », *Le Figaro*, 21 septembre 2001, pages inconnues
- 11) RHODES, Richard, « What terror keeps teaching us », *The New York Times*, 23 septembre 2001, pages inconnues
- 12) BURNS, John, « A DAY OF TERROR: THE MILITANT; America the Vulnerable Meets a Ruthless Enemy », *The New York Times*, 12 septembre 2001, pages inconnues.

- 13) GORDON, Michael, « A DAY OF TERROR: AN ASSESSMENT; When an Open Society Is Wielded as a Weapon Against Itself», *The New York Times*, 12 septembre 2001, pages inconnues
- 14) Walzer, Michael, « First, Define the Battlefield», *The New York Times*, 21 septembre 2001, page 35
- 15) HERBERT, Bob, « In America ; A Look In the Mirror », *The New York Times*, 17 septembre 2001, page 15
- 16) Auteur inconnu, « The leader we need», *The New York Post*, 21 septembre 2001, page 52
- 17) Auteur inconnu, « Radical islam's war on the West», *The New York Post*, 12 septembre 2001, page 58
- 18) Auteur inconnu, « To total victory », *The New York Post*, 21 septembre 2001, page 9
- 19) BRODSKY, Adam, « The right, alas, was right », *The New York Post*, 14 septembre 2001, page 59
- 20) SCHUMER, Charles, « 'They hate us for our freedom' », *The New York Post*, 13 septembre 2001, page 58
- 21) ATTALI, Jacques, « Mission essentielle », *L'Express*, numéro 2619, 13 septembre 2001, page 21
- 22) ATTALI, Jacques, « Détourner, retourner », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 19
- 23) GUETTA, Bernard, « Midi dans le siècle », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 23
- 24) LENOIR, Noëlle, « Refonder la Charte de l'ONU », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 31
- 25) ALLEGRE, Claude, « Le primat du politique », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 35

- 26) MORROW, Lance, « The Case for Rage and Retribution », *Time Magazine*, volume 158, numéro 12, 14 septembre 2001, page 50
- 27) GIBBS, Nancy, « Mourning In America », *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, pages 26-29
- 28) JOFFE, Josef, « Asymmetric Warfare », *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, page 45
- 29) CLARK, Wesley, « How to Fight the New War », *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, page 51
- 30) BENJAMIN, Daniel, Steven, SIMON, « Shoulder to Shoulder », *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, page 63
- 31) CRETTEZ, Xavier, « Paris frappé par un terrorisme apocalyptique », *Le Monde*, 17 novembre 2015, page 35
- 32) WALZER, Michael, « Nous devons mener une guerre idéologique », *Le Monde*, 22 novembre 2015, page 19
- 33) EL KAROUI, Hakim, « Pour les musulmans, s'inquiéter de l'amalgame n'est plus suffisant », *Le Monde*, 20 novembre 2015, page 16
- 34) Auteur inconnu, « Eux, ce n'est pas nous ! », *Le Monde*, 27 novembre 2015, page 15
- 35) MORIN, Edgar, « Contre la terreur à Paris, il faut gagner la paix au Moyen-Orient », *Le Monde*, 17 novembre 2015, page 32
- 36) GIRARD, Renaud, « Du sang-froid et une nouvelle stratégie », *Le Figaro*, 17 novembre 2015, page 19
- 37) BAVEREZ, Nicolas, « Faire la guerre sans l'aimer », *Le Figaro*, 16 novembre 2015, page 23
- 38) CREPON, Marc, « Contrer la stratégie de l'État islamique à l'égard des jeunes musulmans », *Le Figaro*, 19 novembre 2015, page 18
- 39) GELIE, Philippe, « Conseil de guerre planétaire », *Le Figaro*, 23 novembre 2015, page 1

- 40) FERRY, Luc, « « Not in my name » (pas en mon nom) ! », *Le Figaro*, 26 novembre 2015, page 19
- 41) KRUGMAN, Paul, « Fearing fear itself », *The New York Times*, 16 novembre 2015, page 23
- 42) BLOW, Charles, « Anti-Muslim Is Anti-American », *The New York Times*, 23 novembre 2015, page 23
- 43) TAÏA, Abdellah, « Is Any Place Safe? », *The New York Times*, 18 novembre 2015, page 27
- 44) NOBLE, Ronald, « Europe's Welcome Sign to Terrorists », *The New York Times*, 19 novembre 2015, page 31
- 45) Auteur inconnu, « What It Will Take to Fight ISIS », *The New York Times*, 18 novembre 2015, page 26
- 46) GOODWIN, Michael, « Oui are failing to lead », *The New York Post*, 25 novembre 2015, page 13
- 47) MCMANUS, Bob, « Terror in Paris Tragic plot twist the wake-up call deB needed », *The New York Post*, 16 novembre 2015, page 4
- 48) Auteur inconnu, « After Paris », *The New York Post*, 15 novembre 2015, page 38
- 49) SCHRAM, Jamie, Amber, SUTHERLAND, GOLDING, Bruce, « Terror in Paris Only US can win this war », *The New York Post*, 16 novembre 2015, page 5
- 50) PEYSER, Andrea, « Can't take all comers », *The New York Post*, 20 novembre 2015, page 30
- 51) BARBIER, Christophe, « Questions qui fâchent », *L'Express*, numéro 3359, 18 novembre 2015, page 7
- 52) MAKARIAN, Christian, « Le nouvel emprunt russe », *L'Express*, numéro 3360, 25 novembre 2015, page 15
- 53) BARBIER, Christophe, « Ce que résister veut dire », *L'Express*, numéro 3360, 25 novembre 2015, page 5

- 54) KERDELLANT, Christine, « Reviens Léon, c'est la guerre ! », *L'Express*, numéro 3360, 25 novembre 2015, page 28
- 55) ATTALI, Jacques, « Le plus beau pays du monde », *L'Express*, numéro 3359, 18 novembre 2015, page 146
- 56) NEWTON-SMALL, Jay, « France's assimilation challenge », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 29
- 57) WALT, Vivienne, « The hardest question : explaining the Paris attacks to my child », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 99
- 58) MORELL, Michael, « What comes next, and how do we handle it », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 32
- 59) BREMMER, Ian, « How terror could killt the European project », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page11
- 60) DAOUD, Kamel, « Terror's lineage », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 32

Appendix : Corpus Textes intégraux

1) LESER, Eric, « C'est la nuit à Manhattan, au pied des tours devenues cimetières », *Le Monde*, 13 septembre 2001, pages inconnues

Attention, elle s'effondre/ Un policier new-yorkais, en sueur, le visage écarlate, nous repousse, en courant une rue plus loin, des deux tours jumelles du World Trade Center, les célèbres Twins. Des hurlements, des cris: Oh, my God/ Des gens pleurent, se prennent dans les bras. Il est 10 h 10 à Manhattan, il ne reste plus qu'une tour en feu. Une épaisse fumée noire et grise enveloppe le sud de Manhattan. Le sol est jonché de papiers déchiquetés. Tout est masqué par une épaisse couche de poussière grise, très claire. Les rues, les voitures, les gens sont couverts de cette neige qui atténue le bruit des pas, des véhicules et rend l'atmosphère encore plus irréaliste.

Au milieu des sirènes des ambulances, de la police, des pompiers, les gens ne disent pas un mot, hébétés. Ils se regardent, baissent la tête, pressent le pas pour fuir ou tentent de reprendre leur progression vers ce qui était le World Trade Center. Ceux qui n'ont pas de masque se couvrent le visage. Des blessés, choqués ou en manque d'oxygène, sont allongés sur le trottoir, entourés, réconfortés. La progression est difficile. Les policiers en nombre mais désemparés interdisent parfois de passer, et puis laissent faire, dépassés par les événements. Nous avançons encore, les rues sont désertes, seuls les pompiers sont là, abattus, découragés.

Soudain, la deuxième tour s'effondre. Nous nous réfugions en courant dans un restaurant dont le patron ouvre les portes. Tout le monde se jette sous les tables. Des pompiers, bouteille d'oxygène sur le dos et masque sur le visage, nous rejoignent. Trois secondes plus tard, la masse de gravats et de poussière s'abat. Le bâtiment tremble, quelques vitres se brisent. Puis le silence. Il fait nuit noire en plein jour. Dehors, on ne voit pas à deux mètres. Une forte odeur de brûlé se répand. L'électricité est coupée. Le patron du restaurant distribue à ceux qui retournent dans la rue des serviettes pour se couvrir le nez et la bouche. Des véhicules de police et de pompiers sortent, noircis et cabossés, du nuage de poussière. Quelques minutes plus tard, le paysage réapparaît, hallucinant. New York est mutilée. Les deux tours ont disparu.

Elles ont été arrachées, emportées. Il y a une heure, elles étaient encore là, intactes, brillantes au soleil. Les immeubles de bureaux, verre et acier, autour de ce qui était le complexe du World Trade Center sont en flammes, les vitres brisées. Certains sont en partie effondrés. Explosions et détonations se succèdent à chaque minute. Des blocs de ferraille tombent encore au loin, bruits sourds, soulevant des nuages de poussière.

Vous le croyez, vous? La guerre en plein cœur de Manhattan..., dit un pompier épuisé en s'asseyant sur le trottoir. Un gaillard de deux mètres couvert de poussière, de boue, les yeux rougis, au bord des larmes. Il donne à son supérieur le nom des cinq camarades qui se trouvaient avec lui dans l'entrée de la tour effondrée et dont il n'a pas la moindre nouvelle.

La nuit, lorsque les Twins étaient éclairées, c'était un endroit magique. Aujourd'hui, c'est un cimetière.

2) COLOMBANI, Jean-Marie, « Nous sommes tous Américains », *Le Monde*, 13 septembre 2001, pages inconnues

DANS CE MOMENT tragique où les mots paraissent si pauvres pour dire le choc que l'on ressent, la première chose qui vient à l'esprit est celle-ci: nous sommes tous Américains/ Nous sommes tous New-Yorkais, aussi sûrement que John Kennedy se déclarait, en 1962 à Berlin, Berlinois. Comment ne pas se sentir en effet, comme dans les moments les plus graves de notre histoire, profondément solidaires de ce peuple et de ce pays, les Etats-Unis, dont nous sommes si proches et à qui nous devons la liberté, et donc notre solidarité.

Comment ne pas être en même temps aussitôt assaillis par ce constat: le siècle nouveau est avancé. La journée du 11 septembre 2001 marque l'entrée dans une nouvelle ère, qui nous paraît bien loin des promesses et des espoirs d'une autre journée historique, celle du 9 novembre 1989, et qu'une année quelque peu euphorique, l'an 2000, que l'on croyait pouvoir se conclure par la paix au Proche-Orient, avait fait naître.

Un siècle nouveau s'avance donc, technologiquement performant, comme le montre la sophistication de l'opération de guerre qui a frappé tous les symboles de l'Amérique: ceux de la surpuissance économique au cœur de Manhattan, de la puissance militaire au Pentagone, et enfin de la puissance

tutélaire du Proche-Orient tout près de Camp David. Les abords de ce siècle sont aussi inintelligibles. Sauf à se rallier promptement et sans précautions au cliché déjà le plus répandu, celui du déclenchement d'une guerre du sud contre le nord. Mais dire cela, c'est créditer les auteurs de cette folie meurtrière de bonnes intentions ou d'un quelconque projet selon lequel il faudrait venger les peuples opprimés contre leur unique oppresseur, l'Amérique. Ce serait leur permettre de se réclamer de la "pauvreté", faisant ainsi injure aux pauvres/ Quelle monstrueuse hypocrisie. Aucun de ceux qui ont prêté la main à cette opération ne peut prétendre vouloir le bien de l'humanité. Ceux-là ne veulent pas d'un monde meilleur, plus juste. Ils veulent simplement rayer le nôtre de la carte.

La réalité est plus sûrement celle, en effet, d'un monde sans contrepoids, physiquement déstabilisé donc dangereux, faute d'équilibre multipolaire. Et l'Amérique, dans la solitude de sa puissance, de son hyper-puissance, en l'absence désormais de tout contre-modèle soviétique, a cessé d'attirer les peuples à elle; ou plus précisément, en certains points du globe, elle ne semble plus attirer que la haine. Dans le monde régulé de la guerre froide où les terrorismes étaient peu ou prou aidés par Moscou, une forme de contrôle était toujours possible; et le dialogue entre Moscou et Washington ne s'interrompait jamais. Dans le monde monopolistique d'aujourd'hui c'est une nouvelle barbarie, apparemment sans contrôle, qui paraît vouloir s'ériger en contre-pouvoir. Et peut-être avons-nous nous-mêmes en Europe, de la guerre du Golfe à l'utilisation des F16 par l'armée israélienne contre les Palestiniens, sous-estimé l'intensité de la haine qui, des faubourgs de Djakarta à ceux de Durban, en passant par ces foules réjouies de Naplouse et du Caire, se concentre contre les Etats-Unis.

Mais la réalité, c'est peut-être aussi celle d'une Amérique rattrapée par son cynisme: si Ben Laden est bien, comme semblent le penser les autorités américaines, l'ordonnateur de la journée du 11 septembre, comment ne pas rappeler qu'il a lui-même été formé par la CIA, qu'il a été l'un des éléments d'une politique, tournée contre les Soviétiques, que les Américains croyaient savante. Ne serait-ce pas alors l'Amérique qui aurait enfanté ce diable?

En tout état de cause, l'Amérique va changer. Profondément. Elle est comme un grand paquebot, glissant longtemps sur une même trajectoire. Et lorsque celle-ci est infléchie, elle l'est durablement. Or même si le langage est galvaudé, les Etats-Unis viennent de subir un choc sans précédent. Sans remonter à la toute première agression sur son territoire, celle de 1812 où l'armée britannique détruisit la première Maison Blanche, l'épisode le plus proche qui s'impose est celui de Pearl Harbor. C'était en 1941, loin du continent, avec des bombardiers contre une flotte militaire: l'horreur de Pearl Harbor n'est rien en regard de ce qui vient d'arriver. Elle est au sens propre sans commune mesure: hier 2400 marins engloutis, aujourd'hui bien plus de civils innocents.

Pearl Harbor avait marqué la fin d'un isolationnisme, ancré au point d'avoir résisté même à la barbarie de Hitler. Quand en 1941, Charles Lindbergh faisait une tournée de conférences en Europe pour plaider contre toute implication américaine, une large partie de l'opinion outre-Atlantique rêvait déjà d'un repli sur l'espace latino-américain, laissant l'Europe à ses ruines et à ses crimes. Après Pearl Harbor tout a changé. Et l'Amérique a tout accepté, le plan Marshall comme l'envoi de GI's sur tous les points du globe. Vint ensuite la déchirure vietnamienne, qui a débouché sur une nouvelle doctrine, celle de l'emploi massif et rare de la force, accompagné du dogme du zéro mort américain comme cela fut illustré pendant la guerre du Golfe. Tout cela est désormais balayé: nul doute que tous les moyens seront utilisés contre des adversaires restés à ce jour insaisissables.

La nouvelle donne qui s'esquisse dans le sang comporte à ce stade au moins deux conséquences prévisibles. Toutes deux ont trait aux alliances: c'en est bel et bien fini d'une stratégie tout entière conçue contre la Russie alors soviétique. La Russie, du moins dans sa partie non islamisée, va devenir le principal allié des Etats-Unis. Mouvement que le président Poutine a saisi dès le soir du drame. Peut-être en est-ce fini aussi d'une alliance que les Etats-Unis avaient esquissée dès les années trente et solidement établie dans les années 1950 avec l'intégrisme musulman sunnite, tel qu'il est défendu notamment en Arabie saoudite et au Pakistan. Aux yeux de l'opinion américaine et de ses dirigeants, l'islamisme, sous toutes ses formes, risque d'être désigné comme le nouvel ennemi. Certes, le réflexe anti-islamiste avait déjà donné lieu, aussitôt après l'attentat d'Oklahoma City contre un immeuble fédéral, à des déclarations ridicules, sinon odieuses. Mais, cette fois, la haine inextinguible qui nourrit ces attentats tout comme le choix des cibles et le caractère militaire de l'organisation nécessaire limitent le nombre des auteurs possibles.

Au-delà de leur apparente folie meurtrière, ces derniers obéissent malgré tout à une logique. Il s'agit évidemment d'une logique barbare, d'un nouveau nihilisme qui répugne à une grande majorité de ceux

qui croient en l'islam, dont la religion n'autorise pas plus le suicide que le christianisme; à plus forte raison le suicide couplé au massacre des innocents. Mais il s'agit d'une logique politique qui par la montée aux extrêmes veut obliger les opinions musulmanes à choisir leur camp, contre ceux qui sont couramment désignés comme le grand Satan. Ce faisant, leur objectif pourrait bien être d'étendre et de développer une crise sans précédent dans l'ensemble du monde arabe.

A long terme, cette attitude est évidemment suicidaire. Parce qu'elle attire la foudre. Et qu'elle peut l'attirer sans discernement. Cette situation commande à nos dirigeants de se hisser à la hauteur des circonstances. Pour éviter aux peuples que ces fauteurs de guerre convoitent et sur lesquels ils comptent d'entrer à leur tour dans cette logique suicidaire. Car on peut le dire avec effroi: la technologie moderne leur permet d'aller encore plus loin. La folie, même au prétexte du désespoir, n'est jamais une force qui peut régénérer le monde. Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous sommes américains.

3) FERENCZI, Thomas, « La guerre juste contre le terrorisme », *Le Monde*, 20 septembre 2001, pages inconnues

NOMBREUX sont ceux qui s'étonnent, notamment dans le monde musulman, de la disproportion entre l'immense émotion provoquée en Occident par les attentats de New York et de Washington et la relative indifférence avec laquelle sont ou ont été accueillis les bombardements américains sur l'Irak, la féroce répression des Russes en Tchétchénie ou les actions violentes d'Israël en Palestine. D'un côté, un deuil mondial pour saluer les victimes du terrorisme exerce par une poignée d'extrémistes islamistes; de l'autre, l'approbation ou, au mieux, une réprobation mesurée face aux attaques qui ont frappé ou frappent encore cruellement des masses musulmanes. Deux poids, deux mesures: à New York et à Washington, des opérations de kamikazes marquées du sceau d'une totale illégitimité aux yeux des gouvernements et des publics occidentaux; à Bagdad, Grozny ou Ramallah, des raids meurtriers menés par les Américains, les Russes ou les Israéliens qui apparaissent, même lorsqu'ils sont critiqués en Occident, au moins partiellement justifiés.

Cette discrimination jugée choquante entre un terrorisme totalement condamnable et un terrorisme en partie excusable renvoie à une vieille problématique, qu'il importe de rappeler si l'on veut tenter de fixer quelques repères dans un domaine aussi complexe: celle des guerres justes et des guerres injustes. A tort ou à raison, une majorité de l'opinion non musulmane estime que les attentats de New York et de Washington appartiennent à la seconde catégorie, celle des guerres injustes, alors que la guerre du Golfe relevait plutôt de la première, celle des guerres justes, et que les actes de répression menés en Palestine ou en Tchétchénie se situent sans doute entre les deux.

Comme le rappelle le philosophe américain Christopher W. Morris dans le Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale dirigé par Monique Canto-Sperber (PUF, 1996), il y a trois façons de considérer la guerre au regard de la justice. L'une tient toutes les guerres pour injustes: c'est le pacifisme. L'autre, qui se réclame du réalisme, soutient qu'il n'y a pas de guerre injuste parce que, pour citer le Léviathan de Hobbes, là où il n'est pas de loi, il n'est pas d'injustice. La troisième, enfin, pense que certaines guerres sont justifiées et d'autres non: spontanément, la plus grande partie de l'opinion mondiale paraît acquiescente à cette idée, qu'elle a développée, entre autres, chacun à sa manière, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin ou Grotius.

JUGEMENTS DE VALEUR

Puisque l'affrontement entre les terroristes islamistes et les Etats-Unis est entre, selon George W. Bush lui-même, dans une logique de guerre, et quelles que soient les réserves que suscite l'emploi de ce terme, il peut être utile d'appliquer aux récents attentats et à la riposte qu'ils pourraient entraîner la grille de lecture offerte par les doctrines des guerres justes et injustes.

Qu'est-ce qu'une guerre juste? C'est, selon Christopher W. Morris, une guerre menée pour de bonnes raisons, avec de bons moyens. Tout dépend, bien sûr, de ce que chacun considère comme de bonnes raisons et de bons moyens.

C'est là qu'interviennent les jugements de valeur propres à chaque camp. Une guerre juste, précise encore Christopher W. Morris, doit répondre à six conditions. Elle doit 1. être déclarée par une autorité compétente; 2. servir une juste cause; 3. répondre à une intention juste; 4. utiliser des moyens proportionnés aux fins; 5. offrir un espoir raisonnable de succès; 6. constituer le dernier recours.

IL N'Y A PAS D'INNOCENTS

Défini souvent comme la guerre du pauvre, le terrorisme se distingue de la guerre proprement dite non seulement par sa moindre ampleur mais aussi par son refus des règles qui pourraient justifier, selon les critères énoncés par Christopher W. Morris, ses actions violentes. Il n'y a pas beaucoup de sens à se demander si une opération terroriste est lancée par une autorité compétente, si ses moyens sont proportionnés à ses fins ou si elle repose sur un espoir raisonnable de succès. En revanche, on peut apprécier si elle est au service d'une juste cause ou encore si elle intervient en dernier recours. De ce point de vue, sauf à renoncer au combat pour les droits de l'homme, il est permis de considérer que les principes défendus par les intégristes musulmans et mis en œuvre par les talibans en Afghanistan ne correspondent pas à notre idée de la justice, qu'incarnent mieux, en dépit de leurs défauts, les démocraties occidentales. Quant à la lutte des nations du tiers-monde contre la domination de l'Occident, aussi légitime puisse-t-elle être, il est, à l'évidence, d'autres moyens pour la conduire que la pratique de la terreur.

Mais ce qui caractérise surtout le terrorisme et qui le rend inacceptable au regard de la philosophie morale est qu'il prend pour cible les non-combattants.

Dans le langage des spécialistes, le terrorisme refuse le principe de discrimination, qui impose aux belligérants d'épargner, autant qu'il est possible, les populations civiles, tenues a priori pour innocentes. Certes la guerre juste n'exclut pas la mort de non-combattants, mais elle implique que celle-ci ne soit pas intentionnelle ou qu'elle soit, comme on dit aujourd'hui, un effet collatéral d'une action qui, elle, vise un objectif stratégique. Les terroristes, par principe, ne se soucient nullement de cette distinction.

Il est vrai qu'ils défendent leur position en affirmant que leurs victimes ne sont pas aussi innocentes qu'elles paraissent. L'anarchiste Emile Henry, après avoir posé une bombe dans un café parisien, en 1894, s'était ainsi écrié: Il n'y a pas d'innocents. Pareillement les occupants des deux tours du World Trade Center et du Pentagone pourraient, selon ce raisonnement, être tenus pour complices des méfaits de la toute-puissance économique et militaire des Etats-Unis. Autre argument classique, celui du conséquentialisme, autrement dit de la théorie selon laquelle la fin justifie les moyens. Pauvres plaidoyers, en définitive, dont il n'est pas difficile de souligner les faiblesses.

Il reste que la doctrine de la guerre juste ne permet pas seulement de condamner sans réserve les actions terroristes, c'est aussi à l'aune de ses critères que devra être jugée la croisade voulue par George W. Bush.

4) Auteur inconnu, « Repenser le terrorisme », *Le Monde*, 14 septembre 2001, pages inconnues

LES attaques terroristes menées le 11 septembre à New York et Washington, la riposte promise par le président George W. Bush soutenu par les alliés européens des Etats-Unis vont amener les dirigeants occidentaux à repenser leur idée même du terrorisme. Derrière ce terme se cachent des interprétations différentes, non seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais au sein même des Quinze, comme vient de le constater pour le déplorer la Commission de Bruxelles. Comment combattre ensemble un fléau si l'on n'est pas d'accord sur sa définition?

Force est de constater que, du Pays basque à l'Irlande du Nord, de la Tchétchénie au Proche-Orient, de l'Algérie aux Balkans, les Occidentaux, pour ne s'en tenir qu'à eux, n'ont pas toujours eu la même conception du terrorisme et des rapports avec les terroristes. Au moment où, à tort ou à raison, les soupçons se portent sur le milliardaire d'origine saoudienne Ben Laden, il est difficile de ne pas rappeler que ce même Ben Laden a été naguère formé et utilisé par la CIA pour lutter contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

Est-ce à dire qu'il y aurait selon les lieux et les moments des bons et des mauvais terroristes?

Non sans un certain cynisme, le pouvoir militaire en Algérie feint de regretter que la communauté internationale, justement indignée par les attentats à New York et Washington, se soit posé des questions sur la légitimité de la politique d'éradication menée contre les islamistes algériens. Quant à Vladimir Poutine, il avait déjà arraché à George W. Bush, lors de leur première rencontre en juin, et plus récemment au premier ministre israélien Ariel Sharon, des déclarations communes condamnant le terrorisme islamiste. Il peut estimer aujourd'hui sa rhétorique contre les terroristes tchétchènes renforcée par les attentats du 11 septembre et espérer faire oublier que le pouvoir russe a délibérément déclenché, à l'été 1999, une guerre sans pitié contre la petite République indépendantiste de Tchétchénie.

Slobodan Milosevic, dont les méthodes au Kosovo étaient aussi condamnables mais plutôt moins brutales que celle de Vladimir Poutine en Tchétchénie, n'a pas eu droit à la même indulgence. A juste titre. Mais l'UCK, qui eut son utilité dans la lutte contre le dictateur de Belgrade, n'était pas seulement un rassemblement de combattants pour la liberté. Les métastases de la guérilla kosovare en Serbie du Sud et en Macédoine le montrent.

Autrement dit, il est arrivé à la communauté internationale et aux Etats-Unis de n'être pas toujours très regardants sur les alliés qu'ils se donnaient.

Cette remarque n'explique aucun des actes barbares commis au cours des derniers jours et constitue moins encore une esquisse de justification. Elle est là uniquement pour souligner que la lutte contre la terreur, pour être efficace et légitime, ne doit souffrir ni exception ni compromission. Ici moins qu'ailleurs, la fin ne saurait justifier les moyens.

5) GEORGES, Pierre, « Le quotidien des enfants », *Le Monde*, 14 septembre 2001, pages inconnues

ON POURRAIT toujours méditer sur cette étrange inconnue, la destinée. Dire par exemple l'histoire incroyable de cette famille d'origine irlandaise frappée par le plus insensé des hasards. Deux femmes, une mère et sa fille, étaient dans un des avions-projectiles qui s'en vint exploser contre une des tours-jumelles. Elles sont mortes. Le mari et père, ou beau-frère et oncle peut-être, pardonnez l'imprécision, travaillait et était dans la tour. Il est vivant.

Incroyable et vrai. Tant il est vrai justement, nous le savons tous depuis près de deux jours maintenant, que la réalité a remporté une victoire par chaos sur la fiction, fût-ce dans l'anecdotique le plus cruel. Incroyable et vrai. Ce qui frappe le plus, c'est ce sentiment d'irréalité réelle, d'incrédulité devant le pire, comme un réveil d'après-cauchemar pour constater que ce n'était pas simplement un cauchemar. On imagine assez que bien des New-Yorkais doivent lever la tête, encore maintenant, pour faire leur travail de vide autant que de deuil devant ces tours disparues et ces vies happées.

On l'imagine d'autant plus facilement que les tours de New-York, les bâtiments du Pentagone à Washington, ces images d'avions-missiles, ces centaines de photos de survivants sortis, comme statues de poussière fantomatiques des entrailles du faux film, ces commentaires, ces mots même de guerre, de terrorisme, du Bien, du Mal peuvent être dévastateurs.

Ecoutez les enfants. Ils sont bien le baromètre, ou plutôt l'appareil enregistreur permettant de constater que l'impact, plus encore que le deuil a été universel. En tout cas universel dans l'univers médiatisé. C'est aux enfants, aux boulimiques enfants gavés d'images que l'on pense ce matin. Et à l'immense travail pédagogique qu'il va falloir faire, pas seulement aux Etats-Unis, pour leur ôter de la tête l'idée familière désormais qu'ils vivent dans un monde de mort, de peur et de terreur comme tombées du ciel. Une autre génération, jadis, fut élevée dans l'idée que le danger et la désolation pouvaient venir de l'apocalypse atomique, du feu nucléaire s'il prenait au monde, au monde des adultes et des pays la folie de jouer avec ce feu. Mais, comment dire, cette idée d'un monde sans autre perspective que la vitrification et la fin du monde justement, si elle fit des dégâts, relevait, encore, de la guerre-fiction.

Tout autre est l'irruption, l'éruption si l'on ose dire, du feu, de la mort, de la violence extrême dans l'univers, quotidien, réel, des enfants, et pas seulement d'eux. On a souvent reproché à la fiction de véhiculer des images d'une violence extrême. Cette fois c'est la réalité qui s'en est chargée, au-delà de toutes limites et de toute raison pour faire irruption dans le quotidien le plus concret. Les enfants du monde occidental et pas seulement, pouvaient ne pas savoir ce qu'étaient les Twin Towers. Ils savent parfaitement ce qu'est une tour, un avion, une catastrophe, un attentat. Ils le savaient par la fiction. Ils le savent maintenant par le réel. Et on imagine, à leurs questions déjà, la nature de leur traumatisme et l'ampleur de leurs angoisses.

Qu'ils jouent déjà, ou non, au terrorisme ou au contre- terrorisme.

6) BELOT, Jean de, « Nouvelle Guerre », *Le Figaro*, 12 septembre 2001, pages inconnues

LA GUERRE. La guerre terroriste, aveugle et kamikaze. La guerre au cœur même de l'empire dominant, dans les villes symboles du système qui régent le monde. La guerre totale, sophistiquée, planifiée, qui, en quelques minutes à peine, démontre la folle détermination de l'ennemi, l'incroyable efficacité de ses moyens, et qui, dans le même temps, atteste à la face du monde l'extraordinaire

fragilité de la première puissance, militaire, technologique, industrielle, de la planète. Une guerre en Technicolor, aux moyens dignes des angoisses de George W. Bush, aux images que l'on croirait conçues dans les studios de Hollywood, qui, avec une parfaite conscience de cette civilisation de l'image et du direct, dit au monde la violence et la force de cette menace islamique que d'aucuns voulaient croire en déclin. Une guerre nouvelle, contre l'Occident.

Le réveil est brutal. Tout occupé à maîtriser cette mondialisation qui dérape sans cesse, le monde développé voulait, depuis la chute du Mur de Berlin, croire à ce que certains avaient appelé la ' fin de l'histoire '. Oubliant cette constante élémentaire : il n'est pas de système sans ennemi ; il n'est pas de monde en paix. Le rappel est d'autant plus violent que, face à cet Occident qui propose et tente d'imposer partout son modèle de paix matérialiste, la réplique est évidemment religieuse, forcenée, fanatique. Quel symbole que cette attaque de kamikazes venus du ciel, prêts à mourir dans un combat contre Satan, à l'heure où, partout, les armées des Etats modernes donnent à leurs opérations militaires des surnoms doux, espérant toujours gagner sans risques, combattre sans mourir /

L'ennemi est donc là, qui vient rappeler qu'il peut frapper partout, puisqu'il a pu frapper là. Cet islam fanatique qui avait déjà touché le World Trade Center en 1993 ; qui s'alimente au drame proche-oriental et entretient là-bas, via le Hamas et le Djihad islamique, une nouvelle phase de la guerre, religieuse ; qui a lancé ses kamikazes en Afghanistan contre le chef de l'opposition aux taliban ; qui nourrit cette même violence à travers le GIA algérien, le régime pakistanais, les guerres ethno-religieuses d'Indonésie ; qui secoue l'Egypte, le Maroc. Et qui prouve à tous ceux qui ne voulaient pas le voir que chaque capitale d'Occident, chaque ville d'Europe est en ligne de mire.

La leçon est terrible, et l'on ne sait si elle donne totalement raison au président américain. Sans doute, face aux Etats fanatiques, le bouclier antimissile paraît-il nécessaire. Mais des dispositifs techniquement plus simples, mais politiquement plus difficiles à mettre en œuvre, sont nécessaires. Outre-Atlantique évidemment, mais aussi dans tous les Etats qui se savent répertoriés comme autant de ' petits Satans '. Parmi lesquels l'Europe entière, dont, bien sûr, la France. Les spécialistes ne disent-ils pas depuis longtemps leur inquiétude ?

Washington doit bien sûr répliquer. Mais comment ? Le G 7 pouvait croire jusqu'à hier qu'il n'avait pour opposants que des héritiers repus de 1968. Il a, depuis hier, un tout autre ennemi.

7) SORMAN, Guy, « TERRORISME Après le quadruple attentat aux Etats-Unis; L'Amérique va gagner », *Le Figaro*, 13 septembre 2001, pages inconnues

A regarder les images de Manhattan en feu, il est évidemment impossible de ne pas être hanté par le précédent de l'attaque japonaise contre Pearl Harbor. Dans les deux cas, une Amérique sûre d'elle-même est poignardée dans le dos par un nain politique. Et je suis persuadé que, comme à Pearl Harbor, les agresseurs ont commis une erreur de calcul qui leur sera fatale. Comme en 1941, je parie sur l'entrée en guerre des Etats-Unis et sur leur victoire finale. Cela prendra du temps, provoquera beaucoup de conflits et de victimes, mais l'issue me semble certaine ; la supériorité logistique des Américains, leur union en temps de guerre et leur détermination l'emporteront.

Mais contre quel ennemi ? Ne soyons pas naïfs : l'ennemi est identifié. Le terrorisme international a un centre, des réseaux de complices et des ressources financières. Tout ceci est connu et repéré. Un chef d'Etat européen me disait il y a très peu de temps qu'il avait dans son bureau les photos, les adresses et les comptes bancaires des leaders terroristes susceptibles à tout moment de commettre un attentat en Israël ou en Macédoine. Cet attentat était attendu, mais pas à New York. Là est la seule vraie surprise. Si les opérateurs sont connus, pourquoi ne pas les avoir neutralisés par anticipation ? Parce que nous sommes des démocrates et que nous ne parvenons pas plus aujourd'hui que dans les années trente à comprendre que nos adversaires ne le sont pas. Nos chefs d'Etat estiment, toujours à tort, qu'ils pourront amadouer, acheter, civiliser les terroristes. Comme ils ont cru que Hitler devait être un gentleman. Les terroristes comme les fascistes connaissant nos faiblesses, ils en jouent et nous manipulent donc par un double jeu permanent.

L'autre bonne raison pour laquelle aucune opération de prévention du terrorisme n'est jamais entreprise est l'attachement des dirigeants occidentaux au droit international. Nous sommes armés pour arrêter un dictateur à la retraite comme Pinochet, ou en fin de carrière comme Milosevic ; mais le tribunal de La Haye contre les crimes de guerre n'a pas de fonction préventive. Il faut attendre que le crime soit perpétré pour que nous nous permettions de le sanctionner. Tel est le prix un peu élevé de notre honneur.

Dans la guerre entre les Américains et le terrorisme, où se situeront les champs de bataille ? La géographie du terrorisme est plus complexe que celle du Japon ; elle se joue des frontières, mais il est faux de croire qu'elle n'existe pas. Les ressources sont pour l'essentiel celles du pétrole ; l'infrastructure a une base localisable quelque part entre Bagdad et Kaboul. Il n'est donc pas impossible de gagner une telle guerre si la volonté existe et la patience aussi.

A ce seuil historique, on voit mal ce qui pourrait empêcher le gouvernement américain d'aller jusqu'à la victoire. Les gouvernements, européens et russe, qui appelleront à l'apaisement, pour reprendre un vocable des années trente, ne disposent pas d'une influence ni d'une force susceptibles d'amollir la détermination américaine. De nouveaux attentats ne feraient que renforcer cette volonté.

Nous sommes donc à la veille d'une nouvelle guerre mondiale qui connaîtra bien des péripéties. J'ajoute que partout où des intérêts américains seront représentés et partout où vivent des communautés juives, la guerre rôdera. Car Wall Street est le symbole des Etats-Unis, mais aussi celui du capitalisme et du sionisme tels qu'ils sont diabolisés par les terroristes. Une nouvelle guerre comme hantée par les spectres de la précédente.

8) GIRARD, Renaud, « Islamisme : contre-attaquer en profondeur », *Le Figaro*, 22 septembre 2001, pages inconnues

L'ARRESTATION par la DST, hier matin en région parisienne, de sept islamistes qui préparaient une série d'attentats en France, à la fois rassure et fait froid dans le dos. Elle rassure car elle montre que la vigilance de la DST n'a pas décliné depuis l'attentat islamiste de la station RER Saint-Michel en juillet 1995 (8 morts, 150 blessés). Le 5 septembre dernier, elle avait alerté le FBI sans être crue du risque d'un attentat aérien sur le sol américain.

Le démantèlement partiel ? de ce réseau islamiste inspire également l'effroi. Y en a-t-il d'autres, dormants, sur le sol français ? Aurons-nous droit à des attentats similaires à ceux de New York et Washington ?

Nous ne pouvons nous permettre d'en prendre le risque. Un gigantesque effort de l'Etat, tous azimuts et en profondeur, s'impose désormais. Contre la menace islamiste, le rempart des interventions policières forcément de dernière minute ne suffit pas. Le terrorisme islamiste doit être traité à sa source, qui est intellectuelle.

Il est inadmissible qu'on laisse librement se répandre en France la propagande islamiste. ' On demande à Allah qu'il nous vienne en aide et qu'il anéantisse tous les koufars (les infidèles) de cette planète pour ne laisser que les musulmans ' : ce message, envoyé sur un forum Internet par une unité scout musulmane de Belgique, en dit long sur l'état d'esprit de certaines organisations de jeunesse implantées en plein cœur de l'Europe.

Nous devons d'urgence, dès le stade de l'école, mettre en place une vaste politique de tolérance zéro à l'égard des intolérants. Avant de se constituer en machine criminelle, le nazisme n'a été qu'une simple idéologie. La République de Weimar est morte pour l'avoir tolérée en son sein. Il y a un dangereux angélisme politique à laisser, au nom du respect des droits de l'homme, se propager chez nous une idéologie qui veut précisément leur mort.

Comment peut-on à la fois prétendre insister en France sur le principe de citoyenneté hérité des Lumières et accepter les écrits de propagande islamiste prônant ouvertement le remplacement de notre droit démocratique par la charia et la primauté de l'oumma musulmane sur la conscience individuelle ? Les Américains ont, dans leur politique étrangère, commis beaucoup d'erreurs, au premier rang desquelles leur indulgence coupable à l'égard de la propagande sunnite extrémiste financée par leurs alliés saoudiens. Mais, aujourd'hui, faisant bloc autour de leurs valeurs citoyennes, les Américains offrent l'exemple d'une grande nation, qui n'a pas honte d'enseigner dans ses écoles le respect de son drapeau, de sa Constitution, de ses valeurs pionnières. Politiquement et moralement, la société américaine est suffisamment armée pour surmonter l'épreuve qui lui a été infligée. Sachons nous montrer aussi déterminés qu'eux.

9) ROUSSELIN, Pierre, « Eviter le piège », *Le Figaro*, 17 septembre 2001, pages inconnue

Les Etats-Unis ont raison de tout faire pour rallier la plus large coalition possible afin de mener le combat contre le terrorisme. Cela doit être la priorité numéro un. L'heure de la riposte militaire ne peut venir qu'après.

Depuis son repaire, le commanditaire des horribles attentats à moins qu'ils ne soient plusieurs observe la réaction en chaîne qu'il a déclenchée. Il voit l'Occident déclarer une ' guerre ', sans avoir très bien défini l'ennemi. Il peut mesurer l'effet CNN : ces images du drame qui passent et repassent sans cesse sur les écrans, et dont la répétition est comme un appel à la vengeance.

Tout cela était prévisible. Oussama ben Laden s'il se révèle que c'est bien lui en a tenu compte dans ses calculs. Il n'est pas exclu qu'en cas de riposte, il ait prévu une deuxième salve. Qui sait où mène l'escalade de la menace ? Car, dans cette guerre, n'oublions pas que c'est l'ennemi qui, pour l'instant, use de l'effet de surprise. Il faut déjouer ses plans.

Préparer l'opinion à un conflit de longue durée est une bonne chose. Si guerre il y a, elle n'est pas de celles qui se gagnent en quelques jours. George W. Bush l'a bien compris : même s'il lui coûte de passer l'uniforme de commandant en chef, le président des Etats-Unis n'est pas aussi va-t-en-guerre qu'on veut bien le dire ici ou là.

L'hydre du terrorisme mondial ne sera pas terrassée par un tir de missiles de croisière, par une opération de commandos, ou même par l'invasion de l'Afghanistan, ou de l'un de ces Etats voyous depuis longtemps répertoriés. Elle ne sera vaincue que lorsqu'on aura pu isoler les terroristes et rendre vains leurs noirs desseins. Nous en sommes loin.

Il est bon que les Etats-Unis se cherchent des alliés.

Ils n'ont pas le choix. Il va leur falloir mener un combat auquel leur ' hyperpuissance ' les a fort mal préparés. Aligner des blindés dans le désert, comme pendant la guerre du Golfe, ne sert à rien. Des divisions aéroportées peuvent sauter sur Kaboul et en chasser les taliban, cela ne viendra pas à bout de réseaux terroristes disséminés dans le monde entier, y compris aux Etats-Unis.

Dans cette phase initiale d'un conflit de longue durée, l'Amérique doit faire preuve de retenue et éviter de précipiter une catastrophe plus grave encore que le mal que l'on cherche à réparer. Des représailles hâtives dictées par la colère ne feraient que renforcer l'ennemi : dans le monde arabe, les braises de l'antiaméricanisme sont prêtes à s'enflammer à tout moment.

C'est là le piège tendu par Ben Laden et les tenants d'une croisade religieuse au nom d'un islam dévoyé. Le djihad, dont ils veulent prendre la tête, ne peut être combattu que si l'on parvient à isoler les intégristes. Pour cela, le dialogue doit reprendre entre Israéliens et Palestiniens. Autrement, c'est un front uni qui se formera contre l'Occident.

10) Auteur inconnu, « Combattre le terrorisme avec intelligence », *Le Figaro*, 21 septembre 2001, pages inconnues

Le président Bush dit à qui veut l'entendre qu'il va faire la guerre contre les auteurs des attentats, instaurant sur le monde entier un climat d'alerte, d'agitation et de stricte précaution. Il est vrai que les attentats ont été sanglants et qu'ils ont affecté toute la communauté internationale.

Mais encore plus de morts serait catastrophique. Si les Occidentaux sont décidés à éliminer le terrorisme, ils doivent le faire de manière intelligente. De plus, ceux qui définissent ce qui s'est passé comme du terrorisme devraient regarder de plus près ce qui se passe dans les territoires occupés par les Israéliens. Les massacres de Palestiniens sont aussi des actes racistes. Mais le gouvernement de Sharon se sert des événements de New York pour justifier sa politique meurtrière. Le terrorisme israélien doit s'arrêter immédiatement. S'ils sont les alliés des Américains, ils doivent se conduire comme eux et pas comme leurs ennemis. Ils ne peuvent pas combattre le terrorisme et l'exercer en même temps. C'est une simple question de bon sens, mais il semble bon de la rappeler au peuple israélien qui cultive l'incohérence.

11) RHODES, Richard, « What terror keeps teaching us », *The New York Times*, 23 septembre 2001, pages inconnues

To a 4-year-old boy, as I was on Dec. 7, 1941, the carnage at Pearl Harbor was invisible, as the carnage at the World Trade Center and the Pentagon was largely invisible on the September day of the terror attacks, before crews began to sift the wreckage. The news came by radio rather than by television, in the early evening, in the gathering dark, but it was no less vivid and portentous: "The Japanese have bombed Pearl Harbor!" My family lived in a boarding house in a neighborhood of large older houses on the east side of Kansas City, Mo. Awed and uncomprehending, my older brother and I were sent door to door to rouse our neighbors.

Lights came on, voices relayed word back into the depths of houses, radios blared, people came out of doors and strangers talked to strangers as if they had known one another for years. I went to bed that night, as all of us did on the night of Sept. 11, with a sense that the world was irrevocably changed. The final casualty toll at Pearl Harbor was smaller than the toll of the terror attacks: 2,403 military and civilians killed, 1,178 wounded. But both were surprise attacks, unprovoked; both were heinous; both brought home a conflict that was raging elsewhere and drew us in.

What possessed the Japanese? They meant to demonstrate the strength of their convictions and hoped by destroying our fleet to buy time to win access to Asian oil and iron ore to replace supplies the United States had embargoed. What possessed the terrorists? They meant to punish us and to show us our vulnerability, of course, but they also meant to demonstrate the strength of their convictions. The terrorists meant to show us up, but also to force us to take them seriously.

One lesson we took from Pearl Harbor was the necessity of being prepared; after the war, we maintained standing armies and arsenals as we had never done before. But we learned a greater lesson than readiness from the Second World War, with its 60 million dead. We learned that violence originates in suffering -- in poverty and disorder that bows to fanaticism when the world turns its back. The suffering find their champions, and they are not all Gandhis.

We had been isolationists before Pearl Harbor, secure in Fortress America. After Pearl Harbor, we had first to fight a war, just as we have to extirpate the terrorist organization that organized the September attack. From Pearl Harbor and the war emerged our commitment to the United Nations and, a few years later, when we understood the consequences of continuing disorder in devastated Europe, to the Marshall Plan. The war refuted our policy of disengagement and isolation; Fortress America let down its moat. Today, Germany and Japan are our allies, prepared to settle disputes with us nonviolently. Since the end of the cold war, we have been retreating into isolation again, doubting diplomacy, dodging treaties, abandoning Africa, fantasizing a missile shield, dismissing the Middle East. Neighbors got together with neighbors after Pearl Harbor and again after the terror attacks. The piracy of terrorism must certainly be outlawed, but against the murderous altruism of surprise attacks by suicide squads the only long-term resolution is the affirming altruism of international community.

12) BURNS, John, « A DAY OF TERROR: THE MILITANT; America the Vulnerable Meets a Ruthless Enemy », *The New York Times*, 12 septembre 2001, pages inconnues.

Since the end of the cold war in the early 1990's, there have been two Americas, existing side by side: the America that is the world's only superpower, dwarfing every other nation in its economic and military might, and the America that learned in one deathly hour on Tuesday that no amount of power can provide protection against an enemy with limited means but a ruthless determination.

For years that vulnerability has been a concern of defense experts in the Pentagon and elsewhere who have studied what some have called "asymmetric warfare" -- a 21st-century phrase for a concept that has been around in warfare since David and Goliath and has found its most menacing expression in the modern world in the suicide bomber.

But it has also been studied, and celebrated, by many of the terrorist groups that will now be on the list of suspects in the attacks on the World Trade Center and the Pentagon.

One of those certain to be high on that list, Osama bin Laden, has made America's helplessness in the face of terrorism a rallying cry, one he has used repeatedly to taunt the United States and to draw new recruits to his ranks of suicide bombers. People close to Mr. bin Laden in Afghanistan, where he lives, today denied responsibility for the attacks.

The theme of American helplessness, applied as often to Israel as to the United States, is common among the leaders of Islamic militant groups like Mr. bin Laden's Al Qaeda, as well as two groups that operate in the Palestinian territories, Hamas and Islamic Jihad, and the Iran-backed Hezbollah, which operates from Lebanon.

Although investigators may well absolve these groups of the New York and Washington attacks, there is little doubt that the officials will be examining the threats that the leaders have issued against the United States. None of the threats is likely to draw more attention than what Mr. bin Laden had to say about America's susceptibility to terrorism in a two-hour videotape delivered to a Kuwaiti newspaper this summer.

On the tape, which proliferated rapidly on Islamic Web sites and in mosques and bazaars across the Muslim world, Mr. bin Laden seemed to gloat as he spoke in Arabic of future attacks on American

targets that he said would dwarf those he has directed in the past. "With small capabilities, and with our faith, we can defeat the greatest military power of modern times," he said at one point. "America is much weaker than it appears."

At one point, the Saudi Arabian-born Mr. bin Laden seemed to hint at a suicide attack in the United States. Over pictures of Sheik Omar Abdel Rahman, the Egyptian-born Muslim cleric who is serving a life sentence in the United States for his role in the 1993 World Trade Center bombing, Mr. bin Laden described the cleric as "a hostage in an American jail." He added, "We hear he is sick, and that the Americans are treating him badly." Then, addressing his followers, he shifted straight into an exhortation to martyrdom. "You will not die needlessly," he said. "Your lives are in the hands of God." Since the tape surfaced in June, there have been other hints that a new bin Laden attack might be imminent. Abdel Bari Atwan, editor in chief of *Al Quds al Arabi*, an Arabic-language newspaper published in London that has kept a close watch on Mr. bin Laden and his pronouncements, said today in an interview with the BBC that Islamic militants in touch with the newspaper had hinted that a major attack was under preparation, without giving any hint of when or where.

Elsewhere on the tape, Mr. bin Laden called on his followers to prepare new suicide attacks to avenge Palestinians who have been killed in the past year's violence with Israel, without specifying whether those attacks would be mounted against Israeli targets or elsewhere.

At first, when the bin Laden tape surfaced it attracted only passing attention, partly because large passages were spliced from earlier bin Laden interviews and tapes.

But intelligence officials in Washington see it as the fullest exposition yet of the bin Laden strategy, and a rough road map to where Al Qaeda, his group, might be headed.

One of the characteristics that has set Mr. bin Laden aside among terrorist leaders has been the way he has coupled the furtiveness inherent in his deadly trade with warnings that new attacks may be in hand.

On several occasions, he has done this by releasing tapes or interviews alluding to new attacks shortly before they have been carried out.

He did this with a tape that surfaced in the Middle East shortly before two Arab-speaking suicide bombers in a fiberglass skiff attacked the American destroyer Cole last October in Aden harbor in Yemen, killing 17 American sailors. In the latest tape, he promised that the Cole attack was only a preliminary to new strikes. Although recent weeks have seen the State Department issue a flurry of alerts, and temporarily close several embassies considered possible targets, experts were not convinced that the tape presaged a major strike, partly because much of it had been taken from tapes made as much as three years ago.

On the tape, Mr. bin Laden read a chilling poem with themes that have a powerful resonance among Muslims with the grievances against America.

Principal among these grievances is Israel, and the support it draws from the United States -- a shift in emphasis, according to intelligence experts. In the past, Mr. bin Laden, one of more than 50 children of a Yemeni-born migrant who made a vast fortune building roads and palaces in Saudi Arabia, has made his principal obsession driving American troops from the Arabian Peninsula, site of Mecca and Medina, Islam's holiest sites.

But this time, "purifying" the holy places seemed to take second place behind supporting Palestinians. Over scenes of some of the harshest incidents, like footage of a young Palestinian boy shot in his father's arms as they sought shelter from crossfire in Gaza, Mr. bin Laden urges the killing of Americans and Jews: "We will see again Saladin carrying his sword, with the blood of unbelievers dripping from it."

13) GORDON, Michael, « A DAY OF TERROR: AN ASSESSMENT; When an Open Society Is Wielded as a Weapon Against Itself», *The New York Times*, 12 septembre 2001, pages inconnues

The terrorist attacks yesterday were intricately planned and carried out with precision. But what made them so devastating, physically and psychologically, was the way terrorists willing to sacrifice their lives swiftly turned unarmed civilian airplanes into guided missiles and left America with no obvious response.

The new kamikazes of the 21st century bore no flags or markings. They hid behind ordinary citizens, and their targets included ordinary Americans. By hijacking civilian airliners and riding them into the

World Trade Center and the Pentagon, they used the very accessibility of an open society to wound that society.

Nobody doubts America's clear military superiority. But the lesson of yesterday seemed to be that even such power is vulnerable and may offer no effective redress against terror.

Because this was not a straightforward military attack, there is no simple military response. Certainly, shooting down all wayward civilian airplanes is not the answer.

The response will require better intelligence, especially human intelligence about terrorist cells, heightened security precautions and perhaps more forceful and riskier military action to pre-empt and to retaliate. Even then, as the far more experienced Israelis have learned, Americans will remain somewhat vulnerable to suicidal terrorists.

The obvious vulnerability of the buildings heightened the sense of shock. It is relatively easy to defend a military base or fortified bunker. But it is virtually impossible to insulate all of the United States government buildings and commercial centers against a suicide attacker.

If the buildings attacked yesterday were fair game, virtually any major commercial or industrial center could end up on the target list.

In the long run, the United States will face the challenge of finding an enemy that has preferred to be largely anonymous and guarding against attacks without hobbling its own way of life.

During the Second World War, the Japanese pioneered the use of kamikaze planes. The kamikazes sank 34 ships and damaged hundreds or others. During the battle off Okinawa, they killed almost 5,000 men.

But the attacks yesterday, on a society at peace in a time of peace, carried out by attackers who took over civilian aircraft, appeared more sinister.

In recent years, there has been much discussion at the Pentagon about missile attack with chemical, biological or nuclear payloads. The success of yesterday's attacks does not mean that Washington should not also prepare for future dangers.

One striking thing about yesterday's attacks was the use of the crudest of weapons: unarmed civilian airplanes.

But taking control of them required meticulous planning. In a carefully coordinated operation, the attackers exploited the weaknesses in America's security.

They took over civilian airliners on domestic flights, which have less security than those on international routes. The flights originated from several cities and involved different airplanes. So this was not a simple inside job. Indeed, it is likely that the terrorists had the skills to fly the aircraft, at least for the final seconds that were needed to put them on their suicide courses.

In another reflection of careful planning, the structures hit, while symbols of the United States might, were soft targets. The Pentagon, a vast and essentially undefended office building, sits astride a major airline route and highway. It has barriers to stop truck bomb attacks, and metal protectors and bomb detection machines at its entrances. Like the World Trade Center in New York, it had no protection from the air.

In the short run, the terrorists accomplished their objectives. The business of government virtually ground to a halt, and the air traffic system was paralyzed. From Asia to the Balkans, there was one main news event: the attack on the sole remaining superpower, one increasingly resented for its might even as its culture proves irresistible in most corners of the world.

Since the array of potential targets is so vast and since the terrorists are seemingly willing to accept any risk, it is vital to have human intelligence about a terrorist cell's plots. Yet obtaining "humint," as the Central Intelligence Agency likes to call it, has been dismayingly difficult.

The American intelligence establishment excels in technical collection, satellite photos and communications intercepts, but not in the strategic placement of infiltrators and spies. This has given the terrorists the element of surprise.

Another way to prevent attacks is to stop the terrorists ahead of time. The attacks yesterday are likely to lead the United States to accept a lower burden of proof about culprits and to take more risks in exacting retaliation.

The cruise missiles fired into Afghanistan at Osama bin Laden's men after the bombing of American Embassies in Kenya and Tanzania in 1998 were weapons chosen to avoid the risk of American casualties, not ensure the destruction of terrorists.

Taking the fight to the terrorists could mean overcoming the abhorrence in the Pentagon of putting troops on the ground; it may well mean dispensing with the illusion that long-range, high-tech weapons are the answer to all of the Pentagon's problems.

There has been nothing in Defense Secretary Donald H. Rumsfeld's defense planning reviews so far that suggests the United States military will be better able -- or more willing -- to tackle such missions. Still, if finding and targeting terrorists was easy, Mr. bin Laden, the suspected mastermind behind the bombings in Kenya and Tanzania, as well as a leading suspect in yesterday's attacks, would have been killed or arrested by now.

Defensive measures are also part of the answer. Undoubtedly, security at American airports and office buildings could be improved. Domestic air travel has not, up to now, involved the same stringent security as international flights.

In Moscow, civilian aircraft are not allowed over the capital. Airports are on approach routes to the city. That did not stop a young German adventurer from landing a plane in Red Square in 1987. But it does make commercial overflights the exception, not the rule. Is official Washington prepared to shut down its most convenient and recently modernized Ronald Reagan airport?

In some few cases, air defense may be appropriate. The White House has the ability to protect against aircraft attacks, though it has never been used.

Gen. Henry H. Shelton, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said that the American military stands ready. The question is for what.

Washington's enemies, and its allies, will not only be waiting to see if the United States has the will to strike back. They will also be waiting to see if it has the military ability to do so successfully. A strike at a mistaken target or an errant missile will not be much of a deterrent.

Nor will one raid, even a successful one, be a magic answer. People ready to fly an aircraft into a building are not likely to give up if American warplanes fly after them.

The terrorists are in the fight for the long haul. If the Pentagon is serious about fighting back and blunting the terrorist threat, it needs to be, too.

14) Walzer, Michael, « First, Define the Battlefield», *The New York Times*, 21 septembre 2001, page 35

There is an old Bill Mauldin cartoon in which two elderly gentlemen are sitting in a gentlemen's club. One leans forward and speaks: "I say it's war, Throckmorton, and I say, let's fight!" There has been a lot of talk like that in Washington since Sept. 11. And around the country, too: we all feel a little bit like Throckmorton's friend. But is it war? And if it is, how should we go about fighting it?

Certainly we have an enemy, all of us, whatever our politics or religion. Our lives and our way of life have been attacked -- everyone says this, but it is true nonetheless. The attack may have had its most immediate origins in the Persian Gulf war; it may have been fueled by fervid and highly distorted accounts of the blockade of Iraq and the Israeli-Palestinian conflict. But its causes go much deeper: resentment of American power and hatred of the values that sometimes, at least, guide its exercise. This is not, however, a "war of civilizations," since our enemy does not represent a civilization. We are not at war with Islam, even if terrorists exploit Islamic religious fervor.

So is it a war? The word is unobjectionable so long as those who use it understand what a metaphor is. There is, right now, no enemy state, no obvious battlefield. "War" may serve well, however, as a metaphor to signify struggle, commitment, endurance. Military action, though it may come, is not the first thing we should be thinking about. Instead, in this "war" on terrorism three other things take precedence: intensive police work across national borders, an ideological campaign to engage all the arguments and excuses for terrorism and reject them, and a serious and sustained diplomatic effort.

What the police have to do is obvious, but there is work also for religious leaders and public intellectuals, because the intellectual climate in many parts of the world is insufficiently unfriendly to terrorism. Terrorists are morally as well as physically harbored, and the only remedy for that is political argument. And our diplomats have a lot more to do than they did in building the coalition that fought the gulf war. That was a jerry-built alliance, fit for the moment but not for the long haul. The alliance against terrorism has to be structured to last: it must rest on demanding and enforceable agreements.

But military action is what everybody wants to talk about -- not the metaphor of war, but the real thing. So what can we do? There are two conditions that must be met before we can fight justly. We

have to find legitimate targets -- people actually engaged in organizing, supporting or carrying out terrorist activities. And we must be able to hit those targets without killing large numbers of innocent people.

Despite the criticism of Israeli "assassinations" by United States officials, I don't believe that it matters, from a moral point of view, if the targets are groups of people or single individuals, so long as these two criteria are met. If we fail to meet them, we will be defending our civilization by imitating the terrorists who are attacking it.

It follows from these criteria that commando raids are likely to be better than attacks with missiles and bombs. When the target is, say, a small and scattered group of terrorists-in-training, a soldier with a rifle is smarter than the smartest bomb. But what if the purpose of our attack is to force governments that support terrorist activities to surrender the terrorists or to stop financing them? That is certainly a legitimate aim -- indeed a necessary aim of any alliance against terrorism. But our coercive capacities in that sphere are morally limited. We can't coerce governments by terrorizing their civilian populations. In countries as desperately poor as Afghanistan, we can't set about systematically destroying what infrastructure is left. Electricity grids and water purification plants are not legitimate targets.

We can bomb government buildings, which will probably be empty. And maybe if the bombing is spectacular and the pilots heroic, that symbolic action will allow us to get on with what really has to be done. Terrorist states have to be isolated, ostracized and embargoed; their borders closed; their secret organizations penetrated; their ideological justifications everywhere rejected. The greatest danger right now is that having done sufficient damage -- somewhere -- we will edge away from these tasks and the commitment of resources necessary to defeat terrorism. We should pursue the metaphorical war; hold back on the real thing.

15) HERBERT, Bob, « In America ; A Look In the Mirror », *The New York Times*, 17 septembre 2001, page 15

What would you think if you looked into a mirror and saw nothing? If your very self had vanished? In Washington the nation's leaders are preparing for a war against an enemy that is as elusive as it is brutal. In downtown Manhattan, where the music of sorrow is as much a part of the air as the lingering smoke and ash from the vanished towers, workers continue their search of the ruins, collecting the dead and hoping for a miracle of survival.

And it is there, amid and around the ruins, in the grimy and often tear-streaked yet resolute faces of tirelessly working men and women, that the quintessential greatness of the United States is to be found.

"I'll stay as long as they need me," said one volunteer, a mental health counselor named Luis Lopez. Thousands rallied in response to the tragedy, including the firefighters who were among the first to arrive and who perished by the hundreds. And in that immediate, courageous, cooperative and compassionate response is embodied the very meaning of a great and free nation. On its best days, that is the face America turns to the mirror.

But in the rage that inevitably follows a murderous attack, there is a need to be wary of other, less noble responses. Americans are understandably eager for revenge. But a blind rage that snuffs out the lives of innocents with even more efficiency than the attacks on the World Trade Center and the Pentagon would only shame this nation and would not make it any more secure.

The president has made it clear that the U.S. will wage a sustained war against terrorists and those who harbor them. But there is a difference between spectacular bombing campaigns that generate applause from Americans watching on television and the creative, complex, intensely cooperative and unconventional types of warfare that might actually be effective against terrorists who slither from nation to nation like rats spreading a deadly plague.

The terrorists themselves, as Defense Secretary Donald Rumsfeld acknowledged, "don't have things to blow up."

As we consider the overwhelming force that could soon be launched, we need to keep in mind who the enemy really is.

The same goes for the individuals far from the corridors of government power who have been lashing out at people who are -- or appear to be -- of Middle Eastern descent.

"I know just what to do with these Arab people," said Phil Beckwith, a 63-year-old resident of Fremont County, Wyo. "We have to find them, kill them, wrap them in a pigskin and bury them. That way they will never go to heaven."

In Mesa, Ariz., in what appeared to be an attempt at revenge for the Trade Center attack, an unidentified assailant shot and killed a man who had moved to the U.S. from India 10 years ago. Other reports of physical and verbal harassment of people believed to be Middle Eastern are coming in from all parts of the country, including reports of firebombings and the cruel harassment of schoolchildren.

The bad behavior is coming from those who have suffered least. The greatest concentration of suffering during this past hideous week has been in lower Manhattan and its surroundings. You cannot stand near that scene for any length of time without experiencing the silent scream of all those who died and all those who loved them. And yet that is where we have exhibited the very best of ourselves. Terrorism can be fought globally and locally in ways that do not diminish us as a nation, that do not make us afraid to look into the mirror, that do not lower us to the level of the murderous zealots who reduced so much of lower Manhattan to ruins. Everything we need to know about how to behave in this crisis can be learned by watching the people who are at the epicenter of the horror.

The terrorists may have altered the New York City skyline, but they should not be allowed to alter the spirit and character of the American people.

Plutarch said, "Good fortune will elevate even petty minds, and give them the appearance of a certain greatness and stateliness, as from their high place they look down upon the world; but the truly noble and resolved spirit raises itself, and becomes more conspicuous in times of disaster and ill fortune."

16) Auteur inconnu, « The leader we need», *The New York Post*, 21 septembre 2001, page 52

President Bush got it dead right last night in more ways than one.

Standing tall before the nation's assembled leadership - and on global television - the president introduced Gov. Pataki and Mayor Giuliani: "As a symbol of America's resolve, my administration will work with . . . these two leaders to show the world that we will rebuild New York City."

The applause was thunderous - for the whole world knows what the pair has done over the past 10 days.

Especially Giuliani.

But while Pataki has more than a year left in his second term, Giuliani, as things stand, has only weeks remaining in his.

This needs to change.

New York remains a city in shock.

Recovery will come - but more than anything else right now, New York needs continuity of leadership.

Nobody is saying so out loud, in public - not yet. But behind the scenes, leaders of commerce, of politics, of government are asking - indeed, demanding - that the mayoralty not be handed to a man who doesn't enjoy the full confidence of the city, the nation and the world.

Mayor Giuliani needs to stay on.

Giuliani, whose inspired leadership has carried all New Yorkers through these dark days, is the man who can bring New York's recovery to the next level.

He's the man New Yorkers trust. No one really doubts that - but for further proof, just read the letters on the opposite page; they are among thousands e-mailed to *The Post* over the past week.

That's why Pataki and the state Legislature need to postpone next week's primary election, and then change the law so that Giuliani can remain in office.

Not for another four-year term.

Maybe not even for another year.

But long enough to build a framework for recovery, to build a structure within which a duly elected successor can finish the city's comeback.

And it is not just Giuliani who needs to be kept on.

Comptroller Alan Hevesi; Public Advocate Mark Green; Bronx Borough President Fernando Ferrer and City Council Speaker Peter Vallone each has a role to play in bringing the city back.

Then - and only then - will it be time for the political clock to begin ticking.

Then, the six men who would be mayor can pick up where they left off.

An extraordinary action?

Certainly. New Yorkers have twice approved the term limits that are forcing Giuliani and every other senior elected official of significance in municipal government from office.

To thwart the will of the people - or so the argument goes - would be to hand the terrorists an unwarranted victory.

But postponing the coming election - for three months, or six, or 12 - wouldn't thwart anything. It would just be recognizing the size of the task at hand.

The Giuliani team has performed magnificently.

But soon the immediate crisis will pass - with much profoundly important work still to be done.

This is no time for on-the-job mayoral training.

More and more, New Yorkers are making clear that they want Giuliani to stay on. And the business community - whose future investment in this town is key to its economic survival - wants Giuliani to stay on.

This goes beyond chairing a commission tasked with overseeing the recovery, as some suggest. This is about continuity of leadership - and the case for his continued mayoralty is overwhelming.

Rebuilding lower Manhattan is far more than a construction task:

- * It means dealing with the profound budget difficulties engendered by the attack.

- * It means rebuilding the city's public-safety structure - especially the fire department, shattered by the loss of hundreds of members and its top-echelon commanders.

- * It means convincing workers and companies who are considering fleeing the city for the suburbs that they'd be far wiser to reinvest in New York's future.

- * It means convincing understandably frightened tourists, who provide a large chunk of the city's revenue base, that New York is still a safe place to visit.

- * And it means convincing Congress that the tens of billions of government dollars soon to be pumped into the recovery effort will be spent wisely and prudently - without waste, fraud and cost overruns.

And then seeing to it that the job gets done.

So the case for keeping Rudy on is not only convincing - it's compelling.

What of the election? Can it be postponed, legally?

Yes.

The process is not only constitutional, but far easier than you might expect.

The city is, constitutionally, a political subdivision of the state. In the mid '70s, as the city teetered on the edge of bankruptcy, Albany imposed a new fiscal order on the city.

All the pain of the subsequent state and federal bailout of the city - the thousands of cops and teachers laid off; the programs cut; the loss of control of the courts and the City University - was dictated to City Hall.

Yet nobody challenged Albany's power, in no small measure because nobody questioned the severity of the crisis.

Just last week, Pataki and the Legislature postponed the city primaries that were under way when the World Trade Center was attacked - and then rescheduled the vote.

Now they can do what's necessary to see the city through this crisis.

The issue can be stated this simply:

New York needs a proven leader, a man who enjoys the confidence not only of his fellow citizens - but of the rest of the world as well.

The world of finance, and industry, and communications - the industries that call New York home, and that now are looking to Pataki, state Senate Majority Leader Joe Bruno and Assembly Speaker Sheldon Silver to summon the courage needed to do what needs to be done.

To keep Rudy Giuliani on the job.

Again, only for as long as it takes to get the job done.

But not for one day less.

17) Auteur inconnu, « Radical islam's war on the West», *The New York Post*, 12 septembre 2001, page 58

Who is responsible for yesterday's carnage?

That's no great mystery.

The world has long known the sources of this cancer. The world knows exactly where it breeds and festers.

It is in places like Afghanistan, which harbors terrorist-in-chief Osama bin Laden. And in Iran, which actively sponsors terrorism throughout the world.

They are also supported, to varying extents, by countries like Yemen, Sudan - even Saudi Arabia, America's ostensible ally.

These places are clearly on the side of America's enemy. In many respects, they are the enemy.

There resides in such nations a hatred of the West rooted in a perverted religious ideology - specifically, radical Islamic fundamentalism - and animated by spirit of jihad, or holy war.

The goal? The annihilation of Western culture and its replacement with their brand of Islam.

The means: Violence, intimidation, devastation - until world domination is complete.

It is war against freedom, against democracy, against a way of life that has brought happiness and prosperity to hundreds of millions (a fact that, in and of itself, must grate on the radical fundamentalists, whose own environs are mired in poverty and misery).

The footwork - from the intelligence-gathering to the suicide attacks themselves - is done by client groups, like Islamic Jihad and Hezbollah in the Middle East and bin Laden's network of terror, Al-Qaeda.

And it manifests in the form of suicide bombings in Israeli pizza parlors and nightclubs, attacks on American embassies and military outposts, like U.S. installations in Saudi Arabia and USS Cole.

And now at the World Trade Center and the Pentagon.

Now America understands better what Israel - a rock-solid friend - has been suffering for so long now. Yesterday, Palestinians were again dancing in the streets, rejoicing over the deaths of Westerners - namely, Americans - just as they had cheered on Iraq's Saddam Hussein in his war with the West 10-plus years ago.

Why do they cheer?

This is not so much a "friend of my enemy is my-enemy" sensibility at it is a reflection of an anti-Western enmity that has festered for decades in the Mideast.

And elsewhere.

For a long time, it was suppressed - first by the World War II, and then by the Cold War.

Now the artificial restraints have disappeared, and ethnic warfare has broken out all over.

In the Philippines; in the Indonesian archipeligo; in Southwest Asia; in Afganistan and much of the former Soviet Union - and, of course, in the Mideast.

And now in New York and Washington.

This is not an indictment of Islam - one of the world's great religions.

But it is very much meant to charge radical Islamic fundamentalism with waging war against Western culture - first and foremost, against Western notions of democracy.

Clearly yesterday's attacks were intended to raise the price of U.S. support for Israel to unacceptable levels.

But the United States and Israel are in this together - as are the rest of the Western democracies.

The sooner that's understood, the better.

18) Auteur inconnu, « To total victory », *The New York Post*, 21 septembre 2001, page 9

President Bush went before the world last night and left not the faintest doubt about where America is heading.

To war.

"To total victory," as the president said.

"Our war on terror begins with al-Qaida, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated," Bush said.

"I will not yield. I will not rest. I will not relent in waging this struggle for the freedom and security of the American people."

It was Bush at his finest.

Representing America, at its finest.

Indeed, the president's address last night was on a par with President Roosevelt's, after Pearl Harbor.

Or any of Winston Churchill's, during Britain's hours of grave peril.

For the stakes are the same: This fight is, as Bush suggested, a fight for the future of civilization.

And Bush promised to take it to the limit.

"We will pursue nations that provide aid or safe haven to terrorism," Bush said.

"Every nation, in every region, now has a decision to make: Either you are with us, or you are with the terrorists.

"From this day forward, any nation that continues to harbor or support terrorism will be regarded by the United States as a hostile enemy."

They'd better be digging foxholes in Damascus, Baghdad and Tehran today.

Bush gave Americans confidence that the enormous harm done to them in the vicious attacks last week will not go unanswered.

And that the threat will be snuffed out.

Now, of course, his challenge is to make good on those promises.

It won't be easy.

Americans must understand the reality of the coming military effort.

It won't be, as Bush made clear, a video game.

Ten years ago, Operation Desert Storm was stunningly successful. Much too much so, in one critical respect.

Yes, it ended the "post-Vietnam syndrome" - the fear of engaging American military might in any far-off lands.

But to Americans at home in their living rooms, it looked like a video game.

It was, after all, mainly a technology-driven air war that bombed Saddam Hussein's elite Republican Guard into submission. Ground troops only went in afterward to secure victory.

The relative ease of that triumph gave the mistaken impression that all such wars could and should be waged on a similar basis - from a distance and without the commitment of ground troops.

Significantly, it created the conceit that wars can be waged without any American casualties.

But this war will be different.

"It may include dramatic strikes, visible on television," Bush said, "and covert operations, secret even in success."

Wars, like the one Bush hinted at last night, that entail a commitment to total - repeat, total - victory will have casualties. On all sides.

The key will be to limit America's losses without shying away from the task at hand. The American people can be made to understand this.

And they certainly realize, now more than ever, the casualties they will suffer at terrorism's hands if they fail to act.

This is not going to be a "surgical strike" air war won just by dropping bombs from 15,000 feet, and launching cruise missiles from miles away.

It will mean muddy boots on the ground.

And body bags.

Collateral damage is very likely.

Abroad, for sure.

And maybe here at home.

America is tough enough to handle that bitter truth; anyway, the stakes are too high to do otherwise.

"I have a message for our military," said the president last night. "Be ready. The hour is coming when America will act - and you will make us proud."

Indeed they will.

19) BRODSKY, Adam, « The right, alas, was right », *The New York Post*, 14 septembre 2001, page 59

It would be downright wrong for the right to brag it was right. This is hardly a time for "we told you so."

But, understandably, conservatives - particularly, terrorism hawks - are miffed that America failed to heed their warnings.

"It is now painfully obvious that the October attack on USS Cole, which killed 17 U.S. sailors, will go unanswered," The Post's editorial page wrote last month. "The terrorists responsible will be allowed to walk free - free to strike again.

"Which, of course, you can bet they'll do the second America lets down its guard."

There is no point in The Post's gloating about its prediction; such warnings have been issued for two decades.

But that's what makes it all the more frustrating. It needn't have taken a catastrophe like Tuesday's to have woken up the country.

In the beginning, when the newly empowered mullahs in Iran kidnapped Americans in Tehran, kicking off a new age in terror, insufficient concern for this issue could be excused. Then, no one knew what the West was in for. And there was another villain to worry about: the Soviet Union.

But over time, the attacks mounted. And after each one, the hawks railed about the need to respond - politically, militarily, forcefully.

The result was meek. In 1996, Congress passed the Anti-Terrorism Act. But when people like Steven Flatow - whose daughter Alissa was blown up by Iranian-backed thugs - sought, under that law, to collect on a court judgment against Iran, the Clinton folks fought them.

Even if applied rigorously, the law would have meant little, compared to what other steps could have done.

* America could have held Iran accountable, not just for the deaths of people like Alissa Flatow, but for attacks on USS Cole and its sponsorship of Hezbollah and the Islamic Jihad in Israel.

* Rather than regard terrorism as a matter for government gumshoes and prosecutors, America could have engaged - and financed - the military in the cause.

Even the Bush administration shares blame: It's urged "restraint" by Israel, as a way to respond to terror there.

No wonder the thugs felt encouraged.

Lately, the right has enjoyed vindication in several areas. Americans elected Ronald Reagan, whose approach to the Soviets helped end the Cold War. They enacted welfare reform, which put millions back on the road to self-sufficiency. In New York, a tough-on-crime approach and low taxes - both tenets of the right - helped reverse decades of decline.

But these were cases where conservative positions won the day - and, happily, proved to be the right course.

This time, America failed to heed those on the right.

This time, it would have been better if the right were wrong.

20) SCHUMER, Charles, « 'They hate us for our freedom' », *The New York Post*, 13 septembre 2001, page 58

WHEN something this cataclysmic occurs, one's mind works at many, many different levels.

As a New Yorker, our city is just a beautiful city. We bring in people from all over the world. We have for 300 years. And in one generation we change them into Americans, and they sally forth around the country, adding vim and vigor and new ideas. And that function of New York will never die. We love being an international city. And we feel the loss of life as a whole, as a city.

As an American, make no mistake about it, today we woke up in a new America; a new world. It's a new era. There are forces who are against us, and they are in many corners of the world.

They hate us for our freedom. They are against the very progress that we have made. They want to turn the clock all the way back to the middle ages.

In the past, there have always been backward forces, but technology has given these groups the power to affect our lives in ways we never imagined before.

Yes, this was a 21st century Pearl Harbor. A little different because these new enemies aim at civilians, because they know our military is too strong. They are, at their core, cowards and bullies.

And I would just say three things in that regard: First: We are a resilient nation. We don't take anything on our knees. We're not going to take this. I assure the enemies of America, the enemies of freedom, the enemies of progress, of that.

Second, we must keep our freedoms as we do this. To constrict ourselves so would give them the victory. And we must - we must - keep them, our freedoms we cherish, intact.

And third, I would say this to all Americans: Let us not respond in a way that is unseemly of America. There are millions of Muslims and Arab-Americans in America. They have different views than I do on the Middle East - staunchly different views. But they are not for this. Let us go after those who advocate terrorism and destruction, but not after a whole people or nationality or region.

Finally, thinking as a world citizen, we are in a new world - interconnected but often nasty. The technology that has given us so much in the last 20 years has given these small groups of hate, the ability to cause huge, huge damage. But if we stay as resolute as we did after Pearl Harbor, we will win this war.

As somebody involved in anti-terrorism, I have seen our nation's level of concern wax and wane after each instance. Three months, six months of attention, and then business as usual. We cannot go back to business as usual.

We will not win this war against those who seek to destroy our very way of life in a day or in a month or even a year. It's going to take several years. But if we are resolute, we will succeed. And they have their weaknesses and their pressure points.

I was glad the president said we will not only go after the terrorists, but those who harbor and support terrorism. This could not have been done without some help from countries. These are countries that aid terrorists.

We know who they are. They're on the terrorism list. They should not remain immune from what happened. In fact, they are the weak pressure point of the groups who seek to hurt us and destroy us. And we have to do one other thing. We have to have our European allies know that this finger is not just pointed at us, but at them. And this idea that for short-term economic advantage they can and continue to have strong economic relations with countries that help and abet and harbor terrorists must go out the window.

I was proud to speak to the president yesterday, and I assured him something, and I think I was speaking for all of us: Partisanship divisions are out the window when it comes to this. He will be our leader. He will come up with a plan. We will have advice and offer suggestions. But once that plan is formulated, we will unite.

This is a long struggle, my colleagues. It is not an easy struggle. But because of our freedom, because of our American way of life, we will prevail.

21) ATTALI, Jacques, « Mission essentielle », *L'Express*, numéro 2619, 13 septembre 2001, page 21

Au moment où les troupes de l'Otan s'efforcent de rassembler toutes les armes de guerre détenues par les rebelles albanais en Macédoine, dans le plus récent avatar d'un conflit islamo-chrétien commencé dans les Balkans il y a dix siècles, voici qu'en France des armes venues de cette région tombent entre les mains des petits caïds. La simultanéité n'est pas fortuite.

Les prochaines guerres, en Occident au moins, n'opposeront pas des armées sur des champs de bataille, mais elles seront, si l'on n'y prend garde, des guérillas entre peuples mêlés refusant de vivre ensemble. Elles opposeront riches et pauvres, citadins des quartiers aisés et ceux des « cités », Islam et Occident chrétien.

Pour l'instant, la France est mieux protégée que la plupart des grands pays contre cette évolution. Elle n'est pas encore une mosaïque de communautés juxtaposées menacée de basculer, comme le Royaume-Uni, dans les conflits ethniques, ou, comme les Etats-Unis, dans une généralisation du gangstérisme. L'échec de ces modèles démontre d'ailleurs que la répression n'est pas une solution : chez les Britanniques, la militarisation de la sécurité n'a pas ralenti la progression des conflits opposant catholiques et protestants, anglicans et musulmans ou Asiatiques ; chez les Américains, le fait que plus du tiers des jeunes Noirs de moins de 29 ans soit aujourd'hui en prison ou sous contrôle judiciaire et que la peine de mort soit appliquée à la chaîne n'a pas empêché l'insécurité de gagner les quartiers les plus aisés.

En France, si l'évolution continue, on risque d'assister à la montée à la fois du banditisme et des revendications ethniques. Les unes servant de prétexte à l'autre. L'urgence est donc triple :

-Donner à tous un délai, par exemple d'un mois, pour rendre anonymement armes et drogues détenues illégalement. Et accorder une amnistie à ceux qui le feront.

-Punir sévèrement tous les meneurs entraînant dans des dérives tragique des jeunes à la recherche de modèles à imiter.

-Intégrer les autres jeunes en difficulté dans la société, en leur fournissant une formation, du travail et, avant tout, de la considération. Et, pour cela, ne pas se fier seulement aux structures administratives, mais s'appuyer principalement sur les structures familiales, souvent débordées, presque toujours magnifiques, et sur les associations de quartier, souvent désespérées, presque toujours efficace. Cela

devrait permettre de bénéficier du dynamisme et de la créativité des meilleurs au plus haut niveau de l'Etat et pas seulement à celui du sport : combien de Français issus des « cités » sont-ils aujourd'hui dans la police, la justice, au Parlement, au gouvernement ?

Le choix n'est pas de savoir quelle politique coûtera le moins cher. Mais si, après avoir dépensé beaucoup d'argent, on aura un champ de ruines ou une moisson de fleurs. Si l'on pourchasse, enferme, exclut, la moisson sera tragique. Elle sera au contraire formidable si nous savons aider ces jeunes à devenir des citoyens heureux, utiles à leur pays, le leur comme le nôtre.

22) ATTALI, Jacques, « Détourner, retourner », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 19

Toute la stratégie du terrorisme moderne vise à retourner la force du maître contre lui. Les terroristes n'ont pas cherché à poser les avions détournés sur un aéroport quelconque, mais à les retourner comme des armes contre leur propriétaire. Voici venu le temps des « retourneurs ». Ce sont d'anciens élèves de la CIA qui dirigent ces réseaux, c'est l'argent des Etats-Unis et des alliés qui leur a permis de prospérer. Ce sont les orgueilleux gratte-ciel de New York qui ont servi de pièges aux victimes. C'est Internet, dans sa dimension la plus commerciale, qui véhicule en contrebande les messages des assassins. Plus généralement, ce sont les technologies et les moyens de la puissance civile de l'Occident qui menacent maintenant d'être retournés contre lui. Jusqu'à la mort elle-même, devenue une arme pour tuer.

C'est vieux comme le monde : les faibles ont toujours les armes des forts, les maîtres ont toujours reçu comme des boomerangs leurs propres armes. Dans la Bible, Moïse détourne la magie des prêtres égyptiens pour frapper le pharaon. Et les arts martiaux japonais en ont fait leur philosophie depuis des millénaires. Demain, peut-être, ces terroristes détourneront et retourneront contre nous nos réseaux d'eau, d'électricité, nos centrales nucléaires, nos systèmes téléphoniques et informatiques, nos marchés financiers, notre chimie, notre pharmacie, notre biologie, notre génétique : nos moyens sont si puissants qu'ils peuvent fournir à l'infini des armes aux « retourneurs ».

Face à de telles stratégies, il est illusoire d'espérer gagner par le seul jeu d'une force supérieure : elle sera toujours récupérée pour nourrir la vengeance du faible. Un boxeur ne bat jamais un judoka, à moins de sortir une arme à feu. L'URSS a disparu pour avoir tenté de mener une telle stratégie en Afghanistan et en Europe centrale. Si l'Occident fait de même, en se lançant dans des représailles aveugles, il sera acculé, par l'engrenage des contre-représailles, à utiliser ses armes les plus suicidaires. On débouchera alors sur la guerre entre civilisations, dont rêvent les plus stratèges des « retourneurs ».

La seule réponse efficace consisterait à retourner contre eux ce qu'ils croient être leurs points forts : la colère des désespérés et la ferveur de l'Islam. C'est du retournement de ces deux énergies que dépend l'issue de la bataille. Elle n'est pas impossible à gagner. La plupart des autorités religieuses et politiques du Sud se sont désolidarisés de ces actes. Elles savent que, dans une guerre aveugle, leurs peuples seraient les premières victimes des prochaines balles perdues. Elles savent aussi que le progrès servirait mieux leurs intérêts que la violence suicidaire. Elles savent enfin que les intégrismes sont les premiers ennemis des faibles.

Pour qu'ils s'engagent vraiment dans la bataille, il faudra fournir aux hommes (et surtout aux femmes) de ces mondes les moyens de gagner la guerre contre la misère et l'ignorance. C'est beaucoup plus difficile que de bombarder quelques camps d'entraînements.

23) GUETTA, Bernard, « Midi dans le siècle », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 23

Il y a, derrière toute guerre, une paix à bâtir. Guerre il y a et nous en sommes, nous Européens, partie prenante, car la barbarie n'a jamais rien porté d'autre qu'elle-même. L'Histoire le dit. Les hommes capables de vouloir mettre la planète à feu et à sang n'incarnent jamais le progrès. Partout où ils ont triomphé, en tout siècle et sur tout continent, ils n'ont apporté que la mort, plus de misère et de sang, ils ont ouvert le goulag sur les débris du tsarisme, inventé Auschwitz pour venger Versailles, tenté de précipiter, maintenant, un choc frontal entre l'Islam et l'Occident.

Avec la paix en vue

Il faut faire la guerre à ces hommes, à ce terrorisme mortifère, mais c'est avec la paix en vue, pour la refonder dans le monde d'aujourd'hui, qu'il faut mener bataille. Attention! Le 11 septembre 2001,

Manhattan en flammes, l'Amérique frappée au cœur, c'était l'été 1914, quand toutes les frustrations d'un siècle passé s'accumulaient sur un siècle naissant. Tout a changé depuis, mais, comme alors, une bombe à retardement s'enclenche, mille fois plus terrifiante encore.

Avant Manhattan, il y avait eu Durban. C'était en Afrique du Sud, au début du mois. A cette Conférence contre le racisme organisée par l'ONU, tous les ressentiments de l'hémisphère pauvre s'étaient coalisés dans une haine de l'Occident, de l'Amérique, de l'Europe et d'Israël. Le racisme, ce déni d'humanité, n'y était plus le rejet de l'autre pour sa couleur, sa caste ou sa religion.

C'était, tout à la fois, la fracture sociale entre Nord et Sud, l'esclavage et ses plaies purulentes, la puissance européenne et l'hyperpuissance américaine, les diktats de la Banque mondiale et du FMI. L'Afrique exigeait réparation pour ses générations perdues. Les Palestiniens poussaient leur cause. Les Africains s'identifiaient à elle. Les gouvernements arabes attisaient le feu pour faire oublier leurs inégalités, leur corruption, l'abîme entre les Etats pétroliers et les autres.

Une rage aveuglait cette conférence, mais, si fous et odieux qu'aient été ses délires, ils avaient des causes. Du Nord, nous imposons au Sud des recettes économiques que nous aurions refusées quand il s'agissait de nous reconstruire, quand nous recourions pour cela, non pas à tort mais à raison, au dirigisme, aux déficits budgétaires et à l'inflation. Au Nord, l'assurance-maladie rembourse des traitements qui coûteraient, au Sud, plusieurs vies de travail. Nous avons, au Nord, dignité et liberté quand le Sud ne les connaît pas.

Le Nord n'en est pas seul responsable. Loin de là. Quoi qu'on en ait dit à Durban, quoi que veuillent faire accroire les commanditaires de Manhattan, le Nord n'est pas le mal, le Sud n'est pas le bien.

L'Histoire et chacun des deux hémisphères ont leur part à cette injustice, mais, quand bien même n'y aurait-il rien à reprocher au Nord, une telle inégalité n'est plus tenable.

Elle ne sera plus tolérée, ne peut plus l'être, dans un monde dont la réduction des distances a fait un village transparent, gueux et nantis mêlés par les échanges et la télévision. Cette équité sociale qui a mis tant de temps à progresser au Nord, le monde globalisé ne peut plus longtemps l'attendre sans risquer une guerre de cent ans.

Rien n'oblige à un choc entre l'islam et la chrétienté. Rien, sauf si l'Occident restait sourd à l'injustice de ce monde

Rien n'oblige à un affrontement entre le Nord et le Sud, à une guerre entre l'islam et la chrétienté – à ce qui serait la victoire de ces trop réels Docteur No. Rien n'y oblige, sauf si nous ne savions pas voir le monde tel qu'il est, sauf si la raison nous abandonnait et que nous proclamions, comme ces barbares, le combat «du bien contre le mal».

Vendredi 14 septembre, George Bush s'y est laissé aller. Pis encore, il a parlé de «croisade». Ce fut la fausse note de ces jours de deuil, une seule fausse note mais grave, inquiétante, car le champ de bataille appelle cette facilité. Attention! Ces terroristes sont le mal mais sommes-nous le bien?

Poser la question, c'est y répondre. Céder au manichéisme, c'est susciter ce qu'il faut éviter, ce «choc des civilisations» qui les engloutirait toutes et nous tous avec, chrétiens, juifs et musulmans. C'est à cette guerre qu'il faut faire la guerre. Alors, si l'Amérique le comprend, si elle ne veut pas devenir un palais d'Hiver à prendre par d'autres bolcheviques, elle doit réaliser que son hyperpuissance est aussi dangereuse pour elle que pour le reste de la planète, accepter la responsabilisation des continents et traiter l'Europe en égale. Ce n'est pas fait.

Si l'Occident ne veut pas devenir une forteresse assiégée, il ne doit plus confondre l'exigence démocratique et les potions libérales. S'il ne veut pas devoir, militarisation oblige, répudier la démocratie qui fait sa force, il doit se souvenir que l'harmonie sociale est le premier facteur de croissance, à l'échelle mondiale comme à celle des nations, comparer les prix de la guerre et du développement, investir dans la paix pour ne pas se ruiner en obus. On n'y est pas.

Si l'Europe, enfin, veut contribuer à ce ressaisissement, elle doit s'unir, s'unir vraiment et vite, pour jeter les bases d'une démocratie mondiale et défendre son modèle social, celui dont ce siècle a besoin. Le temps presse.

Il n'est pas encore minuit. Il est midi.

24) LENOIR, Noëlle, « Refonder la Charte de l'ONU », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 31

Le XXe siècle a connu la barbarie érigée en dogme politique. Notre siècle débute par l'expérience de l'inhumanité de ce nouveau fascisme qu'est le terrorisme sous sa forme la plus hideuse: des êtres

déshumanisés et transformés, à l'instigation de paranoïaques ivres de pouvoir et de haine vengeresse, en machines à tuer des populations entières afin d'atteindre le centre névralgique de la plus grande démocratie. Ne nous leurrions pas: ces actes sont le fait non d'individus isolés et incontrôlables, mais d'organisations meurtrières adossées à des Etats. Dès sa première intervention du 11 septembre, George W. Bush a déclaré qu'il n'y avait pas de différence à faire entre ces terroristes et les Etats qui les hébergent. Cela augure-t-il d'un changement dans les conceptions d'un droit international jusqu'à présent impuissant, car ayant choisi d'occulter la culpabilité des Etats refuges du terrorisme? Ce serait souhaitable.

Toutes les mesures nécessaires

En effet, si, avec la Charte des Nations unies, on essaie de bâtir depuis 1945 une communauté fondée sur le droit au lieu de la violence, et s'il existe une prolifération de conventions et de déclarations internationales pour combattre la piraterie aérienne, la prise d'otages, ou plus généralement le terrorisme, la lutte contre ce dernier passe peu par le droit. La société internationale en prend acte en approuvant tacitement les représailles à l'encontre des Etats jugés complices des mouvements terroristes sur leur sol, notamment par des raids punitifs pourtant contraires à l'interdiction de se faire justice soi-même. A présent, le recours inédit et opportun à l'article 5 du traité de l'Otan remédie en la forme à cette situation. En qualifiant les crimes terroristes d'attaque armée, les membres de l'organisation se reconnaissent le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris en usant de la force, au rétablissement de la sécurité.

Mais, du même coup, est mise en lumière la vanité d'une recherche de solutions juridiques face à un terrorisme qui atteint l'ensemble de la communauté internationale. Une piste a été ouverte à l'initiative de la France avec l'adoption, fin 1999, de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (non encore entrée en vigueur). L'Europe va se doter enfin d'un parquet européen. Mais ces réponses sont loin d'être à la hauteur du défi adressé aujourd'hui aux démocraties dans le monde. Il faut passer au niveau supérieur, en concrétisant les systèmes internationaux d'enquête platoniquement prévus depuis des années, et instituer un droit de suite véritable fondé sur la coopération obligée des Etats coupables de «recel» ou de «complicité de recel» de terroristes. Pourquoi ne pas étendre, en outre, à la répression pénale internationale les vieux principes de la responsabilité civile qui amènent à condamner l'Etat n'ayant pas déployé la diligence requise pour éviter des dommages? Nous voici face à une situation de rupture. Elle appelle une refondation de la Charte des Nations unies sur une base plus volontaire et impérative à la fois. Il n'est plus supportable de voir des Etats se réclamer des grands principes de cette charte tout en accordant asile physique ou refuge financier au terrorisme international.

25) ALLEGRE, Claude, « Le primat du politique », *L'Express*, numéro 2620, 20 septembre 2001, page 35

Horreur, révolte, solidarité, incrédulité, horreur encore. Les sentiments, les sensations se bousculent, tant les actes odieux commis le 11 septembre aux Etats-Unis nous paraissent sortir d'un film d'épouvante. Le plus puissant pays du monde, le plus prospère, qui domine le monde comme aucune autre puissance dans l'Histoire, a été frappé dans son cœur, New York, et dans son cerveau, Washington. Un scénario inimaginable, dont il faut essayer de tirer les conclusions dans le calme avec, avec sang-froid.

Ces actes terroristes rendent d'abord ridicules la *Star War* de Ronald Reagan hier et le bouclier antimissiles de Bush aujourd'hui. Outre le caractère technologiquement illusoire de ce bouclier, l'idée paraît désormais absurde. Sur le plan militaire, la meilleure défense des Etats-Unis est, comme pour la France, la dissuasion nucléaire. Attaquer les Etats-Unis à visage découvert (et à l'ère spatiale un missile ne peut se cacher, d'où qu'il vienne !), c'est programmer son propre anéantissement – pour n'importe quel pays de la planète ! Toute personne lucide sait que personne ne peut attaquer les Etats-Unis de front. L'un des rares scénarios possibles est celui imaginé le 11 septembre. Les criminels auraient pu penser aussi à la contamination de l'eau potable d'une grande ville américaine par un poison ou à une bombe atomique chargée sur un Chris-Craft lancé par une nuit de brouillard sur New York ou Boston.

L'archaïsme du lobbying du complexe militaro-industriel américain pour développer des systèmes spectaculaires chers et inefficaces a donc affaibli la défense de l'Amérique, qui s'est totalement trompée de stratégie. L'argent aurait pu être utilisé plus efficacement ailleurs.

Avec la dissuasion nucléaire, la seule autre défense des Etats-Unis est politique. Le plus puissant pays du monde doit être présent sur la scène internationale en permanence. Il l'est déjà, certes, mais il doit adopter une stratégie toute différente. Il se fourvoie en voulant être le gendarme du monde ou en cherchant à imposer l'*American way of life*. Les Etats-Unis doivent être les grands frères de tous les pays du monde, pas leur père sévère ou fouettard. Tâche difficile, il est vrai, qui demande du doigté, de la psychologie et beaucoup de talent diplomatique. Je ne prêche pas un « yaka », mais je souligne, je crois, la seule voie possible.

On peut penser que les Etats-Unis devraient associer davantage leurs alliés, en particulier l'Union européenne, à leurs actions internationales à travers de véritables partenariats. A vouloir à tout prix le leadership le plus visible, ils en paient le prix - terrible. L'Amérique doit désormais apporter le même soin à sa politique internationale qu'à sa politique intérieure. L'idée qu'on est l'arche de Noé ne suffit plus, ni pour les Etats-Unis ni pour le monde, car, à l'heure de la mondialisation, l'isolement n'existe pas. Les Américains doivent réfléchir sérieusement à cela.

La troisième donnée concerne bien sûr le Moyen-Orient. C'est là, en effet, que se situe la cause ultime de tout. Le Moyen-Orient est une tragédie depuis cinq mille ans. Les conflits qui l'ont agité emplissent la moitié des livres d'histoire, des cités sumériennes à la rivalité entre l'Egypte et les Hittites, des Assyriens et de Babylone à l'Empire perse, puis à l'arrivée des Grecs. L'Histoire nous démontre les difficultés la paix dans cette région. Elle nous enseigne que les courtes périodes de paix ont correspondu à des périodes d'expansion économique.

Nous ne mettrons pas fin à la violence avec des résolutions ou des engagements des leaders politiques seuls. Les peuples ne les suivent pas soit parce qu'ils se sentent dans l'insécurité, soit parce qu'ils vivent avec un sentiment d'injustice qui se transforme en désespérance. Lorsque la désespérance rencontre le fanatisme religieux naît la situation explosive que nous découvrons.

La seule solution raisonnable, je dis bien la seule, est celle proposée par Shimon Peres il y a dix ans : développer un marché commun du Moyen-Orient avec l'Egypte, Israël, la Palestine, la Jordanie, le Liban et peut-être la Syrie. Conçu comme celui de l'Europe, ce marché donnerait une perspective de développement à tous. Jérusalem, deviendrait le Bruxelles du Moyen-Orient. Tous ces Etats ont les ressources intellectuelles pour le mettre en place.

L'Union européenne, parce qu'elle est le symbole même de cette démarche – dépasser la guerre par le développement solidaire – et les Etats-Unis – parce qu'ils sont les « parrains » de la région – devraient, la main dans la main, à égalité, prendre l'initiative d'une conférence pour y parvenir. Voilà la seule voie pour mettre fin à une tuerie qui devient mondiale ! L'honneur mais aussi la sécurité du monde libre soit en jeu.

26) MORROW, Lance, « The Case for Rage and Retribution », *Time Magazine*, volume 158, numéro 12, 14 septembre 2001, page 50

For once, let's have no "grief counselors" standing by with banal consolations, as if the purpose, in the midst of all this, were merely to make everyone feel better as quickly as possible. We shouldn't feel better.

For once, let's have no fatuous rhetoric about "healing." Healing is inappropriate now, and dangerous. There will be time later for the tears of misfortune note.

A day cannot live in infamy without the nourishment of rage. Let's have rage. What's needed is a unified, unifying, Pearl Harbor sort of purple American fury—a ruthless indignation that doesn't leak away in a week or two, wandering off into Prozac-induced forgetfulness or into the next media sensation (O.J. ... Elián ... Chandra ...) or into a corruptly thoughtful relativism (as has happened in the recent past, when, for example, you might hear someone say, "Terrible what he did, of course, but, you know, the Unabomber does have a point, doesn't he, about modern technology?").

Let America explore the rich reciprocal possibilities of the fatwa. A policy of focused brutality does not come easily to a self-conscious, self-indulgent, contradictory, diverse, humane nation with a short attention span. America needs to relearn a lost discipline, self-confident relentlessness—and to relearn why human nature has equipped us all with a weapon (abhorred in decent peacetime societies) called hatred.

As the bodies are counted, into the thousands and thousands, hatred will not, I think, be a difficult emotion to summon. Is the medicine too strong? Call it, rather, a wholesome and intelligent enmity—the sort that impels even such a prosperous, messily tolerant organism as America to act. Anyone who

does not loathe the people who did these things, and the people who cheer them on, is too philosophical for decent company.

It's a practical matter, anyway. In war, enemies are enemies. You find them and put them out of business, on the sound principle that that's what they are trying to do to you. If what happened on Tuesday does not give Americans the political will needed to exterminate men like Osama bin Laden and those who conspire with them in evil mischief, then nothing ever will and we are in for a procession of black Tuesdays.

This was terrorism brought to near perfection as a dramatic form. Never has the evil business had such production values. Normally, the audience sees only the smoking aftermath—the blown-up embassy, the ruined barracks, the ship with a blackened hole at the waterline. This time the first plane striking the first tower acted as a shill. It alerted the media, brought cameras to the scene so that they might be set up to record the vivid surreal bloom of the second strike (“Am I seeing this?”), and then—could they be such engineering geniuses, so deft at demolition?—the catastrophic collapse of the two towers, one after the other, and a sequence of panic in the streets that might have been shot for a remake of *The War of the Worlds* or for Independence Day. Evil possesses an instinct for theater, which is why, in an era of gaudy and gifted media, evil may vastly magnify its damage by the power of horrific images.

It is important not to be transfixed. The police screamed to the people running from the towers, “Don't look back!”—a biblical warning against the power of the image. Terrorism is sometimes described (in a frustrated, oh-the-burdens-of-great-power tone of voice) as “asymmetrical warfare.” So what? Most of history is a pageant of asymmetries. It is mostly the asymmetries that cause history to happen—an obscure Schickelgruber nearly destroys Europe; a mere atom, artfully diddled, incinerates a city. Elegant perplexity puts too much emphasis on the “asymmetrical” side of the phrase and not enough on the fact that it is, indeed, real warfare. Asymmetry is a concept. War is, as we see, blood and death. It is not a bad idea to repeat a line from the 19th century French anarchist thinker Pierre-Joseph Proudhon: “The fecundity of the unexpected far exceeds the prudence of statesmen.” America, in the spasms of a few hours, became a changed country. It turned the corner, at last, out of the 1990s. The menu of American priorities was rearranged. The presidency of George W. Bush begins now. What seemed important a few days ago (in the media, at least) became instantly trivial. If Gary Condit is mentioned once in the next six months on cable television, I will be astonished.

During World War II, John Kennedy wrote home to his parents from the Pacific. He remarked that Americans are at their best during very good times or very bad times; the in-between periods, he thought, cause them trouble. I'm not sure that is true. Good times sometimes have a tendency to make Americans squalid. The worst times, as we see, separate the civilized of the world from the uncivilized. This is the moment of clarity. Let the civilized toughen up, and let the uncivilized take their chances in the game they started.

27) GIBBS, Nancy, « Mourning In America », *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, pages 26-29

In a week when everything seemed to happen for the first time ever, the candle became a weapon of war. Our enemies had turned the most familiar objects against us, turned shaving kits into holsters and airplanes into missiles and soccer coaches and newlyweds into involuntary suicide bombers. So while it was up to the President and his generals to plot the response, for the rest of us who are not soldiers and have no cruise missiles, we had candles, and we lit them on Friday night in an act of mourning, and an act of war.

That is because we are fighting not one enemy but two: one unseen, the other inside. Terror on this scale is meant to wreck the way we live our lives—make us flinch when a siren sounds, jump when a door slams and think twice before deciding whether we really have to take a plane. If we falter, they win, even if they never plant another bomb. So after the early helplessness—What can I do? I've already given blood—people started to realize that what they could do was exactly, as precisely as possible, whatever they would have done if all this hadn't happened.

That was the spirit building in New York and Washington and all across the country, faith and fear and resolve in a tight braid. Because the killers who hate us did the unthinkable, nothing is unthinkable now. A plume of grill smoke venting from a Manhattan steak house leads to the evacuation of midtown office towers. Does every unclaimed package tick? After the Pentagon was hit, generals

called their families and told them not to drink the water, it could be poisoned. Sales of guns and gas masks spiked. The NFL canceled its games for the first time ever; bomb scares emptied 90 sites on Thursday in New York City alone. People wore sneakers with their suits in case they had to fly fast down the stairs. Even after a swat team stormed a plane on the tarmac at Kennedy Airport to detain what it feared was the next wave of killers, no one had imagined this was over. It isn't. It may never be. We are on our way to a different place, and we will never hear the words of the songs the same way.

Oh Beautiful, for Patriots' dream,
that sees beyond the years
Thine Alabaster cities gleam
undimmed by human tears.

The rescue effort had not stopped, even as it grew more dangerous. Lower Manhattan was a sharp steel forest where volunteers and fire fighters dug around the clock without rest. Doctors at St. Vincent's Hospital told of the fire fighter who had to carry out the decapitated body of his captain. The search dogs were overwhelmed; there was just too much flesh to smell. One emerged with a torn, blackened teddy bear in its mouth. Rescuers found the bodies of airline passengers strapped in their seats, a flight attendant with her hands bound. Doctors at the triage stations grieved that there were not more survivors to treat. All they could do was wash the grit out of the rescuers' eyes. Every so often the Klaxon sounded, another fractured building about to faint. Medics had to keep moving the morgue. Even the rescuers had to be rescued from the hidden caves, the shifting rubble, the filthy air. When the rains came Thursday night the peril merely increased, as the ash turned to porridge and the fires hissed and spat.

The rest of the city was strangely quiet, missing something, like when you have a tooth pulled and keep feeling for the space with your tongue. The World Trade Center towers were so big they had their own zip code; will that number now be retired, like that of a baseball hero suddenly gone? Amid the cortege of families wandering from hospital to hospital—Have you seen my wife, she was six months pregnant, on the 94th floor?—one man had a postcard of the Twin Towers, with the message written: they are missing. I am looking for these two great brothers of New York. O God, our help in ages past our hope for years to come. Our shelter from the stormy blast and our eternal home...

At Washington National Cathedral on Friday, the Day of Remembrance, they sang these old hymns, the ones sung after wars broke out and Presidents died. There sat five Presidents and the generals and statesmen who came to hear lessons about mercy and justice, about the temptations of vengeance and the duties of leadership. Congress had become a coalition government; defense is not foreign policy anymore, it's domestic. President Bush declared a state of emergency and called up the reserves; Congress wrote a \$40 billion check. Soldiers at home and around the world were on high alert, and ready; 200 of their comrades had been burned and buried alive at the very command center of armed force. "This nation is peaceful, but fierce when stirred to anger," the President said. "This conflict was begun on the timing and terms of others. It will end in a way and at an hour of our choosing."

But it will also come in a way we still cannot imagine, because we are fighting an enemy we have never met. Suicide bombers are supposed to be 17-year-old zealots with nothing to live for but the hope of a martyr's welcome by 72 virgins in paradise. These men, the FBI reveals, lived middle-class lives, had degrees and jobs and wives and kids and a willingness to leave them all to kill us. Among the casualties last week was our sweet certainty that anyone lucky enough to be able to live in America, share its vices and freedoms and gifts, surely would not want to destroy it.

Colin Powell, the wartime general, was back out front, pulling together the support of allies in both the hunt and the fight and letting others know that from this point on, if you do not act as our friend, we will consider you our enemy. Bush and Powell didn't have to work hard to mount a coalition, though, because the bombers had done the job so effectively. As many as 500 Britons are feared to have died in the World Trade Center, along with Colombians, Canadians, Australians, Japanese, Egyptians and countless others; the terrorists had unified their opponents in an instant. The band played the U.S. national anthem during the changing of the guard at Buckingham Palace. Dublin's shops closed for a day of mourning, and Canadian stores sold out of American flags. We are all Americans, was the headline in *Le Monde*.

For those near ground zero, trying to reach stable ground felt like climbing out of a sand trap; a couple of steps up the slope, then back down again at the sound of some child talking about her missing

daddy, a fiancé mourning a wedding that will never happen or a wife aching that she did not say goodbye to her husband thoroughly enough that last time. The final love letters had been delivered by cell phone: Be brave, commanded a tender husband, take care of our daughter. I love you. The city was a cemetery in waiting: streetlights and phone poles plastered with portraits of the missing where normally the ads for lost pets or cheap painters would be. Outside the 69th Regiment Armory in New York City, the families afloat on hope and dread waited on line for the chance to fill out the seven-page form asking about their loved ones' tattoos and earlobes and shoe size and whether their fingers were tobacco stained. Maybe they are in a hospital, confused but safe. "I'm looking for my mother," says Brian Daniels.

"Her name is on the website that she's fine, but I don't know where she is." He doesn't know that many of those listings are false, and no one has the heart to tell him. The despair is unrelenting, and the funerals have hardly begun. But so too is the hunger for action. Lines for newspapers stretch half a block; people walk with flags sticking out of their purses, wear them as bandannas on the streets. Everyone fights back in his own way; Wall Street retaliates by getting back to business. "We'll have conference calls every morning," a boss tells his team, whose offices have been vaporized. "I want that letter of intent in the morning." You can't stop competing if you're an American business—now the fight is for office space across in Jersey City, N.J. Broadway reopens its theaters; at the end of *The Producers*, Nathan Lane and Matthew Broderick lead the audience in *God Bless America*. It will take us months, years, to understand what has been changed by this, and how. Irony is no longer safe for comics; comedy itself is in tears. Three decades of popular culture have turned into period pieces: *Working Girl* and *Escape from New York* and *Wall Street* and *Sex and the City* and *The Sopranos* and every opening shot of the tip of the island that was designed to say, "We're in Manhattan right now." Now we will see those shots and know they came Before. When you got turned around in Greenwich Village's crooked streets, the towers were the lodestars. It will be easier to get lost now. "Those were my local mountains," a New Yorker says, but the mountains were laid low. But yet one more hymn, from Friday's service:

And though this world, with devils filled,
Should threaten to undo us,
We will not fear, for God hath willed
His truth to triumph through us.

28) JOFFE, Josef, « Asymmetric Warfare», *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, page 45

Since David fought Goliath, the weak have been able to vanquish the strong. His country beset by murderous anarchists, a Russian minister to the Czar wrote: Terrorism "may be totally senseless, but it is a poisonous, indeed, horrifying idea that seeks to draw power from impotence." Without knowing so, this exalted servant of the Romanovs was talking about "asymmetric warfare." The idea is to best the strong by refusing to meet them in open battle. The inventor was probably David. Remember how he felled Goliath. First, he stayed out of range of the Philistine giant's fearsome sword. Second, he used tactical surprise: while Goliath was still taunting him, David pulled out his sling and felled him. Third, it was low tech against high tech. The philistines had already mastered the art of iron forging; against their hard-edged blades, the bronze weapons of the Israelites had little chance. But David used a string and a rock: the lowest of low tech. This is essentially what the terrorists did to the U.S. last week. They attacked New York and Washington out of the blue. They used simple weapons: knives and box cutters. And they certainly stayed out of range. At the time of this writing, nobody knows for sure where the masterminds are hiding.

Since David, asymmetric warfare has been employed countless times, all the way to the Palestinians now battling the Israeli army – man for man, probably the best fighting force in the world. As in the Goliath gambit, the idea is to devalue the beset weapons of your enemy and stay out of reach of his superior might.

Take the Palestinians of the *intifadeh*. Against their assault rifles, Israeli Merkava tanks and F-16 attack planes can achieve little, for a democratic nation is loath to use 120-mm round or laser-guided bombs as its soldiers face killers in the street sheltering behind women and children. Nor can such weapons deal with the lone terrorist armed with a girdle full of explosives and nails – they cannot

deter a man determined to do die so that he may go straight to Paradise. As for those who send these “walking bombs” on their murderous way, they remain invisible, with neither a face nor an address. Those who have unleashed the war against America are using the same tactics. The point is to maximize the opportunities offered by the country’s vulnerabilities while minimizing its overwhelming military power. What is more vulnerable than a passenger airplane? A handful of terrorists armed with knives and box cutter can hardly do more damage than by going after crowds who normally inhabit the World Trade Center. And how does the victim fight back?

All the cruise missiles in the world are unable to deal with a foe who simply refuses to show up. The mass murderers who died in the blaze cannot be interrogated. Their masters are hidden in the fog of anonymity. Nor do they brag about their boundless inhumanity. It is hit-and-mum. Indeed, these long-distance killers may well move from country to country, their bank accounts masked by multi-digit numbers and their supply caches concealed in deserts or impenetrable urban agglomerations. Above all, they will never set foot in the arena where their victims can hurl their most sophisticated weapons against them.

Are states truly stumped? Not really. Asymmetric warfare can be executed by both sides. Yet states have to think last about pinpoint precision weapons and concentrate first on myriad other means at their disposal, tools the terrorists cannot match.

Thousands of FBI agents and U.S. intelligence officials are now hunting the masterminds of the massacre. How about tracking them down before they unleash their next war against America?

Governments can sift billions of pieces of digital information in hours, and they can correlate their findings with other governments. They can allocate fewer resources to yesterday’s foes and teach the troops to speak Arabic or the languages of the Afghans. In spy-speak, this is “human intelligence.” A short of military power, states have political clout, especially if they act together. They can impose harsh penalties on regimes harboring terrorists. Alas, all too often the U.S. has turned a blind eye to countries like Syria that give shelter to “rejectionist” Palestinian groups and the Hizballah in South Lebanon. Alas, too many Western governments have lived by the principle, “You deal with your terrorist.”

And what can governments do after the fact? Lobbing a few cruise missiles into an empty training camp, as the U.S. did in the aftermath of the Dar es Salaam and Nairobi embassy bombings, is not the answer. For this new war is for keeps. It is inconceivable that it was unleashed by a few well-financed freelancers. It was done with the connivance or active participation of a state. Unlike individuals who seek martyrdom, states want to survive. Hence they can be deterred. And they will be if the punishment fits the crime. “Rogue states” may be crazy, but they are not stupid.

29) CLARK, Wesley, « How to Fight the New War », *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, page 51

In the early days of our NATO commitment in Bosnia, an Allied officer came to me and said, “Sir, we believe that [Serbian war criminal] Radovan Karadzic may have driven past our positions – but we aren’t sure.”

That is a small foretaste of what is to come. It is difficult to direct military operations against specific individuals. For the Pentagon leadership, this isn’t the war we trained to fight. It requires a fresh strategy, enhanced forces, new weapons and a changed attitude. The strategy – to attack the network of international terrorists and the governments or organizations that support them – will be based on deadly accurate police work. Force will be used only as necessary, for we are not terrorists and do not intend to strike innocent civilians.

This strategy requires attention to a whole range of intelligence-gathering methods that have taken second – or last – priority for years. We need face-to-face information collection: Who are these people, what are their intentions, and what can be done to disrupt their plans and arrest them?

Technology is still important – night-vision gear, small handheld devices that monitor conversations and confirm identities- but more crucial will be a willingness to risk our personnel. Military intelligence will send our people into hostile situations under cover or with limited backup.

Most likely we will need more special-operations forces and not so many artillery outfits; more self-contained operational forces and less logistical backup. We will want to go in quick and light, with minimal time for planning and deployment and the smallest possible footprint. We will need lighter – weight communications with longer-lasting batteries and new small arms effective at close quarters

and longer ranges. We want to pack our punch into smaller, more mobile packages. If we need heavy firepower, we want to call it down from the sky rather than backpack it in. We will be putting our people in harm's way, facing off against what has been an implacable enemy. We cannot expect success without taking casualties.

The Air Force is well prepared with long-range, precision strike capabilities that have already been proved in the battle in Kosovo. And if the targets can be identified then long-range strikes to disrupt terrorist activities may be warranted. But the resistance of a fanatic foe may be overcome only by boots on the ground. We will need enhanced air-transport capabilities and re-organized and re-equipped ground force.

But the most important transformation may be one of attitude. After Vietnam, the U.S. has become extremely sensitive to casualties. Of all the obstacles the generals are facing, this may be the most difficult.

30) BENJAMIN, Daniel, Steven, SIMON, « Shoulder to Shoulder», *Time Magazine*, volume 158, numéro 13, 24 septembre 2001, page 63

Terrorism is not just America's problem, and neither is the war against it

In Brueghel's *The Triumph of Death*, skies are filled with smoke and ash from fiery castles, masses of mankind are slaughtered in every conceivable way. A charred, otherworldly landscape is littered with terrifying, mutilated creatures, while Death on horseback herds a throng into hell. The images broadcast from lower Manhattan are this painting in a steel and glass palette.

Otherworldly. From downtown Washington, you could see the plume of smoke from the Pentagon, and still the catastrophe seems unreal. How much more so in Europe, on the other side of the ocean Americans thought would protect them. What they now fear from Europe's leaders and citizens shows that for all our differences, the West is one civilization, though built of many cultures. What Europeans hear in the perpetual loop of screaming, fleeing pedestrians and billowing debris is the score to the future on both sides of the ocean. We are in this together.

That's not a platitude about the violation of common values or the need for solidarity. America is Target No. 1 for the network of Osama bin Laden – the hand almost certainly behind last week's attacks – by virtue of its perceived role as upholder of the global order and oppressor of Islam. Yet Europe sits squarely alongside the U.S. on the enemies list as friend, abettor and fellow infidel. Not for nothing has bin Laden's al-Qaeda called itself the "World Islamic Front for Jihad Against Jews and Crusaders."

The evidence lies abundant in the record of the last five years. Britain has been explicitly listed as a target by bin Laden, and London's intention to deport key operatives arrested after the 1998 East Africa embassy bombings may raise it as a priority for attack. French targets have been cased by network operatives, and as the testimony in the recent embassy bombings trial show, the terrorists were considering an attack on French targets in Senegal several years ago. A former member of al-Qaeda testified that France's assistance to the Algerian government in its fight against radical Islamists is a reason to strike.

Cells of al-Qaeda or affiliated groups like the Egyptian Islamic Jihad have been uncovered throughout Europe. Multiple arrests have been made in Italy while operatives have also been nabbed in Belgium, Spain, Scandinavia and Croatia. After the East Africa bombings, a conspiracy aimed at the U.S. embassy in Tirana was also disrupted. The skein running from Ahmed Ressam, the Algerian would-be attacker of the Los Angeles International Airport at the turn of the Millennium, leads to an Islamic militant network in France. European cities are used as bases for operations elsewhere, as Hamburg evidently was some of last week's hijackers.

Indeed, bin Laden operatives have often visited Germany. This week, in the federal courthouse of the Southern District of New York, one of bin Laden's top lieutenants was set to go on trial. Mamdouh Salim, an Iraqi who has been at the heart of al-Qaeda operations for a decade, was picked up in Germany and deported to the U.S. He will first be tried for stabbing a prison guard in the eye during an escape attempt. Salim, also known as Abu Hajer, will later be prosecuted for his involvement in the embassy bombings and his even more alarming activity in Germany: shopping for materials to build weapons of mass destruction. It cannot be ruled out that the timing of the attacks was connected to his coming trial. In decades past, many European nations sought to remove themselves from terrorists' target lists by trimming their politics to appease radicals. Germany's rapid release of the Palestinian

killers responsible for the 1972 Munich Olympics massacre is the classic case in point though other governments were not much better.

Today, there is no room for accommodation, partly because the outrage is so overwhelming but also because the enmity of the terrorists is aimed at the entire West. The Christian Occident is held guilty of oppressing the realm of Islam for centuries, in the twisted ideology of the terrorists, itself anathema to the large majority of the world's Muslims. Anyone who thinks hiding is possible after last's week's spectacle is deluded.

If America raises its defenses and its friends do not follow suit swiftly, softer European targets will become attractive to the terrorists. The leaders of America's NATO allies understood the magnitude of the moment and the reality, to paraphrase Article V of the alliance's charter, that this attack against one is an attack against all. For their own safety and the defense our common civilization, Europe's peoples must see this as well.

31) CRETTEZ, Xavier, « Paris frappé par un terrorisme apocalyptique », *Le Monde*, 17 novembre 2015, page 35

Si les attentats du 13 novembre nous ont si durement atteints, ce n'est pas seulement en raison du nombre impressionnant de victimes, tuées ou blessées. Ce n'est pas non plus le caractère horriblement banal du cadre de cette violence aveugle. Bien sûr, tout cela terrifie mais demeure dans la triste logique de la violence collective de type terroriste. Le terrorisme d'inspiration révolutionnaire dans les années 1970 ou les attentats ethno-nationalistes qui touchèrent l'Espagne et la Grande-Bretagne ont également semé la mort de façon massive et indiscriminée.

Il en va de même de la vague terroriste islamo-nationaliste venue du Hamas palestinien ou du Hezbollah libanais. A chaque fois, la violence développée était massive, au cœur de la vie sociale et surtout orientée vers un objectif politique et, oserait-on écrire, potentiellement réaliste : faire fuir " l'occupant colonial ", renverser " l'Etat bourgeois ", libérer " des patriotes emprisonnés ", etc. La violence est terrible ; elle n'en demeure pas moins politique, c'est-à-dire lisible et dialogique.

Rien de tel ce vendredi à Paris. Soulignons la rupture totale avec la logique ordinaire du terrorisme politique. La violence – et c'est ce qui la rend effrayante – semble illisible aux yeux des observateurs. Pas de message affirmé, pas de revendication claire, pas de négociations envisagées. L'objectif semblait être de tuer et uniquement de tuer ! Le terrorisme ordinaire assassine bien sûr également, de façon tout aussi odieuse, mais il le fait avec une visée stratégique et idéologique affirmée. Même les exactions abominables des GIA dans les années noires en Algérie étaient plus lisibles, affichant leur refus d'un pouvoir qui avait lui-même refusé le verdict des urnes et menait une répression dure contre toute expression d'un islam politique. Où est le message proclamé des tueries parisiennes ? Les assassins parisiens ont ici plus œuvré contre l'islam et même l'islam politique qu'ils n'ont agi en sa faveur. Les réactions indignées des pays arabes l'attestent. Les risques d'une montée de l'islamophobie vont le démontrer.

" Regarde-moi dans les yeux ! "

Et si pourtant la lisibilité de cette violence ne prenait sens qu'à travers son apparente absurdité ? C'est peut-être là que réside le cœur de l'horreur terroriste. Une phrase pourrait résumer ce fait. Selon quelques témoins rescapés du Bataclan, un des tueurs aurait dit à sa victime en la pointant de son arme automatique : " Regarde-moi dans les yeux ! " Lourde de sens, cette phrase vient démentir ce que les sociologues et historiens des violences de masse avaient pointé du doigt : tuer l'autre nécessite bien souvent de le déshumaniser pour se faciliter la tâche. Se convaincre du caractère inférieur, voire animal de son ennemi, c'est se donner les moyens de lui porter sans faiblir le coup fatal. Le général serbe Ratko Mladic n'avait-il pas dit aux prisonniers bosniaques de Srebrenica : " Qu'aucun de vous ne regarde dans les yeux un soldat serbe, ou il aura l'ordre de tirer immédiatement ! "

La logique est ici inverse : les tueurs ont voulu précisément cibler une part d'humanité, celle qu'ils abhorrent et rejettent. " Regarde-moi, car c'est parce que tu es humain et profondément humain – et humaniste – que je vais t'abattre ! " Délire de toute-puissance, volonté de reconnaissance, le meurtre djihadiste est aussi une déclaration de guerre faite à un humanisme, à une société trop libre, que l'on souhaite voir anéantie pour mieux affirmer son propre dessein mystique. A un terrorisme politique et idéologique s'est substitué un terrorisme apocalyptique d'inspiration théologique sur lequel les démocraties ont peu de prise, hors le respect de leurs principes fondamentaux et de leurs valeurs.

32) WALZER, Michael, « Nous devons mener une guerre idéologique », *Le Monde*, 22 novembre 2015, page 19

Pour nous, Américains, c'est comme si nous étions en France. La télévision, que nous ne quittons plus, diffuse un discours répétitif, souvent banal, mais les interviews des Parisiens dans la rue nous rappellent ce que nous vécurent le 11 septembre 2001. Oui, nous sommes au courant pour les Russes morts dans le Sinâï, les Libanais morts à Beyrouth, les Irakiens, les Nigériens, les Afghans, les Libyens. Et les Syriens, en Syrie et en mer. Nous avons appris à pleurer la perte d'étrangers. Mais pour des raisons que nous comprenons sans les comprendre tout à fait, les Français ne sont pas des étrangers.

La France, l'Amérique sont-elles en guerre avec l'Etat islamique (EI) ? La déclaration de Hollande a surpris les juristes puisqu'elle semblerait supposer que l'EI est un belligérant. Les combattants de l'EI, à condition qu'ils n'aient pas assassiné des innocents, doivent-ils être traités comme des prisonniers de guerre ? Oui, je le pense. Mais, en vérité, nous sommes tout à la fois en guerre et pas en guerre, et il est important d'accorder une attention égale à ces deux assertions.

L'EI contrôle un territoire étendu, collecte des impôts et fournit une forme de service public. Donc bombarder ce territoire est bien un acte de guerre. Mais nos alliés au sol, avec qui nous coordonnons (parfois) nos raids aériens, ne s'entendent pas entre eux, et, à l'exception des Kurdes, ne sont pas totalement impliqués, peut-être pas impliqués du tout dans cette guerre très particulière que nous livrons. Les Turcs préféreraient s'affronter aux Kurdes, il est à peu près certain que les Saoudiens ont été les complices de la création de l'EI, et l'armée irakienne préférerait ne pas se battre. Tant que la France et les Etats-Unis ne se trouveront pas des alliés sûrs au sol, originaires de la région, ce sera (pardonnez-moi l'expression) une guerre foireuse qui ne peut être gagnée.

un retour inattendu

Mais la prétendue " guerre contre le terrorisme " désigne en réalité le travail de la police – et les règles d'engagement ne sont pas les mêmes pour la police et pour l'armée. Tout d'abord, le principe de proportionnalité ne s'applique pas à la police : pour elle, faire cinq morts au cours d'une poursuite lancée pour capturer un terroriste de première importance serait perçu comme un usage excessif de la force. Pour leur part, les soldats peuvent faire des calculs de ce genre en zone de guerre (bien qu'ils les fassent souvent de travers), mais la police n'y est pas autorisée en zone de paix.

Tout aussi essentiel, la police doit opérer dans le cadre de la Constitution, car elle défend simultanément la vie et la liberté de ses compatriotes. Elle ne peut sacrifier ni l'une ni l'autre, et il revient aux citoyens de contrôler son mode de fonctionnement en même temps qu'ils recherchent sa protection.

Dans une véritable guerre civile, les libertés civiles peuvent être suspendues, mais pour le moment cette situation ne s'applique à aucun Etat occidental. Prenons garde aux politiciens d'extrême droite qui veulent nous défendre dans une " guerre " qui n'a pas lieu.

Aux Etats-Unis, écrire sur l'éthique de la guerre, quand se battre et comment, est devenu une petite industrie universitaire. Mais pratiquement personne n'écrit sur la déontologie du travail de la police. Le mouvement social Black Lives Matter, " la vie des Noirs compte ", a placé le travail de la police au cœur du débat public, mais la philosophie ne s'est pas encore saisie de cette question. En France aussi, le travail de la police dans les quartiers d'immigrés a été, et devrait être, un enjeu politique, ce qui exige également un engagement intellectuel. Quelles limites fixons-nous au pouvoir de la police ?

Il y a une autre guerre à mener, et celle-ci est entièrement métaphorique. Je veux parler de la guerre idéologique et théologique contre le fanatisme. Le retour de la violence et de l'enthousiasme religieux est totalement inattendu. Dans le monde académique, nous croyions tous à une sécularisation inéluctable, à un triomphe de la science et de la raison. Nous avons tort. Le fanatisme religieux est actuellement le plus dangereux dans sa version islamiste, mais il faut reconnaître qu'il a aussi fait son apparition chez les hindouistes, les bouddhistes, les juifs et les chrétiens. Nous devons le combattre. Cela n'a pas vraiment de sens de prétendre que le fanatisme religieux est une déviation, que la violence est étrangère à telle ou telle religion ou à la totalité de celles que j'ai citées.

l'unique endroit possible

Des érudits saoudiens respectés ont fourni les éléments de base des croyances et des pratiques des militants de l'EI, et le fanatisme trouve des justifications solides dans les textes religieux. Cependant, l'exégèse peut se faire d'une tout autre manière et de façon tout aussi forte, et il y a des hommes et des

femmes profondément religieux qui estiment que le fanatisme est fautif, immoral, et même insensé. Ils sont nos alliés.

Il est nécessaire dans notre combat métaphorique de reconnaître que les guerres des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan, en Irak et en Libye ont produit des espaces vides, après l'effondrement de l'Etat, que les fanatiques islamistes occupent désormais. Mais nous ne sommes pas responsables des crimes de ces exaltés et c'est une stupidité idéologique de blâmer l'Occident pour les horreurs de la guerre religieuse.

Dans chacun des pays que nous avons envahis, il y avait des forces sociales qui auraient pu rejoindre les démocrates et les libéraux laïques, et qui auraient pu gagner s'il n'y avait eu ce retour (inattendu) de la religion. Nous devons défendre les valeurs selon lesquelles nous avons tenté de vivre. Pas toujours avec succès.

Nous qui ne sommes ni soldats ni policiers, nous les intellectuels, nous devons plaider la cause de l'Etat sans dieux, unique endroit possible où les croyants et tous les autres peuvent vivre en paix.

33) EL KAROUÏ, Hakim, « Pour les musulmans, s'inquiéter de l'amalgame n'est plus suffisant », *Le Monde*, 20 novembre 2015, page 16

Alors que les pires attentats qu'aient jamais connus Paris et la France ont été perpétrés vendredi 13 novembre, alors que l'état d'urgence est décrété, une nouvelle fois, les représentants des musulmans de France se lamentent, s'inquiètent de l'amalgame et se défendent de leur bonne foi. Cette posture ne suffit plus. Pour eux, comme pour l'ensemble des Français de confession musulmane. Aujourd'hui, nous sommes face à nos responsabilités. Nous n'avons pas réussi à nous organiser par nous-mêmes. Par divisions incessantes, pesanteurs des pays d'origine, ego surdimensionnés, calculs politiques, l'islam de France est en jachère.

Nous avons laissé des Etats étrangers financer le culte musulman. Du coup, la plupart des imams en France ne sont pas français. Et le travail sur les textes pour contextualiser l'islam des origines et permettre son insertion sans heurt en France et en Occident n'a pas été fait.

Nous nous sommes cachés derrière des discours lénifiants et sympathiques (" l'islam est une religion de paix ", " l'islam est l'ennemi de la violence ") incontestablement vrais, mais qui oublient que l'islam, c'est aussi ce qu'en font les musulmans. Et, notamment, les musulmans qui font le plus de bruit.

Nous avons laissé le poison de la salafisation des esprits se répandre. Par ignorance collective des textes sacrés, personne n'a été capable de répondre à leur propagande. Nous n'avons pas assez combattu l'idéologie djihadiste. Parce que des musulmans en étaient les premières victimes, nous pensions que nous étions exonérés de ce travail, de cette lutte. Et des jeunes se sont laissé séduire par des partisans de la mort au nom d'Allah qui jettent l'opprobre sur l'islam dans son ensemble et sur les Français de confession musulmane en particulier.

Aujourd'hui, nous sommes face à nos responsabilités. Et notamment ceux qui ont fait les meilleures écoles, suivi les plus beaux parcours, cru dans l'idée que la religion n'était qu'une affaire privée dans une République laïque. Eh bien non, c'est aussi une question publique. Malheureusement. Et c'est à notre génération, née en France, élevée et éduquée par l'école de la République, de prendre les choses en main.

Il faut sortir de la posture victimaire : " victimes de la colonisation ", " victimes des inégalités sociales ", " victimes des terroristes "... Nous ne sommes pas victimes. Nous ne sommes pas faibles. Nous sommes responsables.

La situation actuelle nous oblige. Il faut agir, agir, agir. Pour que l'islam de France fabrique une vision et des pratiques de l'islam compatibles avec la vie en France. Pour combattre enfin les fondamentalistes, et pas seulement les djihadistes, car c'est là que se joue le combat. Ce serait le plus beau service que la France pourrait rendre à l'islam.

34) Auteur inconnu, « Eux, ce n'est pas nous ! », *Le Monde*, 27 novembre 2015, page 15

Nous sommes unis, mais nous sommes surtout français. Nous avons un dieu, il s'appelle Allah. Nous ne savons pas encore tous les secrets de notre religion, mais nos parents nous ont transmis le respect d'autrui et l'amour de la vie. Certains d'entre nous se disent musulmans par tradition, d'autres sont plus respectueux de nos fêtes. Certaines sont voilées, d'autres ont les boucles brunes au vent. Nés aux quatre coins de la France, nous refusons qu'un groupe de fondamentalistes aux idoles armées blasphème notre identité, et la lacère d'un mot «djihad» que nous ne connaissons pas.

Non, nous n'avons jamais visité la Syrie ou l'Irak. Non, le mot «califat» ne fait pas partie de notre dictionnaire, mais de l'histoire. Non, les salafistes, djihadistes et barbus n'ont rien de commun avec nous. Faire couler le sang de nos frères n'est pas un acte de bravoure au nom d'Allah, c'est l'affaire d'égarés, d'infidèles, de mécréants surnommés Daech, et qui jalourent la réussite de notre Marianne. Les infidèles sont parmi nous, musulmans ! La tentation du radicalisme existe dans l'islam, comme dans d'autres religions, et dérive d'une lecture littéraliste ou d'une mauvaise interprétation des livres saints.

Notre collectif de jeunes Français musulmans élève la voix pour reconstruire notre France. Les cadres religieux et éducatifs de la communauté musulmane de notre pays doivent réagir. La majorité des musulmans de France, qui rejette l'idéologie radicale et l'appel à la violence, est aussi assujettie à ce prosélytisme d'un groupe d'infidèles. Nous n'avons plus d'autre choix que de nous tourner vers les autorités religieuses, et d'employer au mieux notre liberté d'expression.

Afin d'identifier les remèdes de ce cancer qui nous ronge, la solution n'est pas de revenir aux sources de l'islam, mais bien de questionner les valeurs républicaines dans les cœurs des disciples de l'islam. Le temps n'est pas à la justification, mais à l'action et à la transformation. Méfions-nous aussi du cheval de Troie d'un islam tout aussi radical mais d'apparence républicaine.

Français, unissons-nous tous pour les empêcher de pourrir le fruit de la République. Oui, nous irons boire des verres de vin à Bastille et sur les quais du canal Saint-Martin. Oui, nous nous saoulerons au mauvais vin ou simplement au citron pressé. La résistance est en marche contre les infidèles à la République, voleurs de notre identité.

35) MORIN, Edgar, « Contre la terreur à Paris, il faut gagner la paix au Moyen-Orient », *Le Monde*, 17 novembre 2015, page 32

Ce ne sont plus des attentats. Avec une action meurtrière massive menée en six lieux simultanés, la stratégie, donc la guerre est entrée dans Paris. Il y avait des partisans de Daech ici et là. Maintenant Daech est chez nous. Il ne s'agit pas d'une guerre de religions. Il s'agit de la guerre d'une secte fanatique issue de l'islam contre toute société, y compris islamique, qui soit autre qu'un totalitarisme religieux.

Rappelons que si les sources de Daech sont endogènes à l'Islam, y constituant une minorité démoniaque qui croit lutter contre le Démon, c'est l'Occident, notamment américain, qui a été l'apprenti sorcier délivrant les forces aveugles qui se sont alors déchaînées.

Ajoutons que si nous sommes dans le droit, cessons de nous sanctifier. Continuons à dénoncer leurs monstruosité ici et là-bas, mais ne soyons pas aveugles sur les nôtres, là-bas. Car nous utilisons aussi, à notre mode occidental, tueries et terreur : ce que frappent drones et bombardiers sont principalement non des militaires, mais des populations civiles.

Nous ne pouvons faire la guerre pour détruire Daech en France qu'en nous transformant en Etat policier militarisé. Alors que faut-il pour faire une guerre efficace à Daech ? La réponse est simple : faire la paix au Moyen-Orient.

Le rôle fécond de la France aurait été, non pas d'accompagner de ses frappes les frappes américaines qui en aucun cas ne peuvent gagner une guerre, non pas d'accompagner une coalition débile parce que ne comportant qu'une partie des ennemis de Daech, mais d'œuvrer pour une coalition générale des moins barbares (y compris Russie, Iran et nous-mêmes) contre le plus barbare de tous. Il aurait été non pas d'exiger l'élimination de Bachar Al-Assad comme préalable à la fin des massacres en Syrie, mais de demander la fin des massacres en Syrie comme préalable absolu. Et comme le tyran syrien est consolidé par la Russie, combien de milliers voire centaines de milliers de morts faudra-t-il encore avant que Bachar ne disparaisse ?

Le bon rôle de la France aurait été de concilier MM. Poutine et Obama, les nations ou organisations sunnites et les nations ou organisations chiites contre l'ennemi commun le plus dangereux, Daech, et cela grâce à un cessez-la-mort en Syrie et en Irak.

Il aurait été, non pas de faire chorus à la prétention stupide de reconstituer l'Irak, dont l'Etat et la Nation ont durablement été désintégrés par la guerre de Bush, non pas de rêver à la reconstitution de la Syrie, mais d'énoncer des buts de paix qui, seule réponse possible au califat de Terreur, seraient une Confédération du Moyen-Orient respectant les religions, cultes et cultures si diverses de la région, et par là arrêtant l'hémorragie des minorités.

Enfin, disons que la guerre contre Daech se gagnerait, non seulement par la paix en Syrie, mais aussi par la paix dans les banlieues. Rien n'a été fait en continuité et profondeur pour une véritable intégration dans la nation par une école enseignant la nature historique de la France qui est multiculturelle, et dans la société par la lutte contre les discriminations. Ajoutons que la paix en Syrie éteindra le fantasme de purification et de rédemption par le don de soi qui, liant romantisme à fanatisme, a poussé et continue à pousser des jeunes gens sur l'atroce champ de bataille.

36) GIRARD, Renaud, « Du sang-froid et une nouvelle stratégie », *Le Figaro*, 17 novembre 2015, page 19

Les frappes de l'armée de l'air française du dimanche 15 novembre 2015 visant des installations de l'État islamique à Raqqa (en Syrie, à 160 kilomètres à l'est d'Alep) ont, stratégiquement, eu une utilité. Elles ont signifié, à nos ennemis comme à nos amis, que la France ne cédait pas à l'intimidation du terrorisme. Maintenant que ce message est passé, il ne faut surtout pas réagir sous le coup de l'émotion. Les autorités françaises doivent, calmement et avec sang-froid, élaborer une nouvelle stratégie.

Aux États-Unis en 2001, l'émotion et la colère provoquées par les attentats du 11 Septembre, pour légitimes qu'elles fussent, avaient conduit la première puissance militaire du monde à une improvisation stratégique aux conséquences catastrophiques. C'est dans une réunion tenue à la Maison-Blanche le lendemain des attaques d'al-Qaida contre New York et Washington que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz instillèrent au président George W. Bush leur idée d'une guerre préventive contre l'Irak, dictature laïque qui ne portait pourtant aucune responsabilité dans ces attentats terroristes islamistes.

Durant cette réunion du Conseil national de sécurité américain avait aussi été décidée la fameuse « war on terror », ou guerre au terrorisme. C'est un concept creux. Le terrorisme est une arme (comme les chars, les sous-marins ou les chasseurs-bombardiers), pas un ennemi. Comme il ne possède pas d'avions pour nous bombarder, l'État islamique, qui est notre ennemi déclaré, nous frappe avec les moyens les plus efficaces à sa disposition aujourd'hui, c'est-à-dire les attentats suicides terroristes au cœur de notre capitale.

L'élaboration de notre riposte doit bien marquer la différence entre le front intérieur et le front extérieur. Chaque front doit faire l'objet d'une stratégie et obéir à son propre échéancier. Faute d'un tel effort intellectuel de discernement, nous risquerions une catastrophe stratégique comparable à celle naguère expérimentée par l'Amérique.

Sur le front intérieur, la stratégie sera plus simple que sur le front extérieur - ce qui ne veut pas dire que son exécution tactique sera plus facile. À court terme et de manière urgente, il faut récupérer toutes les armes de guerre circulant sur le territoire national. Il faut aussi arrêter à nos frontières l'arrivée des migrants, car l'État islamique a infiltré parmi eux des agents dormants. À moyen terme, il faut démanteler tous les réseaux islamistes propageant chez nous la haine de la France. À long terme, il faut réformer en profondeur notre système éducatif, afin d'enraciner chez les jeunes Français l'amour de leur patrie, de son Histoire, de ses valeurs héritées du monde gréco-romain, du christianisme et des Lumières. L'argent nécessaire à l'amélioration de notre école doit être prélevé sur les budgets sociaux d'assistantat. Un jeune homme assisté est souvent amer et jamais reconnaissant envers la main qui le nourrit. En revanche, un jeune homme bien formé par l'école a toutes chances de devenir un bon citoyen, et un travailleur capable de subvenir seul aux besoins de sa famille.

Le front extérieur est lointain et relativement inconnu de nous. Comme l'avait déjà montré le conflit de 2006 entre Israël et le Hezbollah, la suprématie aérienne est de peu d'utilité dans une guerre asymétrique contre des soldats déterminés, voire fanatisés. Si l'on veut détruire Daech au Moyen-Orient, il faudra y aller sur terre, « boots on the ground », comme disent les Américains. Pour cela, nous aurons besoin d'alliés régionaux fiables. Or, aux yeux d'aucun de nos alliés actuels ou potentiels sur place, la guerre contre l'État islamique est la priorité numéro 1. Les Turcs ? Ils sont obsédés par les Kurdes du PKK. Les Saoudiens ? Leur priorité est leur guerre contre les tribus chiites du Yémen. Les Jordaniens ? Maintenir la fragile unité entre Bédouins et sujets issus de la diaspora palestinienne suffit comme tâche à leur petite armée. Les Égyptiens ? Ils ont déjà suffisamment de mal avec leurs propres islamistes du Sinäi. Les Américains ? Leur invasion de l'Irak en mars 2003 les rend responsables de cet immense chaos, mais Obama a fait « pivoter » les priorités stratégiques américaines vers l'Asie. Ce serait pure folie stratégique pour la France que de s'attaquer seule à ce front extérieur. Pour

terrasser Daech sur le terrain, il faut une coalition de tous les acteurs régionaux, commandée par un général américain, à l'image de ce qui s'était constitué dans la guerre du Golfe de janvier 1991. C'est seulement dans un tel cadre que pourraient intervenir nos soldats à terre.

La France s'était à raison opposée en 2003 à l'invasion de l'Irak. Autant il lui appartient de défendre seule ses citoyens sur son territoire national, autant la remise sur pied du Moyen-Orient est d'abord et avant tout une tâche incombant aux États-Unis d'Amérique.

37) BAVEREZ, Nicolas, « Faire la guerre sans l'aimer », *Le Figaro*, 16 novembre 2015, page 23

Pour la deuxième fois en cette terrible année 2015, Paris a été frappée, le 13 novembre, par une vague d'attentats majeurs. Le bilan est pire encore que le 7 janvier avec près de 130 morts et plus de 350 blessés. La France et les valeurs de la République, laïcité en tête, sont plus que jamais visées. Mais les cibles et le mode opératoire des terroristes ont changé. Ce ne sont plus les institutions - via les policiers -, la liberté d'expression - via la rédaction de *Charlie Hebdo* - et la communauté juive - via l'Hyper Cacher - qui furent leur point de mire, mais le citoyen et le touriste ordinaires à travers le Stade de France, le Bataclan, les cafés et les restaurants du canal Saint-Martin et du quartier Oberkampf. Par ailleurs, le recours à des attaques simultanées, et coordonnées depuis l'étranger, de kamikazes munis de ceintures d'explosifs est sans précédent en France.

Au total, l'État islamique a réussi sa démonstration de force, en montrant sa capacité à frapper des lieux très sécurisés, à l'image du Stade de France lors d'un match international en présence du chef de l'État, comme une salle de concert où se produisait un groupe de rock américain revenant d'Israël. Et ce le jour même de l'annonce du plan gouvernemental de lutte contre le trafic d'armes et de la fermeture des frontières dans la perspective de la COP21.

Les objectifs poursuivis par l'EI sont clairs. Tout d'abord, terroriser les Français et encourager le développement d'un climat de guerre civile dans notre pays. Ensuite, casser la fragile reprise de notre économie en effondrant l'activité touristique à quelques semaines de Noël. Enfin, compromettre la capacité de la France à organiser de grands événements sportifs ou diplomatiques, à l'image de la COP21, de l'Euro 2016 ou des Jeux olympiques de 2024.

Ces attentats confirment que la France se trouve en première ligne dans ce cycle de nouvelles guerres de religion. Elle se trouve en effet engagée sur un double front extérieur, au Sahel et au Moyen-Orient, et intérieur, avec l'emprise croissante de l'islamisme sur une partie de la jeunesse et l'engagement de plus de 2 000 de ses citoyens dans les rangs de l'État islamique. Elle cumule l'hostilité des radicaux sunnites et chiïtes. Elle cristallise la haine de l'État islamique comme d'al-Qaida, en raison de ses principes constitutionnels et législatifs, de ses positions diplomatiques et de ses engagements militaires.

La France se trouve donc engagée dans une guerre à mort avec l'islamisme, y compris sur son propre territoire. Et cette guerre s'inscrit dans une durée longue. Mais elle n'en a nullement tiré les conséquences.

La France acquitte aujourd'hui au prix fort ses contradictions. Contradiction sémantique avec l'incapacité de désigner l'ennemi par son nom, l'État islamique, par peur de s'aliéner la communauté musulmane. Contradiction opérationnelle avec la paralysie des services jusqu'aux attentats du 7 janvier, le retard de trois ans de la loi sur le renseignement, la divergence du renseignement extérieur et intérieur, alors que la menace est globale. Contradiction politique avec le désarmement judiciaire et l'impunité pénale assurée à la petite délinquance, alors qu'elle est devenue le terreau privilégié pour le recrutement des terroristes. Contradiction diplomatique et stratégique avec la politique syrienne qui a donné une priorité absolue au départ de Bachar el-Assad au lieu de privilégier la lutte contre l'État islamique.

La France doit faire la guerre sans haine mais la faire vraiment et se mettre en situation de la soutenir dans la durée. Ceci implique de ne pas effectuer les mêmes erreurs que les États-Unis après le 11 septembre 2001, en évitant les amalgames entre islamistes et musulmans, terroristes et migrants, ainsi qu'en refusant la logique d'un Patriot Act à la française qui sacrifierait l'État de droit au nom de la sécurité. Mais cela exige une remise en cohérence urgente de nos politiques.

Sur le front intérieur, nous devons réinvestir à la fois dans l'État régalien et dans l'intégration. Nos forces de sécurité et de défense sont surexposées et au bord de l'épuisement. Elles manquent des compétences et des matériels nécessaires pour faire face à des individus très déterminés, mobiles, armés et bien entraînés. Il est impératif de créer un état-major spécialisé dans la guerre contre

l'islamisme sur le territoire national, de réarticuler la police et la justice, de mieux coordonner le renseignement intérieur et extérieur, de recréer des renseignements généraux affectés à la surveillance de l'islamisme. Il faut par ailleurs accélérer le redressement de l'effort financier dans la sécurité et la défense à hauteur de 3 à 5 milliards par an, en privilégiant le renseignement, les forces spéciales et la cyberdéfense. Parallèlement, le système éducatif et le marché du travail doivent enfin être réformés pour mettre fin à la politique de l'illettrisme, du chômage et de la pauvreté pour tous.

Sur le front extérieur, une priorité absolue doit être donnée à l'éradication de l'islamisme radical. Notre diplomatie doit être clarifiée et rompre avec sa fixation obsessionnelle sur Bachar el-Assad, comme hier sur Kadhafi, pour être remise au service de nos intérêts vitaux. Notre isolement doit cesser vis-à-vis de nos partenaires européens et de nos alliés comme au Moyen-Orient. Notre stratégie doit abandonner les interventions périphériques comme en Centrafrique pour être recentrée sur la protection du territoire national et des Français d'une part, et sur le démantèlement de l'État islamique d'autre part.

L'unité nationale s'impose, mais elle ne peut consister à valider et reconduire ce qui a échoué. Elle n'a de sens que si elle nous permet de ne pas attendre d'avoir été battus pour modifier notre stratégie.

38) CREPON, Marc, « Contrer la stratégie de l'État islamique à l'égard des jeunes musulmans », *Le Figaro*, 19 novembre 2015, page 18

L'EI s'efforce d'embrigader le maximum de jeunes musulmans au moyen d'une identité fantasmée, argumente le directeur du département de philosophie de l'École normale supérieure*. Que veulent les terroristes en semant la terreur ? Enfermer chacun dans une appartenance « identitaire » et « communautaire » qui lui enjoint de considérer l'autre comme un ennemi. Le propre de la violence alors est d'y être la cause de cela dont elle prétend être l'effet. Elle suppose entre les « communautés de culture et de religion » une guerre irréductible qui serait sa raison d'être, alors que c'est elle-même qui la produit, prenant chacun en otage de l'hostilité qu'elle veut imposer à tous.

Elle se réclame d'un « choc des civilisations » entre l'Islam et l'Occident qui l'aurait rendue inéluctable, mais celui-ci, qui prête à tant de confusions et de simplifications, existe d'abord et avant tout comme l'objet de son désir obsessionnel. Aussi comprend-on le piège tendu par cette nouvelle forme de terreur : il consiste à accréditer l'idée terrifiante qu'un choc des « identités » est sa raison historique, alors qu'il est l'objet de son fantasme : la folie meurtrière du monde embrasé dont rêvent les terroristes.

Voilà pourquoi l'objectif de leur violence est toujours le même : faire en sorte que l'état du monde et l'état de la société correspondent à leur désir. Mais c'est aussi ce qui fait de chaque attentat une « victoire » qu'il faut contrer. Car, à chaque fois, c'est le crédit de cette correspondance folle - le monde identifié à la lutte dont ils rêvent : un choc frontal entre des civilisations engagées dans un combat à mort qui justifierait les dérives les plus sanguinaires - qui se voit renforcé par son récit et ses images mondialisés qui tournent en boucle sur la Toile. Il faut compter aujourd'hui, en effet, avec la publicité que se fait la violence et mesurer l'arme redoutable que celle-ci a trouvée dans les nouvelles technologies du savoir et de l'information, sa propagande assassine.

Comment donc contrer la logique propre à cette violence ? On ne dira rien ici des opérations de police et des actions militaires qui s'imposent. Mais on attirera l'attention sur un autre aspect, non moins essentiel, de la lutte. La première chose qui nous saisit de stupeur, ces derniers jours, est que la plupart des tueurs qui ont semé la terreur, le 13 novembre à Paris, ne venaient pas d'ailleurs ; ils avaient grandi en France - sinon en Belgique -, y avaient été éduqués, avaient fréquenté les écoles de la République. Ce n'est pas un crime d'être musulman, mais c'en est un d'identifier son appartenance à cette dérive meurtrière. Aussi convient-il de rappeler (par tous les moyens, en usant de tous les réseaux, de tous les intermédiaires nécessaires) à tous ceux qui s'y laissent tromper que cette identification est un poison, qu'elle n'a aucune légitimité ; et que ceux qui prônent la terreur comme un critère d'appartenance à l'islam sont indignes de la religion dont ils se réclament.

L'identification est un poison, d'où qu'elle vienne. Elle l'est lorsqu'elle s'impose de l'extérieur et se confond avec une caractérisation simplificatrice et agressive. Mais elle l'est aussi chaque fois qu'elle se traduit par un chantage à la violence imposé de l'intérieur. Car la brutalité de toute « appartenance » caricaturale est double. Dans l'ensemble qu'elle circonscrit, on peut être aussi bien enfermé par les « autres » que pris en otage par les « siens » ou plus exactement par ceux et celles qui se sont arrogé le droit et donne le pouvoir de définir les « obligations » liées à cette identification. Il arrive, comme on

sait, il arrive même tout le temps - c'est la pression folle exercée sur des centaines, sinon des milliers de jeunes par l'idéologie meurtrière de l'État islamique- que ces « pseudo-obligations » se résument à une violence imposée, comme si l'allégeance à une appartenance (l'islam) exigeait la désignation d'un ennemi (l'Occident). Comme si la reconnaissance de l'« identité musulmane » passait par l'adage suivant : dis-moi qui tu hais, je dirai qui tu es et si tu es celui que tu dois être, je te rappellerai alors, au besoin par la force - celle de la propagande assassine et de la coercition - si tu es celui que ton appartenance à la communauté qui est la tienne, que tu reconnais pour tienne et qui te reconnaît pour sien te commande d'être.

Voilà la logique folle des propagandistes qui poursuivent leur œuvre de recrutement et d'embrigadement meurtrier.

Elle nous apprend a contrario la chose suivante qu'il est si difficile d'admettre : quels que soient les critères qu'on retient ou qu'on impose pour la définir (la culture, la langue, les mœurs, la religion), l'identité n'est pas une donnée naturelle ni une valeur en soi, elle est une construction qui est toujours conflictuelle. Parce qu'elle se concrétise dans un système de contraintes qui suppose des allégeances, son contrôle est l'enjeu d'un combat acharné entre des forces opposées pour s'en emparer.

Ce qu'il faut rappeler alors est la chose suivante : il n'y a pas d'identité collective, culturelle, confessionnelle, religieuse, nationale, réelle ou fantasmée, sans lutte de pouvoir. Et c'est pourquoi les forces qui s'arrogent le droit de la définir et qui voudraient être chacune la seule à le détenir -comme l'État islamique pour la religion musulmane - comportent toujours un ferment de violence. Qu'elles invoquent le poids de l'histoire, qu'elles déplorent un présent marqué du sceau d'un déclin menaçant ou qu'elles la projettent dans un avenir anticipé comme vengeance ou comme revanche, la réalité ne correspond jamais à l'idée qu'elles se font de cette « identité », parce qu'elle en est empêchée (c'est du moins ce qu'imaginent ces forces destructrices) par une cause extérieure qui est toujours comprise par elles comme une volonté mauvaise, quand ce n'est pas l'origine d'un « complot » qu'il faut, à leurs yeux, éliminer. Voilà le ressort de la terreur. Voilà sa logique qu'on n'aura de cesse de dénoncer comme une usurpation d'« identité ».

39) GELIE, Philippe, « Conseil de guerre planétaire», *Le Figaro*, 23 novembre 2015, page 1

La véritable guerre mondiale contre Daech commence maintenant. Sous le choc des derniers attentats, la France, les États-Unis et la Russie ont intensifié leurs frappes aériennes en Syrie, mais chacun sait que cela ne suffira pas. La séquence qui s'ouvre place François Hollande en première ligne pour mettre sur pied une coalition unie dotée d'un nouveau plan de bataille.

Après avoir reçu David Cameron ce lundi, le chef de l'État s'entretiendra avec Barack Obama à Washington mardi, accueillera Angela Merkel à Paris mercredi puis rencontrera Vladimir Poutine à Moscou jeudi. Ce conseil de guerre étalé sur une semaine doit absolument amener le monde civilisé à surmonter ses rivalités et ses réticences derrière une cause commune : venir à bout de la bande de barbares qui martyrise les peuples du Moyen-Orient et tente de terroriser les nations occidentales. Paris a montré l'exemple en dépassant ses préjugés envers la Russie et le régime de Bachar el-Assad. Il lui a suffi pour cela d'identifier son véritable ennemi. Reste à en convaincre les États-Unis et nos alliés européens. La chancelière allemande, qui a ouvert les bras aux réfugiés syriens, croit-elle que la menace va s'arrêter à la France et à la Belgique ? Moscou s'est rangé dans le camp des adversaires de Daech depuis l'attentat contre un de ses avions civils dans le Sinaï. Le cas de Damas, désormais subsidiaire, ne saurait empêcher l'union sacrée.

Les coalitions constituent un outil puissant dans les guerres traditionnelles. Celle qui libéra le Koweït en 1991 comptait trente-quatre pays, celle qui conquiert l'Irak en 2003 quarante-huit. Cette fois, il est crucial de ne pas se tromper de bataille. Envahir la Syrie ne reviendrait qu'à répéter les erreurs passées. Porte-avions, chasseurs bombardiers, drones et satellites nous confèrent une supériorité précieuse, mais pas décisive. Pour éradiquer Daech et ses séides, il va falloir engager nos services de renseignements dans une traque mondiale et mener une guerre clandestine sur le terrain qui ne fera pas l'économie d'un corps-à-corps avec les djihadistes.

Venir à bout d'une bande de barbares

40) FERRY, Luc, « « Not in my name » (pas en mon nom) ! », *Le Figaro*, 26 novembre 2015, page 19

Ce slogan, qu'on a vu affiché un peu partout dans le monde occidental par des musulmans après le massacre de *Charlie*, pose une question réelle : ceux qui se revendiquent de l'islam doivent-ils tout spécialement se désolidariser de Daech ? Est-ce à eux plus qu'aux autres de manifester contre la barbarie qui se réclame de leur religion ? Mercredi dernier, le CFCM a heureusement répondu par l'affirmative en invitant les 2 500 mosquées de France à consacrer leurs prêches aux attentats. Il faut aller plus loin. Si des centaines de milliers de musulmans défilaient dans tout le pays contre les déviations fanatiques, la France entière serait derrière eux. À la fois soulagée et fière de ses compatriotes, elle applaudirait des deux mains. Le plus inquiétant, aujourd'hui, c'est que cette conviction de bon sens ne soit pas partagée.

Pour l'avoir formulée sur Radio classique, j'ai reçu des messages de haine, par exemple celui d'un enseignant qui, croyant sans doute avoir trouvé l'argument imparable, m'écrivit ceci, qui laisse sans voix : « *Demande-t-on aux catholiques de manifester contre la pédophilie ?* » Sic ! Ma réponse est simple, à double détente : d'abord pourquoi pas ? En effet, nous avons tous salué le courage du Pape, qui a osé prendre enfin le problème à bras-le-corps sans craindre de le porter sur la place publique et j'avoue que si des catholiques manifestaient contre ce fléau, je vois mal ce que j'aurais à y redire. Mais il y a évidemment plus, et on frémit à l'idée que nos malheureux enfants puissent avoir en face d'eux un professeur dont le cerveau est à ce point embrumé par tant de confusionnisme : que je sache, en effet, l'Église catholique ne se revendique pas de la pédophilie ! En principe, et d'ailleurs en fait, elle le combat autant qu'il est possible et, du reste, rien ne l'encourage, c'est le moins qu'on puisse dire, dans la théologie chrétienne.

En revanche, Daech se réclame haut et fort de l'islam et le fondamentalisme prétend même en détenir la meilleure lecture, une interprétation fidèle, littérale, dont ceux qui défendent « l'islam des Lumières » se seraient écartés. Voilà pourquoi il me semble essentiel, et pour tout dire proprement vital, que des musulmans se révoltent contre l'intégrisme, contre ceux qui expliquent qu'écouter de la musique vous transforme en singe, qu'ils expliquent urbi et orbi en quoi et pourquoi les déviations mortifères sont ce qu'elles sont, une ignominie. Qui d'autre qu'eux pourra le faire ? Qui d'autre autant qu'eux pourra s'adresser aux jeunes et les convaincre que s'engager dans le djihad est contraire à l'enseignement de l'islam ? Qui suis-je, moi, pour le dire de manière crédible, voire tout simplement audible ?

Comprenons-nous bien : il ne s'agit nullement de demander aux musulmans de se justifier, comme s'ils étaient en quelque façon déjà coupables, mais tout au contraire de leur suggérer de se faire entendre davantage, d'expliquer, de faire comprendre, d'élever la voix contre ceux qui se servent de leur religion pour tuer des innocents de la manière la plus absurde et la plus atroce qui soit.

En 1968, la plupart de mes camarades étaient marxistes. J'étais - et suis resté - gaulliste. Or je ne cessais de les sommer de marquer leurs distances avec le stalinisme - ce que du reste, certains s'efforçaient de faire. Je me souviens de ceux qu'on appelait les « Italiens », ces « Eurocommunistes » qui à longueur de journée expliquaient combien ils se voulaient « démocrates » et dénonçaient sans barguigner la fameuse « déviation stalinienne ». Qu'y avait-il de scandaleux à exiger qu'ils le fassent ? Même chose pour les catholiques qui, dans la personne de Benoît XVI, ont présenté sans fard leurs excuses pour le comportement d'une certaine hiérarchie ecclésiastique pendant la Seconde Guerre mondiale.

Alors oui, je persiste et signe : voir des milliers de musulmans défiler contre Daech ferait chaud au cœur, entendre des imams et des théologiens savants expliquer comment il faut lire les passages du Coran qui prêtent à confusion serait intellectuellement plus que précieux. Il n'y a là nul « amalgame », selon la formule du politiquement correct désormais consacrée, mais au contraire un appel crucial à la distinction, à la nuance, à l'intelligence et à la connaissance que seuls les musulmans peuvent aider nos compatriotes à accomplir. C'est leur devoir, leur tâche sans doute la plus essentielle dans les mois et les années qui viennent. Bref, il est grand temps de donner tout son sens à la formule : « Not in my name » !

41) KRUGMAN, Paul, « Fearing fear itself », *The New York Times*, 16 novembre 2015, page 23

Like millions of people, I've been obsessively following the news from Paris, putting aside other things to focus on the horror. It's the natural human reaction. But let's be clear: it's also the reaction the terrorists want. And that's something not everyone seems to understand.

Take, for example, Jeb Bush's declaration that "this is an organized attempt to destroy Western civilization." No, it isn't. It's an organized attempt to sow panic, which isn't at all the same thing. And

remarks like that, which blur that distinction and make terrorists seem more powerful than they are, just help the jihadists' cause.

Think, for a moment, about what France is and what it represents. It has its problems -- what nation doesn't? -- but it's a robust democracy with a deep well of popular legitimacy. Its defense budget is small compared with ours, but it nonetheless retains a powerful military, and has the resources to make that military much stronger if it chooses. (France's economy is around 20 times the size of Syria's.) France is not going to be conquered by ISIS, now or ever. Destroy Western civilization? Not a chance. So what was Friday's attack about? Killing random people in restaurants and at concerts is a strategy that reflects its perpetrators' fundamental weakness. It isn't going to establish a caliphate in Paris. What it can do, however, is inspire fear -- which is why we call it terrorism, and shouldn't dignify it with the name of war.

The point is not to minimize the horror. It is, instead, to emphasize that the biggest danger terrorism poses to our society comes not from the direct harm inflicted, but from the wrong-headed responses it can inspire. And it's crucial to realize that there are multiple ways the response can go wrong.

It would certainly be a very bad thing if France or other democracies responded to terrorism with appeasement -- if, for example, the French were to withdraw from the international effort against ISIS in the vain hope that jihadists would leave them alone. And I won't say that there are no would-be appeasers out there; there are indeed some people determined to believe that Western imperialism is the root of all evil, and all would be well if we stopped meddling.

But real-world examples of mainstream politicians, let alone governments, knuckling under to terrorist demands are hard to find. Most accusations of appeasement in America seem to be aimed at liberals who don't use what conservatives consider tough enough language.

A much bigger risk, in practice, is that the targets of terrorism will try to achieve perfect security by eliminating every conceivable threat -- a response that inevitably makes things worse, because it's a big, complicated world, and even superpowers can't set everything right. On 9/11 Donald Rumsfeld told his aides: "Sweep it up. Related and not," and immediately suggested using the attack as an excuse to invade Iraq. The result was a disastrous war that actually empowered terrorists, and set the stage for the rise of ISIS.

And let's be clear: this wasn't just a matter of bad judgment. Yes, Virginia, people can and do exploit terrorism for political gain, including using it to justify what they imagine will be a splendid, politically beneficial little war.

Oh, and whatever people like Ted Cruz may imagine, ending our reluctance to kill innocent civilians wouldn't remove the limits to American power. It would, however, do wonders for terrorist recruitment.

Finally, terrorism is just one of many dangers in the world, and shouldn't be allowed to divert our attention from other issues. Sorry, conservatives: when President Obama describes climate change as the greatest threat we face, he's exactly right. Terrorism can't and won't destroy our civilization, but global warming could and might.

So what can we say about how to respond to terrorism? Before the atrocities in Paris, the West's general response involved a mix of policing, precaution, and military action. All involved difficult tradeoffs: surveillance versus privacy, protection versus freedom of movement, denying terrorists safe havens versus the costs and dangers of waging war abroad. And it was always obvious that sometimes a terrorist attack would slip through.

Paris may have changed that calculus a bit, especially when it comes to Europe's handling of refugees, an agonizing issue that has now gotten even more fraught. And there will have to be a post-mortem on why such an elaborate plot wasn't spotted. But do you remember all the pronouncements that 9/11 would change everything? Well, it didn't -- and neither will this atrocity.

Again, the goal of terrorists is to inspire terror, because that's all they're capable of. And the most important thing our societies can do in response is to refuse to give in to fear.

42) BLOW, Charles, « Anti-Muslim Is Anti-American », *The New York Times*, 23 novembre 2015, page 23

There seems to be no bottom to the cesspool of Islamophobic rhetoric coming from Republican candidates.

The tone of anti-Muslim musings post-Paris attack has become so poisonous that it cannot portend anything positive.

In the latest, the Republican front-runner said the United States would have "absolutely no choice" but to close some mosques. And, when asked by a reporter, he seemed to suggest he wouldn't have a problem registering Muslims, which many have condemned, comparing it to the way Jews were once treated. (After heavy bipartisan criticism, he tried to walk back his remarks about the registry.)

And then Dr. Ben Carson drew a tortured parallel between Syrian refugees, who are mostly Muslim, and "a rabid dog running around your neighborhood."

Robert McCaw, spokesman for the Council on American-Islamic Relations, told Al Jazeera that Carson's remarks were "unthinkable," saying, "There is only one thing you do with a rabid dog -- and that's put it down."

Indeed, this is the problem with reckless, racist rhetoric: Each utterance tosses one more log onto the bonfire that can burn out a space for the unimaginable.

The Rev. Dr. Martin Luther King Jr. warned in his 1967 "The Other America" speech: "Racism is evil because its ultimate logic is genocide." As King put it:

"If one says that I am not good enough to live next door to him; if one says that I am not good enough to eat at a lunch counter, or to have a good, decent job, or to go to school with him merely because of my race, he is saying consciously or unconsciously that I do not deserve to exist."

Whereas these candidates may not be conscious of this "ultimate logic" or in any way approve of it, it doesn't make their language any less dangerous when it lands on the ears of the minorities on the margins, or those looking for a reason to gussy up their wrongheadedness with righteousness.

A 2013 Carnegie Mellon University study "found that in the most Republican states in the country, employers may be less likely to interview job candidates whose social networking profiles indicate that the applicants are Muslim," according to Pew.

As Pew explained:

"In the 10 states with the highest proportion of Republican presidential candidate Mitt Romney voters in the 2012 election, 17 percent of Christian applicants received interview calls, compared with 2 percent of the Muslim candidates. There were no differences in callbacks received by the Christian and Muslim candidates in the 10 states with the lowest proportion of Romney voters."

Late last month, Lawrence Downes reported on a poll in a red state with this caveat:

"It's just one poll in one Southern state, North Carolina, by one polling outfit (Public Policy Polling, or PPP) with Democratic Party ties, asking questions of a few hundred Republican primary voters."

"But still," Downes continued, these were the results: 72 percent believed a Muslim should not be allowed to be president of the United States, and 40 percent believed that Islam should be illegal in this country.

It is no wonder, then, that a 2011 Pew Research Center Muslim American survey found that just 11 percent of Muslims identify with or lean toward Republicans, while 70 percent do likewise for Democrats.

Furthermore, a 2013 paper co-published by the Center for American Progress and the New York University School of Law's Brennan Center for Justice found:

"A troubling trend is quickly developing in state legislatures across the country: In a thinly concealed attempt to inflame anti-Muslim attitudes, lawmakers in 32 states have moved to ban foreign or international law. The bans are based on model legislation designed by anti-Muslim activist David Yerushalmi and promoted by activists who have stirred up fears that Islamic laws and customs -- commonly referred to as 'Sharia' -- are taking over American courts. Although proponents of these bans have failed to cite a single instance where a U.S. court has relied on Sharia to resolve a dispute, foreign law bans have been enacted in Oklahoma, Kansas, Louisiana, Tennessee, and Arizona, while a related ban on religious law has been enacted in South Dakota."

As the ACLU has written of these laws:

"Efforts to single out Muslims and to advance the ugly idea that anything Islamic is un-American are unjust and discriminatory and should be rejected. Laws that single out Sharia violate the First Amendment by treating one belief system as suspect."

This demonizing a single religious faith is a slippery slope. It feeds something that is at odds with the most noble ambition of this country's better angels: equality.

The 2011 Pew survey found that among Muslim Americans: "Significant numbers report being looked at with suspicion (28 percent), and being called offensive names (22 percent). And while 21 percent report being singled out by airport security, 13 percent say they have been singled out by other law enforcement. Overall, a 52 percent majority says that government antiterrorism policies single out Muslims in the U.S. for increased surveillance and monitoring."

We must put a lid on this corrosive language. Simply put, being specifically anti-Muslim is, in a way, anti-American.

43) TAÏA, Abdellah, « Is Any Place Safe? », *The New York Times*, 18 novembre 2015, page 27

Paris -- FRIDAY night, after the terrorist attacks in Paris, I went out into the streets. I was confused and afraid, of course. But the terrible things that had happened -- I wanted to see them for myself, breathe them in, walk among them. It was a little past 11 and the streets were deserted, silent. Paris no longer existed. Paris had fallen.

On my way home, I ran into my 60-something neighbor Monique in the stairwell. We exchanged kisses more warmly than usual. "This is the end!" she said. "Where are we going to live now?" "Where are we going to live now?" The question kept running through my mind. I came to Paris 16 years ago from Morocco, as a young, gay Muslim. What will happen to my city now?

The attacks have taught us that there are no more borders. What happens in Syria, in Iraq or in Afghanistan also happens in Paris.

The news came from one of my sisters, back in Morocco. Her phone call woke me up at 10:15. "Paris is at war. War! Where are you? Are you all right?"

Paris? At war? Let's keep things in perspective. Terrorist attacks, yes, but not war. War is somewhere else, far away. I thought I was smarter than my sister. Later, in the deserted streets, I realized I was wrong. War had come to Paris. A war that had begun long ago. We'd waged it elsewhere -- in Iraq, in Mali, in Libya. We'd watched it on TV. And now here it was, escaped from our screens and pointing an accusing finger. No one is innocent.

"Don't go out. Stay at home, do you hear? Please don't go out in the street in the next few days," my sister said. "Eat whatever you have at home. Do you understand me?"

The same terror that held me frozen gripped my sister, too, more than a thousand miles away in Rabat, in the distant Moroccan night. Say what you will, there are no more safe places left. Paris was going under. Islamist terrorism will spare no one now, neither in Baghdad nor in London.

I didn't take my sister's advice. I couldn't. I had to go out into the streets. To see with my own eyes. To show my solidarity.

I made my life in Paris because I believe in its values: rationalist, humanist, universalist. But Paris is a city that has, in losing its borders, lost certain values as well. The neglect of a segment of our youth (especially those of Maghrebi origin, from countries like Morocco or Algeria) is an undeniable reality. This neglect has produced an environment conducive to radicalization, joyous nihilism and, now, carnage. Racist attitudes, ever more frequently espoused by certain politicians and intellectuals, have become the stuff of daily life.

France has responded to Friday's attacks with the following words, repeated in an endless loop: reinforced security, counterattack, war. Do we not understand that this is the very response the Islamic State wished to provoke?

The experience of citizens of the Arab world holds a lesson for France. Their leaders have long resisted embarking on any true modernization or self-examination. They are more oppressive than ever, doing whatever it takes to keep their people from declaring freedom.

As I walked through Paris, maimed as Beirut was by another bomb just the night before, I realized that the citizens of France would have to come to intimate terms with what people in Kabul, Baghdad, Sanaa and elsewhere have experienced for years. The very heart of what they hold most dear has been wounded: freedom. The freedom to go out, dance, have fun, listen to music, make art, rejoice -- and for a moment, be innocent.

I left Morocco as a young and desperate gay man. In Paris, I found a place where I could fight for myself and for my dreams. But I know now that nowhere is totally free or safe.

The Parisians will put up a fight to protect their way of life, of that I am convinced. I just hope that fight upholds France's values of *liberté* and *fraternité*, instead of becoming mired in racism,

Islamophobic hysteria and a new war on terror. But, deep inside, I suspect that my hopes will not come true.

The day after the attack, we learned that a Syrian passport had been found near one of the suicide bombers who blew himself up by the Stade de France. It was most likely stolen or fake, and yet it was immediately used to make a case for reinforcing security and tightening borders, playing off the hatred for refugees now spreading throughout Europe.

Europe is becoming increasingly extreme. But remember: When it comes to extremism, the Islamist terrorists have a huge head start.

"Where are we going to live now?" Monique asked. I still don't know how to answer.

44) NOBLE, Ronald, « Europe's Welcome Sign to Terrorists », *The New York Times*, 19 novembre 2015, page 31

EUROPE'S open-border arrangement, which enables travel through 26 countries without passport checks or border controls, is effectively an international passport-free zone for terrorists to execute attacks on the Continent and make their escape.

This is one of the most obvious lessons of the horrific terrorist attacks that struck Paris last week. And it offers one of the simplest solutions. The open borders arrangement should be suspended, and each of the participating countries should begin immediately to systematically screen all passports against a database of stolen and lost passports maintained by Interpol, the international police organization.

Leading up to these latest attacks, none of those countries systematically screened passports or verified the identities of those crossing borders by land or at seaports or airports. This is like hanging a sign welcoming terrorists to Europe. And they have been accepting the invitation.

In the past decade or so, terrorist attacks in Madrid and London and the assassination of Serbia's prime minister were all linked to fake or stolen passports. Now we have Paris.

One of the terrorists in Paris may have used a fake Syrian passport to enter Greece to claim asylum. Serbian authorities subsequently arrested a man whose passport contained details identical to the one found at the scene of the Paris attacks, suggesting that both passports were produced by the same counterfeiter. It should come as no surprise if further evidence shows that the perpetrators of these attacks used fake or stolen passports.

Europe's open border arrangement was negotiated in 1985 in Schengen, a town in Luxembourg, and is known as the Schengen Agreement. It took effect in 1995. The idea was to abolish internal border controls and initiate a common visa policy, eliminating lines at border crossings and reducing costs to central governments. Twenty-two European Union nations and four others -- Iceland, Norway, Switzerland and Liechtenstein -- are now parties to the agreement.

In September, the president of the European Commission, Jean-Claude Juncker, called the free movement under the Schengen Agreement "a unique symbol of European integration."

But what once seemed a sensible idea now offers real and present danger. Stolen, doctored and fake passports from the Schengen area are among the most sought-after forms of identification by terrorists, drug smugglers, human traffickers and other criminals. As of last year, eight Schengen countries were on the list of the top 10 nations reporting stolen or lost passports in Interpol's databases. Not one of those countries systematically screened passports at their borders.

Among the European countries that are not parties to the Schengen Agreement is the United Kingdom, which began screening passports against Interpol's database following the 2005 terrorist attacks there that killed 52 people and injured more than 700. The U.K. now screens about 150 million passports a year, more than all other European Union nations combined, and catches more than 10,000 people a year trying to cross its borders using invalid travel documents.

This record underscores the value of screening against Interpol's database. The database on stolen and lost travel documents was created after Sept. 11 and today contains information on more than 45 million passports and identity documents reported lost or stolen by 169 countries.

The United States had a long history of terrorists using stolen, lost or fake passports and identity documents to enter the country. In 1993, for instance, Ramzi Yousef, the convicted mastermind of the first World Trade Center bombing, entered the country to claim asylum using a stolen Iraqi passport.

In 2007, the United States began vetting identification documents and today leads the world in passport screening, with over 300 million checks annually against Interpol's database, which has flagged thousands of invalid documents.

The United States is safer as a result.

Having open borders without the proper vetting aids and abets terrorists. The failure to thoroughly screen passports or check identities at border crossings is simply irresponsible in the face of global terrorism. Based on my 14 years of experience running Interpol, I know that terrorists will be much more likely to succeed as long as countries fail to properly check the identities of those who cross their borders.

In the wake of these latest attacks, some European countries are rethinking their open border policy. On Friday, European Union interior ministers are expected to consider immediate, tighter border checks on their citizens entering or leaving the Schengen zone, at the request of the French government.

These are positive steps. The so-called Islamic State could attack again today, tomorrow or next week. Until passports are screened systematically at every single entry point, the 26 Schengen countries must suspend their open border arrangement and close this passport-free travel zone throughout Europe. Only then will words of sorrow and solidarity from our heads of state have real meaning.

45) Auteur inconnu, « What It Will Take to Fight ISIS », *The New York Times*, 18 novembre 2015, page 26

The mass murder of civilians in Paris has inevitably reignited the debate over using military force in the Middle East to attack the Islamic State. The debate, like anything that gets tangled up in American presidential politics, is divorced from reality. The United States, and other nations, is already engaged in military action with some ground forces in Iraq and Syria.

The panicked reactions, fanned by right-wing politicians in the United States and Europe, to "declare war" on the Islamic State are mostly just noise. None of those proposing that kind of response offer the slightest idea of how it would be done; all they have is an understandable desire, which we share, to obliterate the terrorist group also known as ISIS.

President Obama struck the right note in his remarks on Monday: Military action can be only one part of a broader strategy that the United States and its partners will have to pursue over many years.

Important Muslim nations, notably Saudi Arabia, will simply have to stop paying for and politically enabling the mosques, imams and paramilitary groups that fuel extremists and their virulent perversions of Islam. Moderate Muslims need to redouble efforts, begun after 9/11, to ensure that their vision of a more tolerant and inclusive Islam prevails.

In retaliation for the Paris massacres, President François Hollande of France was entirely justified in sending fighter jets to strike Islamic State targets in Raqqa, Syria. In the past year, the United States has carried out more than 8,000 strikes against ISIS targets in Syria and Iraq, and Mr. Obama has said there will be many more.

Given the expanded threat, it is time to engage diplomatic mechanisms that legally and politically bind the international community in a common cause. On Tuesday, France formally requested that its European partners help. What should follow is passage of a United Nations Security Council resolution formally authorizing the use of force against the Islamic State and, if France requests it, a NATO decision to invoke Article 5 of its treaty, which obligates the alliance to defend its members under attack.

The nation and the world would be better off if Congress took a break from partisanship and finally debated a legal framework for the American military action that has been underway for more than a year without any such grounding. Republican lawmakers prefer to simply blame President Obama rather than earn their paychecks.

What sensible -- and effective -- further military action, if any, might flow from such a debate is unclear. America must not repeat past errors and commit thousands of troops in a Middle East ground war, as some Republicans are urging. On Monday, Mr. Obama wisely refused to agree to escalate America's involvement, which in addition to airstrikes already includes 3,500 troops in Iraq ostensibly devoted to training, and about 50 Special Operations forces in Syria.

The Islamic State is not a challenge America can handle on its own. Should more ground troops ever be needed, they should come from countries in the region with the backing of air power, intelligence, logistics and possibly other support from the United States, France, Russia and other nations.

One major problem is that Arab countries are divided on who the main enemy is, making it impossible to focus resources on defeating ISIS. Saudi Arabia is more concerned with Iran and toppling President

Bashar al-Assad of Syria; Turkey wants to oust Mr. Assad and put down separatist Kurds; Iraq's central government is primarily interested in preserving its Shiite-majority rule.

Only if America, Russia and other governments agree on a political settlement to end the Syrian war will there be a realistic opening for the warring parties to shift from fighting Mr. Assad to fighting the Islamic State. The bombing of the Russia airliner over Egypt should persuade Moscow that it needs to help ease Mr. Assad out of power in a way that doesn't destabilize Syria further and get serious about confronting the Islamic State.

On Monday, America and France expanded intelligence-sharing; other countries should be included. Even before the killings in Paris, the United States last week intensified attacks on facilities that help finance the Islamic State through the sale of oil. More effort must be made to shut down all revenue streams to ISIS; the porous Turkish border with Syria remains a huge problem on this front.

It is impossible to prevent all violence by hate-filled sociopaths and ideologues who are willing to die, and confronting the extremist threat from ISIS and other terrorist groups will require many strategies. But none of them require demolishing the values that are the heart of democratic societies, including the free flow of people and information. Banning all refugees, as some in America and Europe are demanding, would be an ineffective and tragic capitulation to fear. Governments should improve border controls and vigilance, but expanding wiretapping and other surveillance in free societies must be resisted.

46) GOODWIN, Michael, « Oui are failing to lead », *The New York Post*, 25 novembre 2015, page 13

The leader of the free world urged a broader assault on Islamic State yesterday and called for more nations to join forces to crush the enemy. In response, President Obama said he would think about it. The upside-down quality of the meeting between Obama and French President François Hollande was painful to watch. The attacks in Paris have energized and emboldened Hollande, but Obama again oozed an air of "this too shall pass." A week after he shamefully called the Paris slaughter a "setback," he's still in a fog of his own making.

He refuses to call the spreading cancer what it plainly is - Islamic terrorism. Instead, he has adopted the Arabic pejorative for Islamic State, Daesh, perhaps believing he can insult the barbarians to death. What he won't do is assert American leadership when it is needed most. Without the world's military and economic superpower leading the charge, there can be no real charge.

Thankfully, Hollande is not giving up. His Washington visit is part of a frenetic shuttle mission to assemble a coalition that he hopes will smash Islamic State in Syria and Iraq and break up its murderous networks across Europe.

He met with Great Britain's David Cameron Monday, will see Germany's Angela Merkel Wednesday, Russia's Vladimir Putin Thursday and then other European leaders.

The point, he said, "is so that we can act."

At that, Obama stirred himself to take offense at the suggestion that there was no action now. He interjected to say, "We've got a coalition," and insisted 65 countries are united.

His is a coalition on paper only and is having little impact on Islamic State's caliphate and has not stopped it from carrying out the attacks in Paris and elsewhere. Much of America and Europe are on heightened alert, and Belgium remains in a security lockdown.

It's not that Obama doesn't want to do anything. It's just that he doesn't want to do much more than he's already doing, which is clearly inadequate.

Though he's often wrong, he's never in doubt, and even adopted a weary attitude of "I told you so" about Turkey shooting down a Russian jet. The incident "points to the ongoing problem with the Russian operations," he said.

Yet oddly, he never mentioned that Turkey is a member of NATO, a significant element that raises the risk of wider war and could imperil the alliance if it does not support Turkey.

Although he was a portrait of peevish hesitancy for most of the hour, Obama did show real passion when he talked about Syrian refugees. Adopting a scolding tone, he emphasized the need to uphold America's "ideals" and quoted from the Emma Lazarus poem on the Statue of Liberty.

The moment smacked of a political diversion, and was rich with irony.

Obama's eagerness to take in refugees that Islamic State vows to infiltrate stands in shocking contrast to the State Department's worldwide travel alert for all Americans. "US citizens should exercise

particular caution during the holiday season and at holiday festivals and events," the alert said. "Extremists have targeted large sporting events, theaters, open markets and aviation services." In a nutshell, that's Obama World. Appeasement leading to a deadly chaos around the world that requires Americans to hunker down at home, twinned with an accusation that we are frightened bigots unless we open our borders.

By the end of their exercise in role reversals, you had to feel for Hollande. And you certainly couldn't blame him for rushing out of a country whose commander in chief makes a virtue of leading from behind.

47) MCMANUS, Bob, « Terror in Paris Tragic plot twist the wake-up call deB needed», *The New York Post*, 16 novembre 2015, page 4

Frederick Forsyth's best thriller was his first: "The Day of the Jackal" - a compelling tale of a nearly successful plot to assassinate Charles de Gaulle.

Forsyth's novels are nothing if not authentic (disaffected army officers actually did try to kill de Gaulle in 1962, which is where the novel begins) and it'd be hard to find a more detailed account in popular fiction of how an international assassin goes about his work.

Those details - the creation of false identities, the circumvention of national borders, the subversion of security in a country with a faint affection for civil liberties but a violent aversion to terrorism - give the novel its compelling heft.

Even 50 years later, the degree of difficulty overcome by Forsyth's assassin remains astonishing - and that was long before near-universal street cameras, facial-recognition software, phone-tapping from space, and databases that can parse critical facts in nanoseconds.

That was before Friday, and radical Islam's latest surprise attack on civilization. Before the superbly coordinated assaults took at least 129 lives.

The attacks, said French President Francois Hollande, were "an act of war committed by a terrorist army . . . prepared, organized and planned from abroad, with complicity from the inside."

Indeed. But how?

How disciplined those terrorists must have been. How complex the networks that dispatched them must be. What a grave threat they represent - and not just to France.

New York has been in the Islamists' cross hairs before - on 9/11, and at least 16 times since then, according to the NYPD. The Heritage Foundation, which tracks such things in the face of the administration's indifference, counts at least 73 Islamist terror plots or attacks nationwide since the Twin Towers came down - 11 this year.

True, most were small-bore affairs. Then again, France has been a hive of such relatively low-grade activity for years.

So if the Islamists are stepping up their game there - why not here? Why not New York, or Boston (again), or Washington or San Francisco?

America brims with sports stadiums, concert venues and shopping plazas - tempting targets as the Islamists apparently shift their attention from institutions to people.

How best to stop them? It's all about the information.

The meticulous collection and deft analysis of information thwarted Forsyth's assassin - and, indeed, the post-9/11 conspiracies against New York.

Many ears to the ground contributed to those successes - but a large part of the burden was carried by the NYPD's anti-terrorism detectives and superb cadre of intelligence analysts. Then-Mayor Mike Bloomberg and his police commissioner, Ray Kelly, understood the challenge and rose to it.

But not without issues.

New York City is now home to hundreds of thousands of Muslims - richly and productively marbled into civic life, an affirmation of America's traditional affinity for immigration.

At the same time - and there is no gentle way to put this - the city's Muslim community is a potentially rich fishing ground for Islamist recruiters. And a strong political base from which to push back against necessary but understandably unpopular public-safety measures.

Bloomberg and Kelly caught hell, but didn't flinch.

Then Mayor de Blasio came to office on an anti-NYPD plank generally, with particular hostility to the Kelly terror-containment policies - swiftly scaling them back and deflecting much of the responsibility to the FBI.

Yet Paris may have been an epiphany for de Blasio. In a sharp turnaround Saturday, he had surprisingly kind words for those policies: "Commissioner Kelly, to his credit, put a big, big focus on fighting terror. He built a very strong apparatus." True.

"We have continued to build on that foundation," he added - not true, not even close, but it's never too late to start.

Friday night's carnage numbs the soul, and New York well knows the feeling. But soon the horror will recede - and, absent strong leadership, vigilance, too.

There are no guarantees in the war on terror, but what successes there are require relentless attention to detail and great moral courage.

If Bill de Blasio finally gets it, so much the better. There's nothing fictional about the threat his city faces.

48) Auteur inconnu, « After Paris », *The New York Post*, 15 novembre 2015, page 38

On Friday, President Obama announced on "Good Morning America" that ISIS had been contained. Hours later, coordinated ISIS attacks across Paris killed more than 120 and wounded hundreds more. French President François Hollande has vowed a "merciless" response to what he rightly calls an "act of war." Hmm. France is a NATO member. How will the alliance react if Paris invokes NATO's collective-defense guarantees?

America's NATO allies joined the fight in Afghanistan after 9/11, though al Qaeda wasn't even the government there. By contrast, there's no question where the Islamic State rules - the US, France and other allies have been bombing there for over a year now, as part of Obama's plan to "degrade and ultimately destroy" this enemy.

The president had insisted that was working. "I don't think they're gaining strength," he said Friday on ABC. "We have contained them. They have not gained ground in Iraq. And in Syria . . . you don't see this systematic march by [ISIS] across the terrain."

It's obvious why Obama wants to pretend his strategy's effective. After all, no Western leader (and few if any Western publics) has the stomach for sending in the ground troops needed to simply take ISIS out.

Which, after all, would leave the problem of what comes next: If the troops just come home afterward, won't some other nest of horrors take ISIS's place? On the other hand, most see the long, bloody occupation of Iraq as evidence that leaving Western troops in place won't solve anything, either. But the "degrade" tactics leave ISIS in place - success enough for the terrorist state to attract tens of thousands of new recruits, many from the West. Nor is this the first time those recruits returned home to strike: The Charlie Hebdo attacks came 10 months ago.

Yet even ISIS is also one corner of many in the Syrian civil war - which is flooding Europe with refugees, a tide that seems to have concealed at least one of the men who struck Friday night.

There are no easy answers to any of this; that's why the West has been muddling along since ISIS first reared its hideous head. But that comes at a cost, too - not just in ISIS attacks like Friday's, but in options lost.

Enforcing a no-fly zone in northern Syria, for example, is now a no-go - unless you're willing to shoot down the Russian planes bombing there to shore up Bashar al-Assad (whom Syrians still hate more than ISIS).

Beef up security at home? France has been doing that and will surely do more now. But no war is won on defense - and no defense is perfect.

In that light, wasn't it remarkable to see Mayor de Blasio, in the wake of Friday's attacks, praising the anti-terror apparatus built by former Police Commissioner Ray Kelly - a guy de Blasio has been badmouthing for years?

Let's give the mayor credit for at least some rethinking in the face of the horrors in Paris. And hope that the president and leaders across the West can be as flexible.

Because Friday night was vivid proof that what they've been doing isn't good enough.

49) SCHRAM, Jamie, Amber, SUTHERLAND, GOLDING, Bruce, « Terror in Paris Only US can win this war », *The New York Post*, 16 novembre 2015, page 5

America is far better than France at disrupting terror plots like the one that left Paris awash in blood and doesn't face the same problem of radicalized Muslims returning from the battlefield in Syria with military training, a well-placed US official told The Post.

The official, who has been briefed on the bloodshed in the City of Light, said, "One of the major issues that France is facing is their intelligence-gathering capabilities" regarding the country's home-grown Islamic extremists.

"French intelligence is lacking considerably compared with the US when it comes to tracking these individuals, particularly as they return to France after being radicalized," the official said. "This appears to be one of, if not the primary explanation, for what happened."

France has a much larger number of citizens "traveling to and from Syria" than the United States does, and is therefore "much more susceptible to these attacks now," the official added.

"Thousands of foreign fighters are being recruited from Europe, and many of them are traveling back to France after being radicalized in Syria," the official said.

"This is a major problem not just in France, but in other European countries."

The official noted that decoding online "chatter" by ISIS members was "becoming a real issue" for authorities because the group "is consistently encrypting their messages on social media and it's getting harder to decipher what they're saying."

Sen. Charles Schumer (D-NY) said Sunday that there were "still no credible threats" aimed at New York or the United States, but added, "Obviously, that could change, and we have to be vigilant."

Schumer also called for stepped-up counterterrorism measures.

"If ISIS is aiming abroad, outside the Middle East, what do we do? The answer is: We have tools to deal with this, particularly intelligence, reconnaissance, drones, airstrikes," he said. "We should increase all four of those."

50) PEYSER, Andrea, « Can't take all comers », *The New York Post*, 20 novembre 2015, page 30

I HAVE in my possession just one photograph of my maternal grandfather. His haunted, brown eyes gaze at me from his youthful-looking, 42-year-old face.

The black-and-white snapshot, now turning yellow at the edges, graces Solomon Staendig's passport. I'm not sure if he realized this when the document was issued on July 20, 1939, but it would become his salvation, the one thing that ensured his survival.

For this was his passport out of Nazi-annexed Austria.

Sometimes, when I look at his picture, I am both fascinated and repulsed. My sole link to this branch of my past is defiled by words hand-scribbled in the German language, along with stamped images of Nazi swastikas.

Though he had lived his entire life to that point in Austria, my grandfather was designated a "stateless" person after the Germans absorbed the country in the 1938 Anschluss, making it part of the Fatherland. He was not wanted. He had no home.

He was a Jew.

It seems strange to think, all these years later, as I sit in comfort in the United States, that seven decades ago, people in my family died, and lived, through war, deprivation and hatred.

In many ways, my grandpa shared a common cause with the refugees now flooding out of civil war-ravaged Syria, toward uncertain futures and a public that wants nothing to do with them.

He also was not at all like at least some of them.

In a decision that would spook him for the rest of his days, Solomon Staendig was allowed by the Nazis to flee to New York in 1939, and planned to arrange passage for his wife, my grandmother. He thought that the Nazis were just bent on slaughtering men.

He was wrong.

His daughter, my mother, then 15 years old, boarded a luxury Italian cruise ship that year with other members of her Jewish youth group and sailed to Israel, then known as the British Mandate of Palestine.

She was safe.

My grandmother was murdered in a Nazi concentration camp.

I don't have a picture of her.

My mother next saw her father in the early 1950s, when she arrived in America with her new husband, my father. By then, my grandfather had remarried, settled in The Bronx and toiled, not very successfully, as a jeweler and by selling dresses. He died of a heart attack in 1962 at age 65.

President Obama wants the United States to take in 10,000 refugees fleeing Syria's civil war. But who are these people?

In a gigantic blow to the president's policies, in a slap at his squeamishness toward fighting terrorism, members of the US House of Representatives rose up and cried, "Hell no!"

House members - including 47 Democrats - voted overwhelmingly Thursday for self-preservation.

They defied Obama's promise of a veto, and passed a measure that would prevent people from entering the US from Iraq or Syria until the director of national intelligence, as well as the heads of the FBI and Department of Homeland Security, personally sign off on each application for sanctuary.

This, after reports that one of the ISIS butchers, who claimed responsibility for last week's massacre in Paris, entered Europe by posing as a Syrian refugee.

This, after a Bloomberg Politics poll revealed that 53 percent of Americans think the door should be slammed on Syrian refugees.

Somehow, I think my grandpa would have agreed.

He came to live in an America in which many Jewish refugees from Adolf Hitler's Third Reich were denied entry.

But he didn't get mad. He didn't yell. He lived quietly, doting on his surviving relatives and friends. He came to love his adopted home, fiercely. I wish I knew him.

I don't think it's unreasonable to expect that this great country only open its doors to people who do the same.

51) BARBIER, Christophe, «Questions qui fâchent », *L'Express*, numéro 3359, 18 novembre 2015, page 7

La véritable union de la nation ne peut se bâtir que sur le socle de la vérité. Malgré l'état d'urgence, il faut poser les questions qui fâchent. Ne pas les poser, et surtout ne pas leur apporter de réponses, c'est annoncer à d'autres Français qu'ils se feront tuer.

Le sang n'était pas encore sec dans les rues de Paris, vendredi soir, que déjà la France entière avait compris: elle n'était pas victime d'un attentat de plus, pas même du pire attentat de son histoire, mais d'une attaque à la nature inédite. Le temps des kamikazes en meute remplace celui des loups solitaires, la menace récurrente devient guerre totale.

Soudain, la nation comprend qu'elle ne va plus vivre avec l'éventualité d'un attentat, mais avec la certitude que des soldats entraînés et équipés attendent leur tour pour donner l'assaut, tuer un maximum de Français, puis mourir. Le péril n'est plus aléatoire, il est permanent.

Après la stupeur, le temps de la douleur et du deuil doit être le plus court possible, il doit même être volontairement écourté par les autorités politiques; comme dans les tragédies classiques, il faut quitter sans tarder la tunique de larmes pour revêtir la cuirasse du combat. Il faut d'autant plus abandonner le chagrin qu'il n'est que le plus petit dénominateur commun du pays. Déjà, la division sourd entre ceux qui réclament de la répression et ceux qui prônent la tolérance, entre ceux qui voient un suspect derrière chaque musulman et ceux qui refusent les amalgames.

Déjà, la récupération dresse les partis les uns contre les autres, avec le FN au cœur de la mêlée. Déjà, l'union nationale n'est qu'un masque fêlé, non ce nouveau visage de la France qu'incarneraient une majorité recomposée et un gouvernement élargi. Déjà, le FN arrose du sang des victimes le terreau de la peur, pour y faire pousser des bulletins de vote. Déjà, la gauche semble vouloir se sauver par l'appel à soutenir le pouvoir élu et la droite se hisser sur l'échec sécuritaire de Hollande. Déjà, chaque présidentiable songe à tirer profit de la situation - ou veille au moins à ce qu'elle ne favorise aucun de ses rivaux.

La force des démocraties est d'honorer le rendez-vous des urnes même en temps de guerre, mais il est effrayant de voir le scrutin régional et la précampagne présidentielle polluer le débat stratégique par de petits calculs électoraux.

La véritable union de la nation ne peut se bâtir que sur le socle de la vérité. Malgré l'état d'urgence, malgré le silence que réclame le pouvoir au nom des "nécessités de l'enquête", il faut poser les questions qui fâchent; elles n'affaiblissent pas la France dans sa guerre, elles garantissent qu'on agira en connaissance de cause.

Pourquoi n'a-t-on pas repéré ce réseau ample et structuré, qui a dû multiplier les communications avant d'agir ? Pourquoi a-t-on attendu près de deux heures pour intervenir au Bataclan, prenant un massacre minutieux pour une prise d'otages? Pourquoi les mesures de surveillance des communications, votées par le Parlement, n'ont-elles servi à rien? Pourquoi dix mois se sont-ils écoulés entre l'attaque de Charlie et l'annonce - vendredi 13, justement - de mesures contre le trafic d'armes? Les réorganisations incessantes des services de renseignement ne les ont-elles pas affaiblis? Ne faut-il pas rétablir les Renseignements généraux, avec leurs agents infiltrés un peu partout? La hiérarchie policière est-elle à la hauteur? Ne faut-il pas corriger immédiatement le budget pour doubler celui des armées et de la police?

N'est-il pas temps de trouver un accord avec Vladimir Poutine pour agir de concert avec lui contre Daech? Pourquoi n'y a-t-il pas, cette fois, de démonstration de force et de calme de la République? Pourquoi l'Etat ne reprend-il pas en main l'organisation de l'islam de France, afin que les musulmans pratiquent leur culte en toute sérénité et qu'on repère et ferme ces mosquées qui sont le Pôle emploi de l'intégrisme?

Pourquoi, en cette guerre, comme ils la nomment eux-mêmes, a-t-on l'impression que François Hollande et Manuel Valls gèrent, mais ne gouvernent pas? Et que la droite calcule, mais ne pense pas? Pourquoi, face à la "force persuasive d'étrangeté et de rupture" de Daech, comme la définit le philosophe Philippe-Joseph Salazar, ne voit-on pas se dresser la force performative d'idéal et de liberté de la République? Pourquoi, enfin, aucune voix politique ou intellectuelle ne nous semble aujourd'hui à la hauteur du péril?

Poser ces questions peut fâcher; ne pas les poser, et surtout ne pas leur apporter de réponses, c'est annoncer à d'autres Français qu'ils se feront tuer.

52) MAKARIAN, Christian, « Le nouvel emprunt russe », *L'Express*, numéro 3360, 25 novembre 2015, page 15

On aurait tort d'écarter un revirement spectaculaire: les objectifs fondamentaux de la France et de la Russie demeurent très différents. La première cherche à intensifier le combat contre Daech, tandis que la seconde vise à exercer un rôle décisif dans le jeu international.

Le net changement de ton dans le discours de François Hollande vis-à-vis de la Russie, ainsi que son voyage à Moscou, marquent un tournant dans la crise syrienne. Or cette inflexion ne relève pas seulement des atroces attentats de Paris, même s'ils ont indéniablement déclenché un impératif d'efficacité. Le réajustement résulte de causes profondes, qui taraudent la position française depuis le début de la guerre en Syrie, dans lesquelles des éléments de politique intérieure viennent interférer dans la politique extérieure.

Une lente prise conscience des intérêts stratégiques s'est effectuée en raison de l'absence de résultats probants contre Daech, après une année de bombardements français (très limités dans l'ensemble du dispositif dirigé par les Américains). Ajoutons que la pression politique intérieure n'a cessé de monter jusqu'à imposer au président français de reconsidérer sa position initiale. Du côté russe, l'intervention aérienne en soutien à Bachar Al-Assad n'a pas produit, en deux mois, de modification notable des rapports de force sur le terrain, tandis que l'Etat islamique a démontré qu'il pouvait abattre un avion civil en plein Sinaï. Un ensemble de ferments qui redessinent la relation franco-russe; mais dont on ne peut pas, pour autant, attendre l'éclosion d'une nouvelle alliance.

Si l'on envisage la situation du strict point de vue bilatéral, les rapports entre Paris et Moscou dessinent un axe crucial dans le conflit syrien. Pour preuve, depuis environ deux années, qui ont coïncidé avec l'émergence et l'affirmation continue de Daech, Vladimir Poutine s'évertue, mine de rien, à pénétrer la vie politique française et à la fracturer. Il a identifié la France comme un levier, au sein de l'OTAN, susceptible de servir de médiateur entre les vues russes sur la Syrie et la stratégie, jusqu'ici inopérante, de Barack Obama.

Les leaders français divisés

De fait, le président russe a engrangé la division des leaders politiques français, laquelle traverse l'ensemble de l'échiquier droite-gauche, sous les yeux d'une opinion publique majoritairement favorable à une coopération avec les forces russes dans le conflit syrien. Du Front National au Parti Socialiste en passant par Les Républicains, le maître du Kremlin a ainsi, dans chaque camp, des supporters déclarés, des interlocuteurs compréhensifs, des alliés de circonstance ou des adversaires néanmoins prêts au dialogue.

>> Lire aussi: La droite secouée par la question d'une intervention au sol en Syrie

Il fait carton plein au sein du Front National, où l'on ne compte plus les admirateurs de ses méthodes fortes. A ce titre également, Philippe de Villiers fait figure de véritable ambassadeur du Kremlin. Poutine sait aussi qu'il existe des adeptes de la cause russe, très engagés, et des partisans, plus modérés, d'un dialogue avancé parmi les Républicains, tels François Fillon (ou Dominique de Villepin, hors parti), qui voit surtout dans le rapprochement avec la Russie une *realpolitik* indispensable pour venir à bout de l'hyperterrorisme. Pour fédérer l'ensemble de ce courant, Nicolas Sarkozy a trouvé les mots justes en dénonçant l'absurdité qu'il y a à laisser deux coalitions (l'une, voulue par Poutine, et l'autre, réunie par Washington) se juxtaposer dans une concurrence désastreuse en Syrie. La fracturation est encore plus frappante à gauche; Jean-Pierre Chevènement, représentant spécial de la France pour la Russie (nommé par François Hollande), incarne un courant favorable au rapprochement avec la Russie car il est avant tout soucieux de ne pas s'aligner sur une relation atlantique qui priverait la France d'une position propre. Mais Hubert Védrine, sur une ligne différente, s'est également prononcé, en tant qu'expert, pour la conclusion d'une alliance de circonstance, temporairement conclue à des fins d'efficacité. Reste l'extrême-gauche, dont un des ténors, Jean-Luc Mélenchon, ne cesse de défendre la Russie et son chef, dont il fait l'antidote contre le poison américain.

Des objectifs différents

On aurait tort, cependant, d'escompter un revirement spectaculaire de la diplomatie française, dans la mesure où les objectifs fondamentaux de la France et de la Russie demeurent très différents: la première cherche à intensifier le combat contre Daech, tandis que la seconde vise à exercer un rôle décisif dans le jeu international grâce à sa position de partenaire incontournable en Syrie. Ce qui butera contre deux écueils, malgré l'ordre donné à ses forces par le président russe de travailler avec les militaires français "comme avec des alliés".

D'une part, l'objectif de transition politique en Syrie n'est pas seulement, pour Paris, une position de principe visant à chasser du pouvoir un tyran sanguinaire; en se montrant intransigeante quant au sort d'Assad la France donnait surtout satisfaction à l'opposition syrienne et à ses partenaires arabes (Egypte, Arabie Saoudite, Emirats, Qatar). Moscou a un tout autre agenda, avec l'Iran chiite comme associé, soit l'ami inconditionnel d'Assad et l'ennemi juré des pays du Golfe. Résultat: les Français devront rassurer leurs alliés et les Russes amadouer le leur. La partie est engagée.

D'autre part, la France doit convaincre ses partenaires européens, complètement hors du coup au sujet de la Syrie (en dehors du Royaume-Uni), que la faiblesse de l'Union ne peut être compensée que par une forme d'intégration de la puissance militaire russe dans une stratégie commune. Ce qui se traduira, assez vite, par des évolutions sur le dossier ukrainien (on peut faire confiance aux diplomates russes), sachant que l'opposition frontale aux menées russes en Crimée et dans le Donbass était jusqu'ici un facteur relatif d'unité entre les 28 pays de l'UE. Pour sûr, la Russie compte beaucoup sur la France.

53) BARBIER, Christophe, «Ce que résister veut dire », *L'Express*, numéro 3360, 25 novembre 2015, page 5

Le premier acte de résistance est celui-là: ne pas penser sans cesse au risque terroriste, refuser la pente paranoïaque. Résister, c'est savoir être, parfois, insouciant.

Une liste de noms, comme il en existe dans tous les villages de France afin de commémorer les soldats tombés il y a cent ans: le monument aux morts du 13 novembre 2015 prendra vite - a déjà pris - une place considérable dans l'espace démocratique. La violence des attentats, la sauvagerie des terroristes, la lourdeur du bilan expliquent en partie cette émotion particulière, celle d'une nation déterminée à ne pas oublier. Parce que l'on ne peut pas dire "plus jamais ça!", parce que l'on sait que d'autres attaques surviendront, la mémoire est brandie comme un bouclier. Le souvenir est l'avenir, parce qu'il s'agit de résister.

Organiser la résistance à l'effet de terreur

En s'imposant comme passerelle entre le vocabulaire de l'émotion et celui de la détermination, le mot "résistance": de 1940 à 1944, le pays était envahi et l'ennemi, visible partout; cette fois, la population craint un ennemi invisible, mais qui peut surgir n'importe où. Nul n'imagine l'armée de l'Etat islamique pénétrer en Europe et foncer vers Paris, mais, en sa guerre asymétrique, Daech n'a pas besoin d'occuper le territoire, il lui suffit d'occuper l'actualité; il n'a pas besoin d'investir la capitale, il se satisfait d'avoir déjà investi les esprits.

>> Notre dossier sur les attentats du 13 novembre

Le premier acte de résistance est donc celui-là: ne pas penser sans cesse au risque terroriste, refuser la pente paranoïaque. L'obsession, c'est la nouvelle Occupation; résister, c'est savoir être, parfois, insouciant. Cela ne veut pas dire nier le risque et nier la peur: la peur fait partie de l'esprit de résistance, elle est l'adrénaline de la vigilance. La bonne attitude est de ne pas avoir peur pour soi, et de vivre normalement, mais d'avoir peur pour ceux que l'on aime, et de les en aimer encore plus, avec une prévenance décuplée.

Dans la vie sociale, la résistance à l'effet de terreur doit être organisée, le sommet doit galvaniser la base pour que le principe de précaution, funeste ici comme ailleurs, ne l'emporte pas en un "sauve-qui-peut" tacite, un "chacun pour soi" caché derrière le paravent de l'émotion partagée. Or la tentation du double langage est réelle: l'exécutif nous demande de bouger, de partager, de vivre, mais ses fonctionnaires nous mettent en garde. Ainsi des sorties scolaires, où l'on voit le ministère de l'Education assurer qu'elles sont possibles, mais les rectorats dissuader les enseignants.

Instaurer le vote obligatoire

Le politique proclame: "Vivez!"; l'administration murmure: "Planquez-vous!" Le mot d'ordre diffus de l'Etat, c'est "A vos risques et périls", alors qu'il pourrait lancer un pacifique "Aux armes, citoyens!", les armes de la démocratie face au terrorisme étant la culture, la fête, la cité animée. Résister, c'est aller au théâtre, au concert, au restaurant, c'est avoir l'amitié ostentatoire et une permanente envie d'agora.

D'évidence, le pouvoir ne s'efforce pas vraiment de limiter l'excès de prudence des citoyens.

Un néopatriotisme s'empare de la France: partout, ses couleurs surgissent et *La Marseillaise* s'élève, reprise en chœur à travers le monde. Salutaire sentiment, qui ne sera qu'un sursaut si on ne le souligne pas. Résister, c'est rétablir d'urgence un peu de conscription militaire. Résister, c'est reconnaître que l'abstention mine la démocratie et qu'il faut donc instaurer le vote obligatoire, parce qu'un bulletin de vote en moins, c'est une munition qui manque dans la cartouchiere de la République.

Résister, c'est aussi expliquer aux jeunes que la société française n'est en rien "responsable" du terrorisme et qu'elle ne doit regretter qu'une chose: avoir trop longtemps considéré qu'être tolérant envers ceux qui contestent nos valeurs nous renforçait et nous grandissait, puisque la tolérance est une de ces valeurs. Résister, c'est refuser.

54) KERDELLANT, Christine, « Reviens Léon, c'est la guerre ! », *L'Express*, numéro 3360, 25 novembre 2015, page 28

Le French bashing, c'est fini: autour du mouvement "Reviens Léon, on innove à la maison", les start-ups militent pour le retour des expatriés, créateurs d'entreprise, ingénieurs expérimentés, développeurs ou designers de génie.

Marc Simoncini, fondateur du site de rencontres Meetic, n'est pas à un paradoxe près: après avoir menacé de quitter la France en 2012, après avoir poussé des créateurs de start-up à partir en Californie au début de cette année ("Partez! Il vaut mieux vivre aux Etats-Unis que mourir en France", leur lançait-il dans un reportage télévisé), il exhorte, depuis les attentats du 13 novembre, ses collègues chefs d'entreprise installés en Amérique ou ailleurs à revenir. Avec des arguments très directs: "Payer ses impôts, ce n'est pas si difficile", "Si nous ne sauvons pas notre nation, vous aurez, vous aussi, bientôt tout perdu".

En clair, la question est de savoir non plus si l'on va payer 40 ou 50% d'impôts, mais si l'on va continuer de vivre dans le même pays. Simoncini connaît ses interlocuteurs: s'ils sont "nombreux, très nombreux, à avoir quitté la France pour des raisons souvent fiscales", les exilés reviennent généralement finir leur vie en Bretagne ou sur la Côte d'Azur, parce que rien ne vaut la douceur de vivre made in France... et son système de protection sociale.

Des raisons objectives de revenir

L'homme qui a fait davantage pour la natalité française que Frigide Barjot (à en croire les couples qui se sont formés sur Meetic) rejoint ainsi le mouvement "Reviens Léon, on innove à la maison!", lancé en mai par BlaBlaCar, Criteo, SigFox, LaFourchette, iAdvize, Drivy et une dizaine d'autres start-up. Soutenu par Axelle Lemaire ou Anne Lauvergeon, Reviens Léon milite pour le retour des expatriés, créateurs d'entreprise, ingénieurs expérimentés, développeurs ou designers de génie. Thème de leur campagne, inspirée d'une publicité cultisme pour les raviolis Panzani ("Reviens Léon, j'ai les mêmes à la maison!"): la France a beaucoup changé. Elle est maintenant the place to be, le pays où ça se passe.

La French Tech est bien connue aux Etats-Unis : les dirigeants du fonds d'investissement de Google viennent régulièrement rendre visite à nos jeunes entreprises ; le patron de Cisco, John Chambers, parie sur la France, convaincu qu'elle est "en train de basculer" et que c'est le moment d'y investir; les start-up françaises réussissent à lever des fonds et quelques-unes sont devenues des "licornes" (c'est-à-dire qu'elles valent au moins 1 milliard de dollars). Voilà pour le symbole.

Mais les raisons objectives de revenir sont nombreuses : la taxe de 7% sur les revenus au-delà du million d'euros a été supprimée, le Cice et le pacte de responsabilité témoignent d'un contexte politique plus favorable aux entreprises, et Emmanuel Macron parle plus fort que les frondeurs. Enfin, sur le site Reviensleon.com, les offres d'emploi sont légion.

La mayonnaise est en train de prendre

Après quatre mois de campagne, les résultats ne sont pas encore tangibles: un développeur ou un directeur marketing ne rentre pas en quinze jours, un seul "skype" ne suffit pas en guise d'entretien d'embauche, les étudiants doivent finir leur cursus et les vrais émigrés fiscaux tentés par le retour contacteront la cellule de régularisation fiscale de Bercy (celle qui table sur la récupération de 2,4 milliards d'euros de recettes l'an prochain) plutôt que les croisés de Reviens Léon... malgré la promesse du fabricant de mousses au chocolat et de cookies Michel et Augustin de remplir leurs frigos pendant trois mois. Pourtant, les initiateurs du mouvement sont convaincus que la mayonnaise est en train de prendre.

Frédéric Mazzella et Nicolas Brusson, cofondateurs de BlaBlaCar, sont eux-mêmes des "Léon": ils ont fait leurs gammes outre-Atlantique. Pour eux, la France s'est métamorphosée, et il est urgent que nos compatriotes exilés le sachent. En ce sens, les témoignages de solidarité qui se sont multipliés depuis le 13 novembre ne pourront qu'entretenir ce retour de flamme - surtout quand on trouve sur le site du New York Times qu'"aucun pays sur terre ne profite mieux de la vie que les Français".

55) ATTALI, Jacques, « Le plus beau pays du monde », *L'Express*, numéro 3359, 18 novembre 2015, page 146

Ce qu'ils ont voulu atteindre, c'est le plus beau pays du monde.

Un pays si heureux que, chaque soir, des milliers de matchs ; de concerts et de spectacles, des centaines de milliers de bars et de restaurants rassemblent, dans des milliers de villes et de villages, des millions de gens rieurs et insoucians.

Un pays si tranquille, si assuré de sa sécurité, qu'il a été possible, vendredi dernier, de tirer impunément pendant 3 heures dans les rues et dans une salle de concert de sa capitale.

Un pays si sublime, par ses paysages, ses monuments, son niveau de vie, son système de santé, sa cuisine, sa littérature, sa liberté de penser, de prier, d'écrire, de circuler, de s'habiller, de parler, d'apprendre, que chacun dans le monde le sait, l'admire, et le jalouse.

C'est bien cela qui nous est reproché par ces gens là : ce que nous sommes. C'est bien cela qu'ils dénoncent et veulent détruire.

Ce n'est pas nouveau : on ne pardonne jamais leur sérénité et leur sourire aux gens heureux. Et bien des jaloux préfèrent détruire le bonheur des autres plutôt que se donner les moyens d'y avoir, eux aussi, accès.

De plus, pour les auteurs de ces attentats, le plus beau pays du monde n'est pas de ce monde.

Et ils veulent détruire notre bonheur de quatre façons.

En nous transformant en Etat policier. En provoquant une guerre civile entre nos diverses communautés. En nous entraînant dans une guerre au sol. En nous forçant à remettre en cause notre mode de vie.

A nous de résister sur ces quatre fronts.

1. Notre police doit, bien sûr, devenir beaucoup plus efficace, pour réagir bien plus rapidement en cas d'attentat. Et, pour cela, il lui faut bien plus de moyens. Mais elle doit aussi rester une police démocratique, respectueuse des droits de l'homme. Et il ne faut pas sombrer dans un délire sécuritaire qui nous ferait abandonner nos libertés, ni au profit d'un Etat policier, ni au profit des grandes firmes privées gestionnaires de données.

2. Nos compatriotes, de toutes origines, doivent défendre et renforcer leur solidarité, leurs échanges et leur unité. Il était déjà assez difficile en France d'être musulman, avant ces attentats, pour ne pas en rajouter, en voyant des terroristes dans tous les jeunes de banlieue. Ils sont, pour la plupart,

magnifiques et tragiquement sous employés : si on leur fournissait tous les moyens de s'épanouir, la France serait un pays encore plus magnifique.

3. Il nous faut nous garder de nous laisser entraîner sans précaution dans des guerres lointaines que nous ne pourrions mener, et encore moins gagner, seuls. Notre priorité doit être de repenser la nature de l'OTAN et de convaincre les autres Européens, et d'abord les Allemands, de prendre enfin leur part du fardeau de notre défense commune.

4. Enfin et surtout, il nous faut affirmer haut et fort que nous croyons à nos valeurs ; que la liberté, l'égalité et la fraternité ne sont pas des mots vides de sens ; que la laïcité démocratique protège la liberté de conscience et la pratique religieuse mieux qu'aucun autre système politique. Que nous continuerons, contre vents et marées, à accueillir le mieux possible ceux qui sont victimes de la barbarie dans leurs pays, pour apprendre d'eux, aussi, le meilleur de leur propre culture.

Les civilisations sont mortelles ; et le plus beau pays du monde pourrait retourner à l'âge de pierre s'il se laissait aller à l'insouciance.

Il ne dépend que de lui, et de ceux qui le dirigent ou aspirent à le gouverner, que de l'éviter. En prenant conscience de ce qu'il a d'unique et qu'il doit se donner les moyens de protéger, et de partager, ses privilèges.

Pour que le monde tout entier devienne le plus beau pays du monde.

56) NEWTON-SMALL, Jay, « France's assimilation challenge », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 29

Most political scientists will tell you there are two kinds of nationalism in the world: one is secular, as seen in the U.S., a robust civic pride that might be called patriotism. The second is religious, as in Israel or Iran, in which faith and nation are closely intertwined.

But there is a third kind of nationalism that is cultural. That's France's specialty. Let's take the example of schools and what students can wear. In religious nationalist societies, religion dictates: women cover their heads in Iran, and many men wear yarmulkes in Israel. American students get sent home all the time for wearing political symbols, but what you almost never see are students sent home for wearing religious symbols. Freedom of religion is a constitutional right.

Not quite so in France. In the fall of 1989, three adolescent Muslim girls in the Parisian suburb of Creil were excited for their first day of middle school. But all three were sent home because they were wearing headscarves, known as *foulards*, that covered their hair. Thus *l'affair du foulard* was born. To understand the vehemence with which the French reacted to these girls, you have to understand the sacred nature of schools in France. Children don't just learn math and reading in school -- they learn how to be French. France is, after all, a country that practiced "assimilation" colonization, where their subjects learned to speak and become French, which the government promoted as the highest culture on earth. To the French, the rights of the few do not trump the standards of the many.

France utterly rejected the notion that being French could include women covering their heads. Enshrined in its laws is the concept of *laïcité*, or secularization. France moved to protect its culture and in the years since has, for the most part, banned Muslim girls from wearing headscarves to school. To level the playing field, it also banned Christian and Jewish symbols, including yarmulkes. Almost every year since, there have been French-Muslim protests to allow girls to wear *foulards* in school. The protests ebbed and flowed with the news: they found new life after the invasion of Iraq and have only grown since.

For immigrants in France, being on the wrong side of the culture war feeds a sense of not belonging -- of unsuccessful assimilation -- even when those immigrants are second or third generation. It was the sense of being robbed of their "roots" that sent the Kouachi brothers down the destructive path toward al-Qaeda that would prove fatal for the employees of *Charlie Hebdo*.

A culture war is no excuse for the actual war that a small number of Muslim French citizens have launched on their own people. But the French method of assimilation by force -- ban *foulards*, expel radical imams, speak French not Arabic -- may be deepening the problem. "There has to be some nurturing, otherwise people feel like second-class citizens," says Amel Boubekeur, a research on European Islamic issues at Grenoble University. "When you can't speak to the mainstream, you withdraw from the mainstream." Culture wars have no winners.

57) WALT, Vivienne, « The hardest question : explaining the Paris attacks to my child », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 99

“Mama, were kids killed?”

The question came two days after the devastating terror attacks in Paris killed 129 people, when I finally sat down to dinner with one Paris resident I had seen almost nothing of since Friday’s assault: my own 9-year-old son. Having asked so many questions of so many people since Friday, on the streets, at the site of the attacks, outside Paris’s morgue, I was stumped. It was a detail I had not gotten around to asking.

As the city grapples to understand how the attacks might transform their lives, there are millions of Parisians still struggling to put their questions into words: The children. For days they have seen an outpouring of shocked emotions and actions from the adults, watching largely silently from knee height.

But now, as the adults return to work on Monday morning and the kids go back to school, teachers are bracing for doubts and questions—and wondering how to address them, and even if there are answers that would make sense to a generation born after 9/11, in a benign, gentle city where until recently terrorism has been relatively foreign and remote.

And so on Sunday, an email popped into my inbox, from the directors of my child’s school, addressed to all parents. “More than ever in the face of this violence and barbarity it is essential to lend an ear to our children, to play the role of educator and to discuss the attacks and answer their questions,” said the letter, which described Friday’s killings as a “savage” attack on “our city, our country, the symbols and values of our Republic.”

Then they advised us parents how to counsel our children. “While they are overwhelmed by legitimate emotion, heightened by the press and social media, more than ever they need adults who are calm and attentive to allow them to overcome their fears,” the school directors wrote, adding that each class would begin the schoolday Monday with a discussion about the worst attacks in modern French history. After the Charlie Hebdo attacks last January, the school had written a very similar letter to parents, and the building had featured a display of newspapers with “je suis Charlie” covers. Like then, Monday’s program will include a minute’s silence for the dead.

But there is little comparison this time around. In January it had been relatively simple to explain to my child, who was then eight, why the cartoonists had been the target, and why a Jewish supermarket was attacked—grim as the details were. He proudly told his friends that his mom had allowed him to go to the giant Charlie Hebdo demo in Republique Square, where he held a red rose under a peace sign. There, he was among thousands of children.

Answering questions over dinner on Sunday was more difficult, however. The targets this time were young people having fun on a warm Friday night; people, in fact, who were his age not all that long ago.

To children in Paris, Charlie Hebdo had seemed a one-off attack, involving targets that were not part of our ordinary lives. It was an aberration that might, in a child’s mind, have seemed taken care of, in part by all the armed soldiers and riot police who now patrol their city’s train stations and major intersections. The graceful safe haven of central Paris, where children take themselves to school from an early age with little nervousness from parents, still existed.

The city still looks the same, of course. The cafés and parks are spilling over with people. But now that there has been a second attack within a year, it suggests, at least to children, that such violence can happen at any time in any place, and that the adults have not sorted out the problem at all.

Grappling to find the logic in this, my son pondered the situation, and asked, “Well, why did they attack those restaurants and not other restaurants?”

It was a good question, hitting at the most terrifying aspect of all—the randomness of the attacks. Friday’s attacks impacted so many regular Parisians because they had been aimed directly at the most normal of people — the drinkers, the concert-goers, the soccer fans.

“So why did they attack the Stade [stadium], mama?” asked my son, whom I had recently taken to a big soccer match. “They were just playing a game.”

“Well,” I ventured, inexpertly, “they don’t like the way people live in France.”

“Because... because they are stupid!” he said.

For now, that settled the question—at least providing him an response that might work in the schoolyard on Monday. As for the rest of us, the search for an answer has only just begun.

58) MORELL, Michael, « What comes next, and how do we handle it », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 32

I was an intelligence officer for 33 years. When intelligence officers write a brief, they start with the bottom line. Here it is: ISIS poses a major threat to the U.S. and to U.S. interests abroad, and that threat is growing every day. The nature and significance of the threat flow from the fact that ISIS is-all at the same time-a terrorist group, a state and a revolutionary political movement. We have never faced an adversary like it. As a terrorist group, ISIS poses a threat to the homeland. That threat is largely indirect and involves ISIS's ability to radicalize young Americans to conduct attacks here. The FBI has over 900 open investigations into homegrown extremists, the vast majority radicalized by ISIS, and a large number of those investigations relate to individuals who may be plotting here. While the sophistication of homegrown attacks is likely to be fairly low, the potential exists for the quantity of these attacks to be large. The number of ISIS followers dwarfs the number of followers that al-Qaeda ever had. Over time, the indirect threat, if not significantly degraded, will become a direct one-that is, ISIS will have the ability to plan and direct attacks on the homeland from the group's safe havens in Iraq and Syria, just like it did in Paris. Such attacks are deeply concerning because they carry the potential to be much more sophisticated and complex- and therefore more dangerous-than homegrown attacks, again, just like in Paris recently, or London in 2005 or even 9/11. And in news that should get everyone's attention, ISIS has shown an interest in weapons of mass destruction. The attacks in Paris were the first manifestation of an effort by ISIS to put together an attack capability in Europe-an effort it began less than a year ago. The head of the U.K.'s domestic security agency recently warned that ISIS is now planning mass casualty attacks in Britain. His concerns are well-founded. We will not be far behind. As a state, ISIS poses a threat to regional stability-a threat to the very territorial integrity of the current nation-states, a threat to inflame the entire region in sectarian war. All this in a part of the world that still provides almost a third of the world's oil supply; a region that is home to one of America's closest allies, Israel; and a region that is home to a set of close American allies-the Gulf Arab states-that are willing to resist Iran's push for regional hegemony. As a revolutionary political movement, ISIS is gaining affiliates among extremist groups around the world. They are signing up for what ISIS desires as its objective: a global caliphate where day-to-day life is governed by extreme religious views. In the mind of ISIS, its global caliphate would extend to the U.S. When they join ISIS, these affiliates evolve from focusing on local issues to focusing on establishing an extension of the caliphate. And their targets evolve from local to international ones. This is the story of the bombing of the Russian airline by an ISIS group in the Egyptian Sinai. ISIS has gained affiliates faster than al-Qaeda ever did. From none a year ago, there are now militant groups that have sworn allegiance to ISIS in nearly 20 countries. They have conducted attacks that have killed Americans, and they carry the potential to grab large amounts of territory. Libya, for instance, is a place where this could happen in the near term. An intelligence officer has many jobs. One is to describe for a President the threats that we face as a nation. Another is to look a President in the eye when his or her policies are not working and say so. Mr. President, the downing of the Russian airliner and the attacks in Paris make it crystal clear that our ISIS strategy is not working.

59) BREMMER, Ian, « How terror could kill the European project », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 11

The terrorist attack in Paris was almost certainly planned by ISIS militants in Syria, but Europe and the Middle East have been feeding each other's crises for some time. Five years ago, Europeans faced a serious financial and economic meltdown that called the very survival of the euro zone into question. Those quakes were felt in North Africa and the Middle East, where trade, tourism and remittances from locals sending money home from Europe all fell at once. That helped trigger the unrest that gave birth to the Arab Spring, a surge of turmoil in the region that generated fear and unrest that have not abated. The breakdown of order and security is now sending refugees and security threats toward Europe, and they're arriving at a time when the E.U.'s economy had only just begun to show new signs of life.

Given the number of refugees now in Turkey and Jordan and the number who desperately want out of Syria, the U.N. refugee agency estimates that just a fraction of this human traffic has already reached Europe. The E.U. has forecast that 3 million migrants could arrive in Europe by the end of 2016.

The migrants and the fear of more terrorist attacks will play a role in Britain's upcoming referendum on the future of its E.U. membership, and it will become a central issue in next month's regional elections in France, as well as its 2017 presidential election. But Germany is the most important country to watch. Chancellor Angela Merkel's willingness to accept hundreds of thousands more refugees into Germany represents a huge political gamble. German authorities have already documented over 700 attacks against migrants inside Germany in 2015. In the wake of the Paris attacks, her position is increasingly unpopular—in Germany and across the Continent. If domestic politics shifts against her, if the German government feels it must impose extraordinary controls on its borders, if the door closes on migrants, the rest of Europe will follow Germany's lead. Make no mistake: these questions pose a greater threat to the broader European project than anything we've seen in decades.

60) DAOUD, Kamel, « Terror's lineage », *Time Magazine*, volume 186, numéro 22-23, 30 novembre 2015, page 32

In every myth, the monster has a father and a mother. And so it is with ISIS: its father is George W. Bush's America, and its mother is Saudi Arabia. The former provided it with pretext in the disastrous invasion of Iraq. This invasion was seen as a rape of the Arab world. It was based on a lie—the false link between Sept. 11 and Saddam Hussein and it destroyed the West's moral superiority. As for ISIS's mother, this strange theocracy is simultaneously allied with the west through the Saudi royal family and opposed to the West by an ideology that is the product of a vicious clergy. Saudi Arabia remains the ideological factory for jihadism with an industry of theologians it supports financially. They propagate their vision through books and TV channels throughout the Arab world and far beyond. Saudi Arabia is both a victim and a source of terrorist ideas.